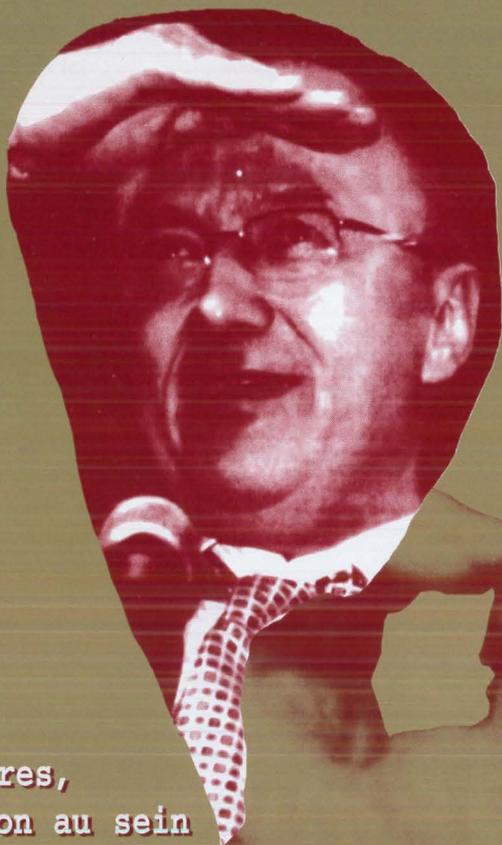


inprecor

Grande Bretagne Une nouvelle gauche en gestation ?



À Londres,
division au sein
du Labour Party:
Ken Livingstone
brigue la mairie
contre Tony Blair



Espagne : Après le succès électoral d'Aznar
Euskadi (Pays Basque) : Crise du leadership national
Amérique Latine : Nouvelles du Forum de Sao Paulo
Australie : Renouveau d'une riche histoire ouvrière ?
Serbie : Vers une nouvelle guerre ?
Russie : L'État fort de Poutine 1^{er}, au service de qui ?

DOSSIER GRANDE-BRETAGNE : Une nouvelle gauche en gestation

<i>L'extrême-gauche britannique, au-delà du sectarisme</i>	Alan Thornett	3
<i>Ken Livingstone, le rouge ?</i>	Veronica Faganand	8
<i>Blair, à la droite du possible</i>	Tariq Ali	11
<i>NOTE DE LECTURE : Keith Dixon, "Un digne héritier"</i>	Loïc Abrassart	14

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

<i>PAKISTAN - La gauche victime de la répression policière</i>	(réd.)	16
<i>SÉNÉGAL - «Sopi» (changement)</i>	(réd.)	16
<i>SÉNÉGAL - Programme de gouvernement de la coalition "Alternance 2000"</i>	document	16
<i>IV^e INTERNATIONALE - Un Bulletin électronique pour l'Amérique latine</i>	(réd.)	16

Espagne

<i>Victoire électorale du Parti populaire et échec du pacte de gauche</i>	Jaime Pastor	17
---	--------------	----

Euskadi (Pays Basque)

<i>Une crise durable du leadership national</i>	Jose Ramon Castaños "Troglo"	20
---	------------------------------	----

Amérique latine - Nouvelles du Forum de Sao Paulo

<i>Force et faiblesses de la gauche latino-américaine</i>	Rafael Bernabe	24
<i>Déclaration de la IXe Rencontre du Forum de Sao Paulo</i>	document	24

Australie

<i>Vers le renouveau d'une riche histoire ouvrière ?</i>	John Tully	26
--	------------	----

Serbie

<i>Vers une nouvelle guerre ?</i>	Radoslav Pavlovic	31
<i>Liberté pour Albin Kurti</i>	R. P.	33

Mozambique

<i>Banque mondiale et FMI : refus d'assistance à peuple en détresse</i>	Éric Toussaint	34
---	----------------	----

Russie

<i>Poutine I^{er}, tsar de toutes les Russies ?</i>	Jan Malewski	36
---	--------------	----

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski. Rédaction : Jan

Malewski avec Loïc Abrassart

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF^o POP^o SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88



Meeting de la London Socialist Alliance (LSA) en soutien à la candidature de Ken Livingstone pour le maïorat de Londres.

Abonnement

(11 numéros par an)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples) (600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir Inprecor** (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice) (150 FF)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

GRANDE-BRETAGNE

Une nouvelle gauche en gestation ?

Il y a un grand changement dans la politique britannique après trois ans du gouvernement travailliste de Tony Blair. Ken Livingstone, parlementaire de la gauche du Parti travailliste (Labour party, LP), est à nouveau candidat pour être maire de Londres, alors qu'il avait déjà dirigé le *Greater London Council* (le Conseil du Grand Londres) jusqu'au moment où Thatcher avait dissout cette institution pour se défaire du turbulent personnage. Aujourd'hui expulsé du Labour, mais soutenu, dans les sondages par 68% des Londoniens, sa candidature ouvre la voie à la plus grande rupture organisationnelle dans le Labour depuis la fin de la seconde guerre mondiale. A l'occasion de cette élec-

tion municipale (5 millions d'électeurs), l'extrême-gauche a réussi à bâtir une alliance électorale sans précédent, la London Socialist Alliance (LSA). Et cela, au moment où le Parti socialiste écossais (SSP) a réussi à faire élire un député dans le nouveau Parlement écossais (1). Au Pays de Galles, le président de l'Assemblée parlementaire, un dévoué de Blair, a démissionné suite à une révolte de la base du Labour régional. Mais en même temps Tony Blair et son "nouveau" Parti travailliste (New Labour), même fortement secoués, sont en tête, et de loin, dans les sondages alors que les élections parlementaires nationales pointent leur nez à l'horizon. Que se passe-t-il donc ?

L'extrême-gauche britannique, au-delà du sectarisme

Par
Alan Thornett*

Le facteur déterminant qui a créé une situation politique unique en Europe, ce sont les effets durables des défaites infligées au mouvement syndical dans les années 1980. Celle des mineurs, en 1984-85, qui avait favorisé la déroute dans tous les bastions du syndicalisme militant en Grande-Bretagne, est la plus connue. Dans la foulée le gouvernement avait adopté les lois anti-syndicales les plus draconiennes en Europe et fortement limité le droit de grève.

Le reflet politique de cette situation désastreuse fut l'essor du "blairisme". Celui-ci va nettement au-delà du tournant droitier de la social-démocratie européenne. Le but de Blair était de transformer le Parti travailliste en un parti ouvertement bourgeois occupant le centre du terrain politique. Il vise à combler la rupture avec le libéralisme du début du XXème siècle, qu'il considère comme une erreur historique. Il n'a pas encore atteint cet objectif, mais il a fortement progressé.

Cela a impulsé une réorganisation de la politique tant de la bourgeoisie que de la classe ouvrière. Le Parti conservateur (les

"Tories") est à moitié détruit, le terrain vacant étant occupé maintenant par le New Labour. Le "Tory Party" a été poussé vers la xénophobie et a éclaté sur la question européenne. Une scission en bonne et due forme a été évitée grâce au système scandaleusement antidémocratique du "first-past-the-post" (scrutin uninominal à un tour : celui qui arrive en tête au premier tour, est élu). Les Libéraux-Démocrates (le parti d'appoint du Grand Capital) se situent maintenant clairement à gauche du Labour, mais ils pendent aux basques de Blair pour qu'il introduise une réforme électorale basée sur un minimum de "PR" (représentation proportionnelle). La gauche et l'extrême-gauche sont confrontées, à leur tour, à ces nouvelles conditions politiques, et ont commencé aussi à se réorganiser.

Le déclin de la gauche des années 1980

L'apogée de la gauche du Labour fut la révolte dirigée par Tony Benn au début des années 1980, et sa tentative de prendre la direction du Parti. Son échec n'a pas seulement permis l'attaque frontale contre les mineurs (de la part de Thatcher) mais aussi

l'abolition du *Greater London Council*, avec Livingstone à sa tête, ainsi qu'une attaque des Conservateurs contre l'autonomie des conseils municipaux, largement dominés à l'époque par la gauche du Labour. Après cela, la gauche entra en déclin, surtout dans les sections locales du Parti et dans les syndicats.

L'apogée de la gauche syndicale a eu lieu entre la fin des années 1960 jusqu'à la grève des mineurs de 1984/85. A ce moment, le rapport de forces bascula en faveur des patrons, avec la quasi disparition du mouvement (spontané) des "délégués d'entreprise" ("*shop stewards*"). Beaucoup de militants furent licenciés.

La force syndicale fut entamée, sans commune mesure avec ce qui s'était passé ailleurs en Europe occidentale. Même les chiffres (la perte de 7 millions de membres sur un total de 14 millions) donne à peine

* Alan Thornett est aujourd'hui rédacteur du mensuel *Socialist Outlook*. Syndicaliste dans l'industrie automobile, il a dirigé dans les années 1970 la grande grève de l'entreprise Morris à Cowley. Il a publié notamment *From militancy to marxism*, éd. Left view books, 1987.

1. Cf. *Inprecor* n° 436 de juin 1999 et *Inprecor* n° 437/438 de juillet-août 1999.

Grande-Bretagne

une idée de l'ampleur de la défaite. Car la régression à la base (voir le mouvement des *shop stewards*) fut encore plus grave. Les statistiques des grèves sont encore plus parlantes : au milieu des années 1990, elles furent à leur niveau le plus bas depuis 100 ans (début des calculs). Depuis lors, il n'y a pas eu de véritable relance sociale.

Le recul frappa aussi le Parti communiste britannique (dont la faiblesse historique est connue). Sa base industrielle s'éroda rapidement suite aux fermetures d'entreprise dans l'industrie et les mines. Mais cette crise s'est accrue à la suite de la chute du Mur de Berlin, ce qui déboucha sur une série de scissions et un déclin rapide. Certains de ses fragments se sont positionnés à la droite du blairisme.

L'extrême-gauche a fait mieux. Mais la plupart des groupes ont stagné et décliné, y compris nous-mêmes, la section de la Quatrième Internationale. Ce fut la tendance Militant qui connut la chute la plus spectaculaire. Elle contrôlait le conseil municipal de Liverpool et avait joué un rôle majeur dans la direction du mouvement contre la Poll tax (2) à la fin des années 1980 : ce fut la seule victoire importante pour la classe ouvrière depuis la grève des mineurs. Le départ de Thatcher fut causé par cette victoire des travailleurs ainsi que par les divergences au sein de la bourgeoisie sur sa politique européenne. Elle fut remplacée par John Major, mais le Parti conservateur n'est plus parvenu à se redresser depuis.

La Tendance Militant qui avait pratiqué pendant des décennies un « *entrisme profond* » au sein du Labour Party, avait massivement recruté durant cette campagne contre la Poll-tax. Elle décida que le moment était venu de « sortir », et de devenir Militant Labour, un parti d'extrême-gauche indépendant. Cette sortie provoqua une scission

minoritaire dans ses rangs ; ensuite son nombre d'adhérents passa de 8 000 à (environ) 2 000. Le SWP (Socialist Workers Party, Parti Ouvrier Socialiste), lui, garda plusieurs milliers de membres. Au sein de l'extrême-gauche, il fut l'exception. Il profitait du caractère insulaire de la Grande Bretagne qui le met à l'écart des événements extérieurs. Mais il disposait aussi d'un cadre dirigeant fort et tirait partie, paradoxalement, de l'effondrement de l'URSS en l'attribuant à sa théorie du « capitalisme d'État » (3). C'était faux sur le plan de l'analyse théorique, mais le SWP y puisait une confiance en soi, qui manquait aux autres secteurs de la gauche révolutionnaire.

Scargill et le SLP

Quelques mois après sa prise du pouvoir au sein du Labour Party (en juin 1994), Blair proposa l'abolition de la Clause 4 (des statuts du parti), portant sur la lutte en faveur de la propriété publique des moyens de production.

La gauche mena une grande campagne de résistance, mais Blair obtint finalement gain de cause à la conférence du Parti, en octobre 1995. Ce fut un événement hautement symbolique pour le Labour et pour toute la gauche. Dans la foulée, Blair lança une attaque en règle contre les principes démocratiques au sein du Labour, limitant au maximum la marge de manœuvre de la gauche. Ainsi, naquit le « New » Labour, désormais préparé à s'incliner devant les lois du marché et à adopter le projet néolibéral.

Peu de temps après, Arthur Scargill, le dirigeant de la grève des mineurs et président du syndicat NUM (Union Nationale des Mineurs), quitta le Labour Party et proposa de fonder un nouveau parti de gauche : le Socialist Labour Party (SLP, parti travailliste socialiste). Ce dernier fut lancé à l'occasion du 1er mai 1996.

La défaite qui suivit la bataille pour la Clause 4 et l'évolution droitière du LP, désormais sans résistance, a engendré à la fois une crise de la représentation du monde du travail et des conditions objectives pour un nouveau parti de gauche. Mais tout cela n'était qu'à ses débuts. Le SLP était prématuré. Pour autant les vrais problèmes du SLP furent d'ordre politique : il ne parvenait pas à attirer des forces de gauche venant du Labour. Et il n'y avait que les hommes de Scargill (parmi eux, malheureusement, des ex-membres de la section britannique de la IVe Internationale) pour participer aux discussions du lancement du SLP, à propos de son organisation et de sa nature politique. La constitution du SLP, qui mettait en place

une direction omnipotente, était moins démocratique que les statuts du LP lui-même ! Le principe de base, selon Scargill, était la guerre « contre le fédéralisme » au sein du SLP, comme il le répétait. Ainsi, les premières réunions publiques du SLP furent consacrées à expliquer qui ne pouvait pas adhérer à l'organisation. Tous ceux qui étaient membres d'une organisation de gauche existante étaient dans ce cas. Ils furent d'emblée écartés ! Mais ce fut à la fois une erreur et une malhonnêteté car les groupes politiques qui soutenaient Scargill, furent admis. Ainsi, la « *Stalin-Society* » (« Association de Staline »), qui se faisait remarquer par ses T-shirts avec la photo du « Grand Joseph », était de la partie. Certaines organisations d'extrême-gauche essayèrent d'adhérer, en particulier Militant Labour. Il y eut un refus. Au début, le SLP attira plusieurs milliers de membres. Ainsi, il devint un petit parti de masse à caractère social-démocrate de gauche avec à sa tête un dirigeant stalinien autoritaire, et basé sur une constitution bureaucratique. Après trois années de batailles internes et d'expulsions en cascades, le SLP est devenu un groupuscule discrédité par son ultra-sectarisme. Il a consommé ses forces et est perçu comme tel par l'ensemble de la gauche. Il a refusé de participer à la LSA. C'est la *Stalin-Society* qui le dirige, avec le soutien de Scargill. L'année passée, un de ses éditoriaux prenait la défense de l'intervention policière sur la place Tien Anmen en caractérisant la manifestation comme une provocation contre le socialisme. Le SLP est devenu l'exemple de comment il ne faut pas créer un nouveau parti de la classe ouvrière.

Militant Labour devient le « Parti Socialiste »

Devant le refus sectaire de Scargill, Militant Labour répliqua en lançant lui-même un parti plus large, essayant d'être ce que le SLP s'était refusé de devenir. La voie choisie pour y aller fut un changement de nom. La raison affichée était difficile à comprendre et peu crédible : la nature du Labour Party aurait changé. Au lieu d'un « parti ouvrier bourgeois », ce dernier serait devenu un « parti totalement bourgeois ». Bien sûr, le LP allait dans cette direction, mais dire qu'il y était déjà arrivé, c'est une autre histoire. Ainsi, le changement de nom acquit un caractère gauchiste, et mit d'emblée des limites à l'opération. Le nouveau Socialist Party n'apportait rien de neuf. Il impliquait néanmoins une attitude plus ouverte vers l'extérieur, et partant, il lançait un dialogue avec le reste de la gauche.

2. La Poll tax a été un nouvel impôt local, payable par habitant indépendamment des revenus, inventé par Margaret Thatcher. En 1990 des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées contre cet impôt.

3. Selon la théorie du « capitalisme d'État », formulée par Tony Cliff en 1948, « une société dans laquelle seule une minorité contrôle la production des richesses n'a rien de socialiste et n'est en fait qu'un morceau d'un système mondial : le capitalisme » (Tony Cliff, *Le capitalisme d'État en URSS de Staline à Gorbatchev*, éd. Socialisme International, Paris). Les méandres de la restauration capitaliste en ex-URSS auraient dû faire réfléchir les adeptes de cette explication simplificatrice. Nos lecteurs désireux de connaître ce débat peuvent se reporter aux articles de Chris Harman (*L'URSS : un capitalisme d'État*) et Ernest Mandel (*Une théorie qui n'a pas résisté à l'épreuve des faits*) parus dans la revue *Quatrième Internationale* n° 37-38, 1990.

Malheureusement, ce dialogue fut vite interrompu. Devant l'échec, le SP opéra un repli. L'argument était maintenant qu'il fallait un niveau beaucoup plus élevé de luttes syndicales et que celles-ci auraient lieu après les prochaines élections parlementaires, car alors la classe ouvrière s'opposerait à une deuxième législature du New Labour...

Ce jugement ne prenait pas en compte la pression politique vers une réorganisation impérieuse qui aurait lieu en dehors d'une montée ouvrière, même si celle-ci était hautement désirable. Mais une fois engagée cette réorganisation, le SP s'adapta et il prend aujourd'hui activement part à la LSA.

Décentralisation et proportionnelle

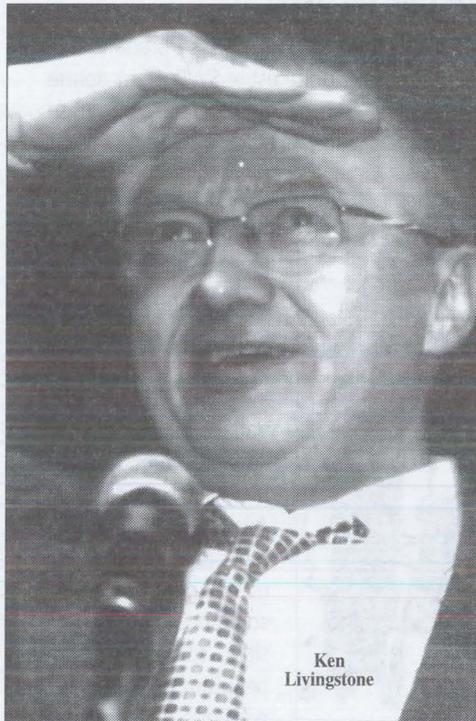
L'introduction récalcitrante, par le New Labour, d'une certaine décentralisation ("Devolution" : un Parlement pour l'Écosse, une Assemblée pour le Pays de Galles, et l'Assemblée du Grand Londres) a déjà eu deux conséquences importantes. Premièrement, ayant décentralisé les institutions, le Blairisme entra en crise car il ne voulait pas abandonner le contrôle sur celles-ci. Deuxièmement, l'introduction d'une dose de proportionnalité (la "PR") risquait de permettre à des partis minoritaires d'avoir des élus, alors qu'ils avaient été très discriminés par le système du "first-past-the-post". Ces deux facteurs entraînent en résonance avec la nécessité d'occuper un espace qui se libérait à la gauche du New Labour suite à la crise de la représentation politique du monde du travail. Dès lors, une nouvelle réflexion plus générale eut lieu au sein des organisations d'extrême-gauche à propos de la participation aux élections. La plupart de celles-ci, y compris le SWP, n'y avaient pas participé depuis des décennies. Elles changèrent leur fusil d'épaule, y compris le SWP. Cela en soi modifiait déjà la manière dont cette gauche devait s'organiser et se battre politiquement.

Les Alliances Socialistes (SA)

Un résultat indirect mais important de la transformation du Militant en Socialist Party fut le rôle joué par celui-ci dans la mise en place des Alliances Socialistes dans plusieurs régions en Angleterre, en Écosse et dans le Pays de Galles. En Angleterre, un comité directeur fut mis en place, basé sur la SA à Coventry, dirigé par Dave Nellist, ex-député au moment où Militant était encore membre du Labour Party. La multiplication de ces Alliances fut très significative de l'air du

temps. Elles traduisaient une tentative d'unir la gauche et la gauche révolutionnaire. Dans la plupart des cas, le résultat demeura embryonnaire. Sauf en Écosse, où la Scottish Socialist Alliance (SSA) devint une vraie force, autour du Militant (l'organisation sœur du SP anglais). Le SWP resta en dehors de ces différentes alliances.

La plupart des SA étaient une combinaison entre une organisation de campagne et une alliance électorale. Plusieurs parmi elles déposèrent des listes lors des élections européennes de juin 1999. A Londres, cette tentative fut étouffée par le SLP de Scargill qui refusa toute unité et déposa sa propre liste.



La LSA décida de se retirer. Après coup, on peut penser que c'était sans doute une erreur et une surestimation de la capacité de nuisance du SLP. La Scottish SA était qualitativement différente de celles de l'Angleterre et du Pays de Galles. Le climat était beaucoup plus radical en Écosse. Cela provenait aussi du rôle joué par les militants de la lutte contre le Poll tax. Parmi eux il y avait Tommy Sheridan qui, à l'époque, fut élu au Conseil municipal de Glasgow, alors qu'il se trouvait en prison à cause de sa défense des victimes du Poll tax.

L'essor de la SSA introduisit un changement rapide dans la ligne du Scottish Militant Labour en faveur de l'indépendance de l'Écosse. Militant Labour s'y était toujours opposé, mais cette revendication devint alors un élément politique crucial dans l'émergence d'une alternative de gauche en Écosse. Ainsi, le SML se prononça en faveur d'une Écosse socialiste et indépendante (en ce qui concerne l'Irlande, en revanche, il n'y

eut aucun changement : il continue à se prononcer pour une « solution ouvrière face aux deux nationalismes réactionnaires ».)

Le Parti Socialiste Écossais (Scottish Socialist Party, SSP)

L'année passée, le SSP fut lancé à l'occasion des élections pour le nouveau Parlement d'Écosse. Une très large consultation publique fut organisée au sein de toute la gauche écossaise. La SSA fut sa composante principale, avec encore le Scottish Militant Labour comme force motrice. La proposition du SML de dissoudre l'organisation indépendante et d'intégrer les membres individuels dans le nouveau SSP devait provoquer un clash avec la direction du SP à Londres. Le SWP qui fut invité à s'y joindre et avec lequel des discussions avaient eu lieu, refusa.

Les élections furent un succès pour le SSP : il réalisa une vraie percée, et Tommy Sheridan fut élu député. Le Parti vient de tenir sa conférence annuelle et a enregistré des progrès significatifs. Il a émergé comme un petit parti de la gauche radicale, avec ses 2000 membres, ses 53 sections locales à travers toute l'Écosse (qui a une population de 5 millions d'habitants). Il est très présent dans les médias. Les derniers sondages lui donnent 6 % sur l'ensemble du pays. En cas d'élections, cela donnerait trois députés.

Mais la signification du SSP va au-delà de l'Écosse. Il est perçu comme un "modèle" pour des développements similaires en Angleterre et au Pays de Galles. Certes, la situation politique est plus avancée en Écosse, mais c'est le nouveau cadre politique en général en Grande-Bretagne qui permet une telle comparaison.

La relance de la London Socialist Alliance (LSA)

Dans cette atmosphère, la LSA fut relancée en août 1999 dans la perspective des élections londoniennes du maire et du conseil, prévues pour le 4 mai 2000. Le maire sera directement élu (5 millions de votants). L'élection de l'Assemblée se fera par un système combiné : 14 élus (1 par district) selon le système uninominal à un tour; 11 élus selon le système de la proportionnelle intégrale. L'Alliance avait, au début, l'intention de participer aux deux collèges. L'objectif était de rassembler des candidats indépendants et provenant des organisations participantes. Elle se préparait aussi à présenter un candidat-maire au cas où Livingstone ne se présenterait pas. Les conditions de cette relance de la LSA étaient

Grande-Bretagne

radicalement différentes des conditions politiques qui prévalaient encore au début de l'année 1999. Le New Labour a encaissé des résultats désastreux lors des élections européennes, des élections municipales, et de celles pour le Parlement d'Écosse et l'Assemblée du Pays de Galles.

Le message est très clair. Comme le New Labour évolue de plus en plus à droite, des millions d'électeurs traditionnels désertent le Parti. Ils votent soit pour les partis nationalistes en Écosse et au Pays de Galles, soit pour les Verts ou même pour les Libéraux-Démocrates — tous ces partis se positionnant à la gauche du New Labour. Ce dernier a perdu des sièges au Pays de Galles, une région qui a toujours massivement voté Labour depuis que celui-ci a été "inventé" au début du XX^{ème} siècle. Le parti nationaliste gallois, Plaid Cymru, obtint un résultat de rêve. Il conquit une majorité à Rhondda et Islwyn (les régions minières) qui furent des bastions du Labour. Il y eut des abstentions massives. Le Labour réalisa son score le plus bas depuis 60 ans, talonné par Plaid Cymru à moins de 5%. Des socialistes quittaient le Parti. Un espace s'ouvrait à gauche.

En Angleterre et au Pays de Galles, là où des listes de gauche furent déposées, elles obtinrent des résultats décevants à cause de la division, même si certaines candidatures individuelles et

des listes à thème ("*single issue*") faisaient nettement mieux et révélaient un potentiel électoral. Celui-ci est avant tout constitué par ceux qui se sentent socialistes et aspirent à une alternative socialiste.

L'échec de la gauche devant la débâcle du Labour s'explique par plusieurs raisons. L'une d'entre elles est l'absence traditionnelle de la gauche sur le terrain électoral. Mais la principale cause réside certainement dans la division chronique au sein de cette gauche. Des gens sont à la recherche de réponses et ce qu'ils trouvent, ce sont des

scissions et des divisions. Dès lors, l'unité est la clé, étant donné que la somme d'une gauche unie est plus grande que ses parties constitutives. La gauche révolutionnaire, y compris nous-mêmes, aura un rôle à jouer, et pour cela devra rester organisée. C'est cet impératif politique qui a présidé à la relance de la LSA. Dans le passé, des gens se sont retirés de l'activité politique à cause des divisions au sein de la gauche britannique ; toutes les organisations de l'extrême-gauche y portent leur part de responsabilité. Mais maintenant, une nouvelle unité et collaboration sont nées.

Le rôle du SWP

La composante la plus surprenante de cette nouvelle unité est le SWP, étant donné sa taille et son histoire. Au début, le SWP se cantonnait dans un degré d'engagement

très bas, l'implication du SWP dans la LSA faisant manifestement l'objet d'une discussion interne. Au début de cette année, un tournant eut lieu ; le SWP envoya des délégations plus fortes au comité directeur et mobilisa ses militants. Avant, le trait dominant du SWP était de mener des campagnes soit sous son propre sigle, soit en les chapeautant par des organisations qu'il contrôlait directement. Maintenant, il y a une

collaboration avec le reste de la gauche. Ce tournant ne se limite pas à la relance de la LSA, il se manifestait déjà dans les campagnes contre l'OMC et contre la guerre russe en Tchétchénie, fût-ce d'une manière plus limitée. Tout n'est pas positif, pour autant.

Le Socialist Party, qui fut la force motrice dans la "première" LSA, se mit en arrière cette fois-ci. Et cela devint très marquant dès lors que le SWP renforçait son implication. En février, le SP annonça son intention de soutenir une liste concentrée uniquement sur les candidats directement élus à la proportionnelle au Conseil (du Grand Londres). Cette liste se limiterait à faire une campagne sur un seul thème : non à la privatisation du Métro de Londres. Ensuite, le SP changea de nouveau. Le risque de la division n'a pas totalement disparu, même si cela n'annule pas le degré d'unité atteint aujourd'hui. En

fait, toute une série d'organisations qui ont un passé tristement sectaire coopèrent aujourd'hui. La LSA est ainsi perçue comme le développement le plus prometteur depuis des décennies à Londres. Celui qui la tuerait en payerait le prix fort.

Il y a bon nombre d'autres organisations dans la LSA, en dehors du SWP. D'abord, il y a le SP. C'est la seconde organisation en nombre avec plusieurs centaines de membres à Londres. Puis il y a une série d'organisations nettement plus petites comme l'ISG (International Socialist Group, section britannique de la IV^e Internationale), Alliance for Workers' Liberty (AWL), Workers Power (Pouvoir Ouvrier) et le CPGB (Parti Communiste britannique, à ne pas confondre avec le PC qui a existé pendant 50 ans ; ce "PC" est un groupe très sectaire et ultra-gauche qui en a usurpé le nom). Ensuite, il y a l'Independent Labour Network. C'est un réseau de type social-démocrate de gauche, animé par Ken Coates et Hugh Kerr, euro-parlementaires à l'époque où Blair les avait expulsés du Labour, il y a deux ans. Coates et Kerr ne vivent pas à Londres, donc ils ne sont pas directement concernés.

La LSA n'est pas qu'une liste d'extrême-gauche. Elle essaye de gagner à sa cause des forces de la gauche dans le Labour. Elle est soutenue par un nombre croissant de personnalités telles que Ken Loach, John Pilger, Tariq Ali et la direction du National Civil Rights movement, ce qui assure un lien très important avec certaines des organisations antiracistes et noires.

Le programme d'action de la LSA adopté après de longues discussions par les organisations constituées, comporte une série de revendications telles que : arrêt de la privatisation du Métro ; renationalisation des chemins de fer ; financement du Service National de Santé ; arrêt des coupes antisociales dans les budgets ; opposition à la vente des logements appartenant à la ville ; logement des sans-abri ; lutte pour un minimum salarial décent ; droits syndicaux pour tous ; établissement d'un contrôle étroit sur l'eau et la pollution de l'air ; lutte contre le racisme et la corruption dans la police ; abolition des droits d'inscription à l'université ; une éducation de qualité pour tous, etc.

La LSA s'est constituée comme alliance de campagne, ne se limitant pas à une intervention purement électorale. Elle s'est mobilisée pour défendre des syndicalistes dans le service de santé, dans les chemins de fer et le métro. Elle a été la force motrice derrière la manifestation à la gare de Waterloo pour faire réembaucher un militant syndical, licen-



4. La Communist League est issue d'une scission de la section britannique de la IV^e Internationale, formée de militants qui se sont alignés sur la direction du SWP américain, lorsque celui-ci décida de tourner le dos à l'Internationale et d'exclure tous les opposants de ses rangs. C'est un petit groupe propagandiste.

cié et membre du syndicat RMT. Elle organise des piquets devant des centres d'emploi et devant les conseils locaux qui s'occupent de la privatisation des logements ou qui s'attaquent aux services publics. Elle est très active sur le terrain de l'antiracisme.

Pourtant, la LSA ne sera pas la seule liste de gauche pour les élections du Conseil du Grand Londres. Le Socialist Party sera là, pour l'élection des membres directement élus. Ce sera aussi le cas de la Communist League (4). Il n'est pas exclu que le CPB, (PC de Grande Bretagne), le principal fragment du PC "historique", en sera. Mais on peut dire que la LSA englobe aujourd'hui l'essentiel de l'extrême-gauche et est fermement attachée à l'unité socialiste.

Livingstone, candidat hors-Labour !

Le 5 mars, Ken Livingstone a officiellement déclaré sa candidature pour le poste de maire de Londres en tant qu'indépendant. C'est un événement politique considérable, qui déplace d'un seul trait la dynamique politique à gauche.

Malheureusement, lui-même va plutôt à droite. Mais Livingstone a été à ce point populiste et individualiste que les 68 % de soutien qu'il obtient aujourd'hui dans les sondages, se partagent entre 50 % d'électeurs conservateurs, 65 % d'électeurs libéraux-démocrates, et 75 % d'électeurs traditionnels du Labour. Il est difficile d'imaginer qu'il pourrait perdre cette élection. Le soutien dont il jouit, porte en lui une opportunité extraordinaire pour reconstruire la gauche. Il a dès lors une très grande responsabilité personnelle. S'il se décide à organiser ce soutien, il aura une réponse massive, quelle que soit la forme qu'il choisit — alliance, parti, ou autre chose. Des dizaines de milliers le rejoindront.

Malheureusement, pour le moment, il a exclu cette éventualité. Il a annoncé qu'il ne formerait pas un nouveau parti politique dans un premier temps. Même s'il a été exclu lui-même du Labour, il appelle ses supporters à y rester. Et il explique qu'il continuera le combat pour sa réadmission. Cette décision tourne le dos à une extraordinaire opportunité pour la réorganisation de la vie politique britannique. La conséquence en est qu'il n'y aura pas de scission au sein du Labour dans l'immédiat. Il se produira plutôt une érosion étalée sur une période prolongée.

Par sa démarche populiste, Livingstone ne se prépare pas, semble-t-il, à déposer sa propre liste pour l'Assemblée (de Londres), ce qui laisse la voie grande ouverte à une

liste de Blair. A un certain moment, il était question d'une liste "interclassiste" comprenant des hommes d'affaire, des ex-Conservateurs et des Libéraux, autour de Livingstone ; mais cette proposition a fait long feu.

Dès que Livingstone eut annoncé sa candidature, la LSA lui a donné son soutien. Elle lui demandait de déposer sa propre liste et de procéder à une vaste consultation dans le mouvement ouvrier (y compris la LSA) pour déterminer sa composition. En absence de cela, la LSA appellerait à voter Livingstone et présenterait sa propre liste à l'Assemblée. En même temps, la LSA en appelle à Livingstone pour qu'il adopte une plateforme socialiste, étant donné que la seule indication de contenu politique de sa campagne est son opposition à la privatisation de Métro de Londres. Est-ce que la LSA pourrait gagner un siège dans l'Assemblée, en dépassant les 5 % ? Sans doute pas, malgré la force de la campagne en cours. Mais bizarrement, selon les médias, les stratèges du New Labour pensent le contraire : l'important

journal de week-end, *The Observer* (12-13 mars) dévoilait des sources proches du Labour qui prédisaient l'élection d'un membre de la LSA et un autre du parti Vert !

Après les élections ?

Il y a beaucoup de discussions à ce propos. Certaines des organisations participantes conçoivent tout cela comme le début d'un processus menant vers un nouveau parti à la gauche du Labour. Le SWP n'a pas encore exprimé d'opinion. Étant donné le refus de Livingstone de former un tel parti, ce ne sera certainement pas une perspective à court terme. Mais le problème pourrait se poser dans la mesure où il y aurait des expulsions ou des défections importantes en provenance du Labour. Le facteur crucial pour un tel parti est son caractère large — une fédération qui engloberait toutes les organisations existantes avec leur politique et leurs publications. Il faudrait dépasser l'héritage du SLP. Un nouveau parti de gauche devrait refléter la diversité des forces. Il ne peut se réduire à une coalition de l'extrême-gauche.

Il devra aller nettement au-delà, sinon il ne vaudra rien. Il faudra mettre fin aux structures autoritaires avec un gourou qui livre la bonne parole aux militants. Un tel parti devra être un parti de la refondation. Et étant donné que la gauche antistalinienne est le courant dominant dans la gauche, son engagement sera décisif. Ce parti devra être ouvert par ses règles de base — le droit de tendance et l'obligation des responsabilités. Loin de dissoudre la LSA en mai prochain, il faudra la continuer comme une alliance de campagne, avec de nouvelles initiatives.

Et le New Labour, où ira-t-il ? Le défi de Livingstone crée, et de loin, la plus grande crise que le New Labour affronte depuis qu'il est arrivé au gouvernement. La très longue

lune de miel touche à sa fin. Le projet du New Labour s'en va en lambeaux, pas sur le plan politique, car il continue sur sa direction droite, mais au niveau du soutien populaire. La perte dans ses bases tradi-



Sur le gâteau : Labour Party, 100 ans ! Joyeux Anniversaire !
Sur la pancarte brandie par Livingstone : « Votez Ken ! »

tionnelles est considérable. C'était dans un certain sens l'objectif même de Blair. Il vise la conquête des régions-clé du Centre de l'Angleterre, là où le Parti conservateur domine depuis toujours. Et pour réussir cela, il est prêt à en payer le prix. La question, pour lui, est de savoir quelle part de sa base traditionnelle il peut laisser s'échapper sans perdre les élections parlementaires, prévues pour l'année prochaine ?

Pour le moment, Blair reste en tête des sondages portant sur les élections générales, et il est peu probable qu'il les perde. Beaucoup de gens qui voteront Livingstone, voteront encore pour le Labour aux élections générales, quand il s'agira d'empêcher les Conservateurs de revenir au pouvoir.

Mais ce n'est pas si simple que cela. Blair est totalement dévoué à la politique sur laquelle il a été élu. Il continuera son agenda néolibéral et transformera le Labour en un Parti du grand capital. Le problème de l'abandon des bases traditionnelles restera posé. Reste à savoir si la gauche réussira à utiliser les développements positifs présents pour construire une alternative efficace... ■

Ken Livingstone, le rouge ?

Par
Veronica Faganand*

En annonçant le 5 mars qu'il sera candidat indépendant pour l'élection du maire de Londres, Ken Livingstone, député de la gauche exclu du Parti travailliste (Labour Party), a ouvert une brèche sans précédent dans le champ politique britannique. Les enquêtes d'opinion qui ont suivi cette proclamation le donnent vainqueur de l'élection du 4 mai 2000.

Selon un sondage réalisé pour le *Guardian*, le 6 mars, il ressort que Livingstone peut compter sur le soutien de 68 % des Londoniens, contre 13 % au candidat travailliste officiel, Frank Dobson. Les enquêtes d'opinion montrent qu'à Londres, 48 % des électeurs conservateurs et 70 % de ceux qui votent habituellement pour les libéraux-démocrates (le LDP, l'autre parti de la classe dominante britannique) le soutiennent, aux côtés de 75 % des électeurs travaillistes. Beaucoup de ceux des autres partis qui se prononcent en sa faveur y voient le meilleur moyen d'affaiblir Tony Blair.

Livingstone, un revenant

Ken Livingstone s'est fait connaître en tant que dirigeant travailliste du *Greater London Council* (GLC, le Conseil du Grand Londres), qu'il a dirigé de mai 1981 jusqu'à sa suppression par Margaret Thatcher en

mai 1986. Au cours de ces cinq ans il a été l'élément central d'un courant de gauche large au sein de l'administration locale, qui a introduit nombre de mesures progressistes novatrices en Grande Bretagne.

Des comités chargés des besoins spécifiques des femmes, des Noirs, des gays et lesbiennes, des handicapés ont été soutenus. Si des mesures similaires ont été prises par d'autres autorités de gauche à travers Londres, l'action du GLC fut d'une toute autre envergure, car il disposait de plus de moyens. Nombre de comités et d'organisations communautaires reçurent alors un sou-



tien matériel pour la première fois — un héritage qui constitue encore aujourd'hui un des fondements du soutien dont bénéficie la candidature de Livingstone. Le GLC a aussi innové dans d'autres domaines. Par exemple, Livingstone avait reçu Gerry Adams et d'autres dirigeants du Sinn Féin à une époque où il n'était pas question de "processus de paix" en Irlande du Nord.

L'administration locale constituait la partie la plus visible d'un large courant de gauche travailliste dirigé alors par Tony Benn. Lorsque Margaret Thatcher, dirigeante du Parti conservateur, devint Premier ministre en 1979, elle était décidée non seulement à juguler le mouvement syndical, mais aussi à extirper la gauche travailliste des administrations locales.

Les mesures prises par le gouvernement

Thatcher en ce qui concerne l'administration locale incluaient une réduction des subventions centrales aux budgets locaux et une limitation de la charge fiscale locale, en vue de restreindre le droit des conseils à recourir à l'impôt progressif. Il s'agissait d'asphyxier financièrement les communes, pour "démontrer" l'incapacité de la gauche à les gérer. Les élus locaux de gauche, dont Livingstone, avaient tenté de résister à ces mesures en mobilisant les usagers et les syndicats, mais ils ont fini par s'y soumettre. A l'exception de deux municipalités, ils n'ont pas osé recourir à des taxes locales "illé-gales" — seul moyen qu'ils auraient eu pour continuer la mobilisation et défendre les emplois locaux menacés. L'incapacité des municipalités de gauche à subvertir la loi inique de concert avec la défaite de la grève des mineurs scellèrent le début de la désorientation et du déclin de la gauche travailliste.

L'incapacité de Livingstone à défier la loi thatcherienne était pourtant déjà préfigurée dans l'affaire des tarifs des transports publics de 1981 — celle qui a laissé le plus de traces dans l'histoire du Conseil du Grand Londres. En vue de persuader la population de recourir aux transports publics plutôt qu'à leur voiture individuelle, l'administration Livingstone décida de réduire leurs tarifs de 32%. Des politiques similaires, visant au moins à geler le tarif des transports, ont été menées dans la majorité des grandes villes administrées alors par la gauche. Le coût de cette mesure retombait sur les entreprises londoniennes qui contribuaient pour 61 % au budget (1).

Pour innovante qu'elle fût, la tentative de Livingstone n'était pas dénuée de faiblesses. Tout d'abord, il n'a pas impliqué dans la bataille la base des syndicats des transports, pourtant intéressée au premier chef par sa réussite. Ainsi, lorsque le juge Lord Denning déclara en novembre 1981 la mesure illégale, jugement confirmé en appel par les lords de la Haute Cour, l'administration londonienne finit par s'incliner. Le budget voté en février 1982 confirmait l'accroissement des tarifs des transports publics.

Après avoir testé les faiblesses des administrations locales de gauche, Margaret Thatcher décida en 1986 de liquider définiti-

* Veronica Faganand est rédactrice du mensuel *Socialist Outlook*, publié par l'International socialist group (ISG, section britannique de la IVe Internationale).

1. Notons que malgré cette mesure le niveau des subventions accordées aux transports londoniens était alors inférieur, par exemple, à celui accordé par la mairie de Paris à la RATP, sous Chirac.

vement la plus grande d'entre elles, le Conseil du Grand Londres (mesure annoncée dans le manifeste du parti conservateur dès 1983). Ironie de l'histoire, cette mesure a accru la réputation de Livingstone.

Une violation inique de la démocratie interne du Labour Party

La détermination de Livingstone à devenir maire est devenue le cauchemar de Blair depuis plusieurs mois. Pour la direction du New Labour, il n'était pas question qu'il puisse être le candidat travailliste officiel. C'est pourquoi elle a neutralisé le système électoral pour empêcher son élection. Blair avait misé sur le fait que Livingstone ne répliquerait pas à son éviction par une candidature indépendante, ce que ce dernier avait "promis" à plusieurs reprises au cours des mois précédents. Mais Livingstone jouit d'un soutien impressionnant chez les syndicalistes et les membres du Parti travailliste, comme plus généralement au sein de la population londonienne. Et des sondages ont montré que cet appui persisterait en cas de candidature indépendante.

Livingstone s'est déclaré candidat à la suite du résultat du scrutin interne pour la sélection du candidat du Parti, dans lequel il l'avait emporté par 74 000 voix contre 24 000 au candidat de Blair. Malgré cela, son rival Frank Dobson était proclamé vainqueur, le devançant de 3 % de mandats. Cet outrage était rendu possible par le fait que les membres individuels ne constituent qu'un tiers des votants au sein du collège électoral mis en place par la direction du Parti, les syndicats (membres collectifs du parti) constituant le second tiers et les députés, les députés européens et les candidats sur la liste pour l'Assemblée du Grand Londres le troisième tiers. De cette façon le vote d'un député équivalait au vote de 1 000 membres du Parti ! Nombre de syndicats, qui voulaient soutenir Livingstone, ont été exclus du vote par des manœuvres autour de la date limite du vote. D'autres organisations se sont vues attribuer un nombre de voix disproportionné par rapport à leur taille réelle et ont alors décidé de soutenir Dobson sans aucune procédure démocratique en leur sein.

La direction du Parti avait longuement hésité sur la manière de nommer le candidat travailliste. Durant de longs mois il avait été question d'un système assurant à chaque individu une voix, et alors Livingstone avait centré son combat sur son droit d'être candidat à la candidature. Finalement Blair et ses proches arrivèrent à la conclusion qu'ils

ne pouvaient empêcher Livingstone d'être candidat — craignant de passer pour des lâches et de provoquer un contrecoup qu'ils n'étaient pas certains de pouvoir contenir — et ils mirent au point un nouveau système de vote (2).

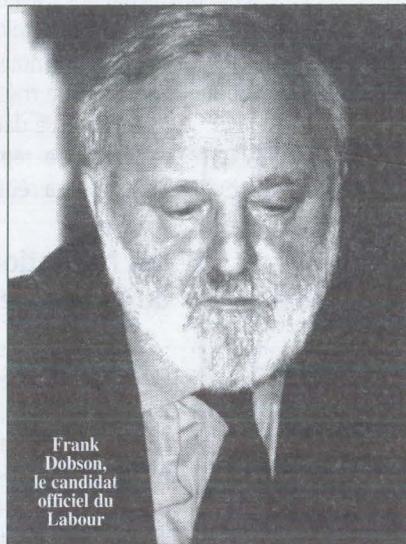
Malgré tout cela, les blairistes ne sont parvenus qu'à allouer une victoire très étroite à leur candidat. La base travailliste a été révoltée par le truquage scandaleux du système de vote qui a écarté Livingstone de l'investiture du Parti travailliste. Et en violant ainsi publiquement les règles de la démocratie, Blair a multiplié le nombre des mécontents. Ce résultat formel n'a pas de légitimité non seulement au sein du Parti, mais aussi aux yeux d'un public plus large.

Livingstone a capitalisé ce résultat en appelant Dobson à se retirer et à lui laisser la place de candidat officiel du Parti, peu après que les résultats aient été rendus publics. Il avait raison d'estimer que c'était le résultat que Blair craignait le plus et qui a conduit au charcutage électoral extrême du collège électoral.

Un pas en avant, un pas en arrière

Si Livingstone avait cherché à accroître l'impact de cette bataille, il aurait mis sur pied une liste provisoire de candidats proches de lui dans le Labour pour l'élection à l'Assemblée du Grand Londres (*Greater London Assembly*, GLA). Cette Assemblée est élue en même temps que le maire, mais bien que celui-ci ait plus de pouvoir que n'importe qui dans le nouveau dispositif, les propositions-clés, notamment le budget, peuvent être bloquées par la GLA. Il aurait été possible pour Livingstone d'emmener avec lui un nombre important de syndicalistes, de militants de mouvements sociaux et de figures influentes de la gauche du Parti travailliste.

Une telle évolution aurait été saluée par la London Socialist Alliance (Alliance Socialiste pour Londres, LSA), une coalition de gauche sans précédent (3), incluant les principaux groupes d'extrême-gauche et des



Frank Dobson, le candidat officiel du Labour

indépendants d'envergure, qui présente une liste de candidats pour l'Assemblée et soutient Livingstone pour le poste de maire. Interrogé par les médias au sujet de la politique préconisée par la London Socialist Alliance, Livingstone s'en est distancié, n'hésitant pas à décrire l'Alliance comme un milieu étroit d'extrême-gauche, ce qui ne correspond pas à la réalité.

La LSA acceptait de s'intégrer dans une liste présentée par Livingstone. Une telle initiative aurait pu avoir un impact beaucoup plus profond que le modeste succès que peut espérer la LSA seule. Au lieu de cela, Livingstone a été très clair en expliquant qu'il ne tentait pas de construire une nouvelle force politique et qu'il escomptait être réadmis dans le Parti travailliste. Il a appelé ses supporters à rester dans le Labour et à s'y battre. Il est pourtant évident que tout membre connu du Parti qui s'engagerait dans le soutien à Livingstone serait exclu pour cela.

La plupart des autres députés de la gauche travailliste ne sont pas parvenus à franchir ce seuil, à l'exception du dirigeant de longue date de la gauche travailliste, Tony Benn. L'attitude des autres dirigeants et députés de la gauche travailliste a été honteuse. Sans doute certains d'entre eux auraient voulu s'engager et c'est Livingstone lui-même qui les en a dissuadés. Mais l'effet objectif de leur attentisme fut de dissiper le potentiel de la révolte contre Blair.

Une campagne unithématique ?

Livingstone a souligné à maintes reprises que son seul désaccord important avec la direction travailliste concerne la privatisation du Tube, le métro de Londres. Et il n'a pas hésité à surprendre en accentuant son

2. Blair avait déjà employé un tel collège électoral comme moyen pour nommer le candidat travailliste au poste de Premier ministre de la nouvelle Assemblée Galloise, un des effets de la décentralisation. Déjà il avait réussi à faire élire son candidat, Alun Michael, au détriment du populaire Rhodri Morgan. Dans ce cas la satisfaction de Blair fut de courte durée, car Michael a été récemment forcé de démissionner pour éviter un vote de défiance de l'Assemblée devant son incapacité à assurer de véritables ressources aux régions les plus pauvres. Rhodri Morgan a pris sa place, ce qui fut une véritable giflle pour Blair.

3. Cf. l'article de Alan Thornett en page 3.

Grande Bretagne

accord avec le New Labour sur d'autres questions politiques. Il s'est ainsi montré fier d'un sondage qui, en novembre 1999, indiquait que 55 % des adhérents à la Chambre de commerce de Londres le considèrent comme un « *bon ambassadeur de Londres* », alors que son rival Frank Dobson n'a obtenu que 32 % de préférences.

La question des transports publics est naturellement au centre de la campagne électorale à Londres. L'absence d'investisse-

En réalité, le point de vue de Livingstone sur ces questions — et sur d'autres, tels le racisme d'État et de la police ou les questions écologiques — ne diffère pas de celui de la gauche radicale. Dans d'autres contextes, il avait affirmé son point de vue dans ces domaines. S'il se concentre aujourd'hui uniquement sur les transports publics, c'est dans le souci de minimiser les désaccords qu'il a avec la nouvelle direction du Labour. Et toute cette rhétorique le conduit à minimiser le danger pour les travailleurs que représente le projet blairiste et sa réussite actuelle.

Les hésitations de la gauche travailliste

Malgré les appels de Livingstone à ne pas désertier le parti travailliste, il y a un courant continu de départs du New Labour, provoqué par la politique de Blair, qui loin de faire bénéficier les travailleurs de la victoire électorale du Parti, poursuit l'offensive conservatrice à sa manière. Les autres se désespèrent seulement d'avoir voté pour "ça".

Parmi les militants de la gauche du Parti travailliste les opinions divergent sur la tactique à adopter.

Certains n'en peuvent plus d'attendre et ont déchiré leur carte avec dégoût. D'autres, attentifs aux appels de Livingstone, vont le soutenir, mais sans se faire remarquer. Nombre de ces derniers, à l'image de Livingstone lui-même, espèrent que la gauche pourra reconquérir son influence dans le Parti. Leur attentisme, qu'ils le veuillent ou non, conduit non seulement à affaiblir la base de soutien pour Livingstone, mais encore à limiter l'opposition envers la politique néolibérale menée par Blair.

D'autres encore se déclarent ouvertement en faveur de Livingstone et popularisent sa candidature, attendant que la hiérarchie du Parti les sanctionne. C'est l'option majoritaire au sein du Labour et Blair devra en tenir compte. 87 % de ceux qui ont répondu au sondage du 6 mars estiment que Blair ne devrait pas expulser du parti ceux qui soutiennent Livingstone. A l'issue de ce sondage, la direction blairiste a laissé entendre que ceux qui ne manifesteront pas leur choix de manière trop flagrante ne seront pas sanctionnés. La déclaration de Livingstone a sévèrement limité la taille potentielle de cette couche. Elle témoigne d'une grave sous-estimation du "blairisme" et de ce qu'il a été déjà capable de réaliser sur la voie de la transformation du Parti tra-

vailleiste. Ces illusions sont largement partagées au sein de la gauche travailliste et Livingstone a contribué à la désorienter.

La réalité c'est que Blair and Co. ont un projet cohérent de transformation du Parti travailliste en une sorte de Parti démocrate américain, et qu'ils sont bien engagés sur cette voie. Au niveau politique la thèse-clé est une nouvelle vision de l'État, un État permissif plutôt qu'un État qui garantit lui-même des services. C'est non seulement une rupture avec l'État-providence de l'après-guerre — l'État assurant les services de santé, de l'éducation, de logement, de la sécurité sociale et des retraites au travers d'une redistribution de l'impôt — mais aussi avec les programmes plus anciens du Parti travailliste et même avec les éléments historiques du libéralisme britannique, qui a toujours été favorable à une forme de prévoyance sociale. A contrario, le New Labour propose — et commence à pratiquer — un modèle où les services sont le domaine de la finance et le rôle de l'État se réduit à lui garantir les conditions de profit. Cet énorme changement idéologique n'est pas encore achevé en pratique. Il est cependant clair que si la réalisation de ce projet peut encore être arrêtée, les forces capables de le faire seront mobilisées par les syndicats et les mouvements des usagers des services, au travers d'un mouvement de masse, et non par des batailles internes au Parti travailliste.

La marginalisation de la gauche au sein du Labour, qui sape son aptitude à s'opposer efficacement à une telle évolution, est combinée avec les changements cruciaux dans la structure du Parti depuis que Blair a été élu à sa tête. Si cette trajectoire politique du Parti travailliste n'est pas encore achevée, l'évolution du rapport des forces au sein du Labour fait qu'un redressement du Parti n'est plus possible. Ainsi, même si la gauche parvient à être majoritaire sur telle ou telle question particulière, Blair peut l'ignorer. C'est exactement ce qui est arrivé avec la candidature de Livingstone.

Ce dernier ne semble pas mesurer la profondeur de cette mutation et il n'est pas prêt à s'engager dans un projet visant à construire une alternative politique de gauche au Labour. Mais quelles que soient les intentions de Livingstone, sa candidature va conduire à un approfondissement du débat sur la question de cette alternative au New Labour, un débat qui entraînera des couches beaucoup plus larges que celles qui pourraient être atteintes par la seule extrême-gauche. ■



Blair : « C'est l'homme le plus maléfisant d'Europe, un traître à tout ce que nous chérissons le plus !... Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir... pour l'arrêter, par tous les moyens nécessaires ! — Haider ? — Non, Ken Livingstone, imbécile ! »

ments sérieux dans l'infrastructure des transports publics a conduit à une situation de chaos quotidien pour les centaines de milliers d'usagers qui les empruntent chaque jour pour rejoindre leur travail. De nombreux accidents mortels sont directement liés au délabrement du réseau ferré. Le très grave accident ferroviaire du 6 octobre 1999 à Paddington — 31 morts — est sans aucun doute un résultat de la privatisation du réseau ferroviaire, qui a ainsi été fragmenté en plusieurs dizaines de compagnies différentes. C'est en tout cas ainsi que de très larges couches populaires, choquées par le désastre, l'ont compris. Les médias s'en sont fait l'écho, popularisant largement le débat sur la renationalisation des chemins de fer et Livingstone a pu intervenir directement en sa faveur lors d'une manifestation nationale en défense de la sécurité ferroviaire, le 6 novembre 1999.

Mais reconnaître que le débat sur les transports publics est aujourd'hui central n'implique pas pour autant accorder au gouvernement un blanc-seing sur le reste de sa politique. L'hostilité générale envers la privatisation des chemins de fer et du métro ne doit pas faire oublier qu'aussi bien la santé que l'éducation sont menacées par la privatisation. Ne pas en parler est injustifiable.

Blair, à la droite du possible...

Par
Tariq Ali*

Lorsque le Mur de Berlin est tombé en 1989, ce ne sont pas seulement l'Union Soviétique, « l'idée communiste » ou « l'efficacité des solutions marxistes » qui se sont écroulées. La social-démocratie, en Europe de l'ouest, a aussi été sévèrement mutilée. Face à la vague capitaliste triomphante, elle a du réorienter son cours politique. Le fait qu'à l'exception de l'Espagne, des formations ou des coalitions majoritairement social-démocrates gouvernent la plupart des pays d'Europe occidentale est un phénomène important, notamment en raison de l'expérience collective qu'il engendre. Ces partis ne sont plus aujourd'hui en position de mener des politiques qui améliorent les conditions de la majorité des électeurs qui les ont portés au pouvoir. En l'absence d'adversaire sérieux, le capitalisme ne ressent plus le besoin de se protéger sur son flanc gauche en concédant des réformes. Dans ces conditions, la social-démocratie a du mal à protéger les plus exposés. Les seules choses qu'elle puisse offrir à son électorat sont, soit l'argument de la peur (« votez pour nous car ce sera encore pire avec la droite »), soit les formules idéologiques creuses (« la troisième voie », « la politique du consensus », « le dépassement de l'opposition droite-gauche ») dont les principales fonctions sont de masquer la pénurie d'idées réellement progressistes. Le résultat net en est une conversion électorale qui profite à la démagogie d'extrême-droite (exemple récent de l'Autriche) ou une défiance grandissante à l'égard de la



politique et de la démocratie en elle-même. Ou, dit autrement, une évolution "à l'américaine" de la politique européenne.

L'Union Européenne (UE) se battra peut-être pour préserver certains acquis dans les domaines culturels et politico-économiques. Un grand marchandage est en train de se tramer en fond de scène, mais Washington est persuadé de gagner cette bataille, déterminé qu'il est à casser l'axe de résistance franco-germanique, déjà tenu et affaibli, en promouvant la "maladie anglaise". Nulle part en Europe de l'ouest un parti social-démocrate n'a capitulé si volontiers et si complètement devant les exigences d'un capitalisme déstructuré comme en Grande-Bretagne.

Ce n'est pas simplement le résultat de 1989. Le Parti travailliste (Labour Party, ou plutôt le « New Labour », le « Nouveau Parti travailliste », sa version dégradée), sous Tony Blair, est selon bien des aspects un des succès les plus significatifs de la contre-révolution des années 80. Margaret Thatcher a cassé les syndicats, démoralisé le Parti travailliste, et utilisé les médias pour promouvoir l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative possible. Le Labour de Blair est le produit de cette défaite. Les différences politiques avec le Parti conservateur se sont à tel point restreintes qu'il s'agit désormais de savoir qui a le meilleur conseiller en communication, ou qui du New Labour ou des Tories (le Parti conservateur) est le plus sensible aux études de marché. Ce n'est donc pas une surprise si ce processus finit par produire des politiciens médiocres et réduit la politique elle-même au kitsch le plus pur. Un exemple classique est la réaction de Tony Blair à l'annonce de la grossesse de sa femme : « Avoir un enfant, c'est beaucoup plus important que de gagner les élections ».

C'est cela, la réalité qui sépare l'Europe

continentale de la Grande-Bretagne contemporaine. Le mouvement ouvrier et ses partis politiques en Allemagne, en France et en Italie n'ont pas été pulvérisés par des équivalents locaux de Reagan ou Thatcher. La victoire de Jospin en France a irrité les proches de Blair, à la fois parce que le leader français donnait l'image de croire à une certaine forme de démocratie sociale, mais aussi parce que sa prestance contrariait l'idée que seuls des politiciens télégraphiques et dans l'air du temps peuvent gagner les élections. La conception du produit "homme politique" proposé à l'électeur-consommateur n'était sûrement pas d'actualité en France.

Le néolibéralisme anglo-américain

Après les turbulences des années 60 et 70, la bourgeoisie nord-américaine, pour utiliser une expression démodée, était déterminée à revenir sur les acquis sociaux et politiques des décennies précédentes. Avec un Président républicain à la Maison Blanche et une Première ministre cupide et réactionnaire au 10, Downing Street, le temps était venu d'un grand virage à droite, qui permette au capital de s'imposer pour les deux dernières décades du siècle. Quarante ans après le début de la construction patiente d'un modèle keynésien, qui avait présidé aux relations entre classes en Amérique du Nord et en Europe de l'ouest, il a été décidé que le temps était venu de démolir le vieil édifice. Le but a été atteint. Peu à peu, un nouveau modèle anglo-américain a émergé : le néolibéralisme, vision d'une suprématie globale d'un capitalisme déterminé à ne pas laisser obstruer le flot des profits. Ce tournant a été symbolisé par deux politiciens occidentaux : Ronald Reagan et Margaret Thatcher, qui n'ont ni l'un ni l'autre été pris très au sérieux lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir. Le nouveau

* Tariq Ali, dirigeant du mouvement étudiant de 1968 en Grande-Bretagne, est journaliste et écrivain. L'article présenté ici a été publié dans *Monthly Review*, janvier 2000.

Grande Bretagne

régime économique promu par Reagan et Thatcher s'inscrivait dans un agenda politique sans concessions : démantèlement des droits sociaux, mise hors d'état de nuire des syndicats par le biais de la législation et de la répression (mineurs en Grande-Bretagne, contrôleurs aériens aux États-Unis), déploiement militaire à l'étranger, et redistribution des revenus des plus pauvres vers les couches les plus prospères de la société. 20,2 millions de ménages gagnant moins de 10 000 dollars par an (environ 60 000 francs) ont perdu en moyenne 400 dollars chacun à cause des diminutions d'allocations, alors que 1,4 millions de familles riches, dont la moyenne des revenus annuels est supérieure à 80 000 dollars (soit 480 000 francs), bénéficiaient d'environ 8 400 dollars en réduction d'impôts.

Pendant le premier mandat de Reagan, les familles à bas salaires ont perdu 23 milliards de dollars en revenus et en allocations sociales fédérales, pendant que les plus riches empochaient plus de 35 milliards. Cela explique le soutien massif dont a bénéficié Reagan dans les banlieues aisées et la *sunbelt* (1). En Grande-Bretagne aussi, l'ambition individuelle a été encouragée par l'abaissement des impôts et la vente de logements sociaux et d'autres avoirs de l'État. « *La société, ça n'existe pas* » déclara Margaret Thatcher comme elle persistait dans la promotion

d'une culture de l'enrichissement rapide qui nourrit l'avidité et le narcissisme de l'individu, en créant ainsi consciemment un environnement social dans lequel les besoins des plus démunis puissent être ignorés. La dérégulation financière a stimulé la création d'une classe de nouveaux entrepreneurs se préoccupant peu de règles de sécurité ou de droits syndicaux pour leurs employés.

Une euphorie hallucinante, aidée et encouragée par un lobby médiatique adulateur, a contribué à sceller un nouveau consensus. Une offensive idéologique à tous les niveaux a été menée contre le vieux compromis de l'après-guerre. Du jour au lendemain, le mot "keynésianisme" est devenu un blasphème. Un nouveau

consensus politique, social, économique et culturel était né. Il était ignoble. Il était brutal. Il a semblé fonctionner. Il se devait d'être hégémonique.

Ceux qui dans les journaux télévisés se rebiffèrent furent promptement remerciés. Avec l'aide

de Rupert Murdoch et d'autres, une culture de la conformité com-

mença à prendre forme. La situation a été brillamment résumée par une banderole internationaliste réalisée par des travailleurs Sud-coréens lors d'une grève générale à la fin des années 80, à l'extérieur d'une multinationale japonaise possédant des intérêts en Grande-Bretagne. La banderole disait : « *Vous ne pourrez pas nous faire céder ! Nous ne sommes pas des Anglais !* ». En Grande-Bretagne, un nombre significatif d'apparatchiks blairistes sont d'anciens collaborateurs de la revue *Marxism Today*, ancienne publication théorique (aujourd'hui défunte) du Parti communiste britannique. Ses éditeurs ont été très influencés par le Parti communiste italien. *Marxism Today* a opéré son propre compromis historique. La revue s'est débarrassée de pratiquement tous les principes socialistes et s'est accommodée sans vergogne à l'idéologie du marché, au consumérisme de bas-étage, au style de vie "post-moderne", et à "la fin de l'idéologie". Même si les piliers historiques de *Marxism Today*, Eric Hobsbawm et Stuart

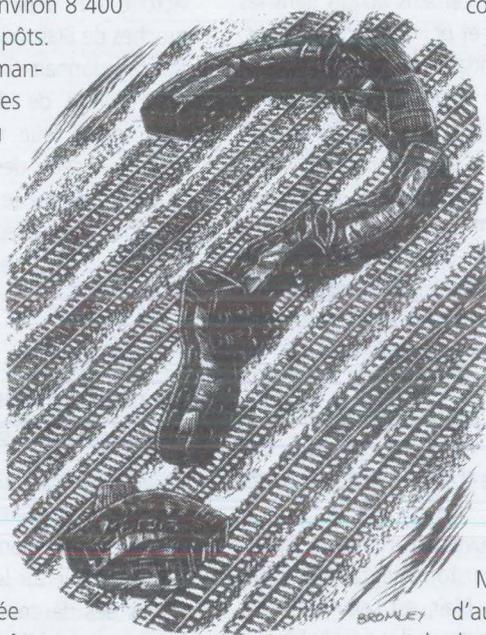
Hall, se sont maintenus à distance de tout cela, ils n'ont pas pu empêcher le glissement.

Blair : le Clinton anglais

La victoire de Tony Blair comme chef de file du Parti travailliste n'était pas prédestinée. Elle a été le résultat de la mort prématurée de John Smith. Idéologiquement, Smith était un social-démocrate européen loyal, peu différent de Jospin, mais sans passé trotskiste. Blair, lui, s'est construit comme le Clinton anglais.

Bill Clinton, marqué par l'expérience du reaganisme, a manœuvré les démocrates nord-américains vers la droite, en abandonnant toute prétention à un nouveau New Deal, et a gagné les élections présidentielles au nom des "nouveaux démocrates". Blair essaie maintenant de suivre son exemple. L'ampleur de la victoire électorale du Labour en mai 1997 a surpris ses propres dirigeants. Ils avaient mené une campagne banale (forte en marketing, faible en politique), en mettant plus l'accent sur la continuité avec le vieux régime que sur le changement. Le comportement présidentiel de Blair avait quelque chose de bonapartiste. Son image fut utilisée pour rassurer les électeurs de ce qu'il n'était pas si différent des conservateurs qui avaient gouverné la Grande-Bretagne depuis 1979, et qu'il serait un allié du monde des affaires. Blair déclara publiquement que les syndicats seraient contrôlés. On annonça aussi que Blair et son équipe voulaient éloigner complètement le Parti travailliste des organisations syndicales (2). Un parti moderne et démocratique n'avait plus de temps à perdre pour des conflits démodés. Dans l'idéal, Blair voulait une coalition gouvernementale avec les libéraux-démocrates (3) pour fonder la base d'un nouveau parti du centre qui pourrait dominer le paysage politique pour les cinquante prochaines années. La majorité électorale sortie des urnes fit de ce désir une utopie.

Au cours d'un repas au Savoy Hotel de Londres, le 13 mai 1996, Peter Mandelson, un proche de Tony Blair, déclara qu'il était favorable à « *de gros profits* » pour les entreprises, et qu'il n'était pas inquiet outre mesure par le fait que cela « *entraînerait inévitablement des inégalités de revenus* ». Ceci fut un engagement sur le fait que la Grande-Bretagne serait toujours un endroit sûr pour les investisseurs étrangers. La domination de l'économie britannique par les firmes transnationales est cinq fois supérieure à celle du reste de l'Europe occidentale et trois fois à celle des États-Unis. Après deux années de gouvernement Blair, le fossé entre



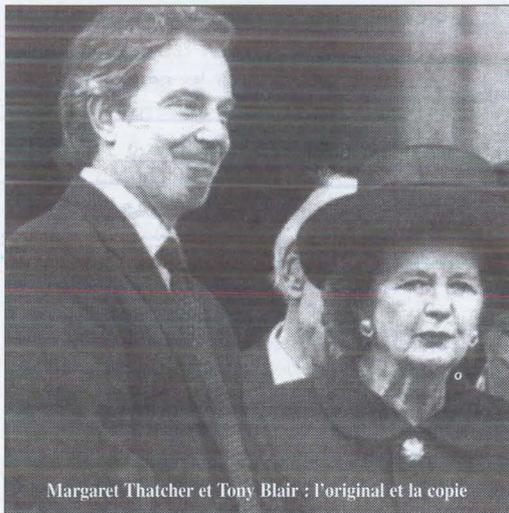
1. *Sun Belt*, la "Ceinture de Soleil", est la partie des États-Unis qui comprend la majorité des États du sud et du sud-ouest, caractérisés par un climat chaud et ensoleillé, bénéficiant d'une croissance économique élevée.

2. Le Parti travailliste a été fondé à l'initiative des syndicats, qui sont, à côté des adhérents individuels, des adhérents collectifs et qui financent largement le parti (environ un tiers des ressources). Depuis peu des voix s'élèvent au sein du mouvement syndical demandant de cesser de financer le New Labour puisque ce dernier « ne voit plus dans les syndicats ses alliés naturels » (cf. *Inprecor* n° 441 de novembre 1999).

3. Le Parti libéral-démocrate est issu de la fusion du vieux Parti libéral (parti "whig", issu des anti-absolutistes protestants du XVII^e siècle, qui a périclité après que le mouvement syndical lui ait retiré son soutien au début du siècle) et du Parti social-démocrate (une scission droitiste de quelques députés travaillistes en 1981).

les salaires des dirigeants et le revenu moyen est le plus grand d'Europe. Les idéologues de Blair étaient tellement persuadés qu'il avait gagné les élections parce qu'ils avaient abandonné le traditionnel programme social-démocrate qu'ils ignorèrent la réalité sociale héritée des conservateurs. Les blairistes ne voulurent pas croire que l'électorat avait voulu punir leurs prédécesseurs plus à cause de crimes avérés que pour des incartades, et qu'ils avaient vraiment voté pour le changement. Le déclin de l'éducation publique, du système de santé, la vente des chemins de fer et la privatisation de l'eau n'ont jamais été populaires. Le plan d'accession à la propriété dans les logements sociaux était un des points-clé de la politique de Thatcher. Le New Labour décida que c'était une mesure populaire et promit de n'y rien changer.

Mais dès 1996, le vent commença à tourner. Le credo de "l'ambition individuel" tourna au vinaigre quand la population réalisa qu'elle avait été bernée et que rien n'était fait pour alléger ses souffrances. Les



Margaret Thatcher et Tony Blair : l'original et la copie

partisans du New Labour n'aiment pas qu'on leur rappelle qu'entre 1990 et 1996, un million de personnes ont perdu leur logement, dont s'emparèrent les compagnies d'hypothèques. 390 000 habitations, autrefois logements sociaux, furent saisies par ces compagnies. On estime aussi à un million le nombre de propriétés à avoir souffert d'une « *équité négative* » : les propriétaires ont payé plus que ce qui était prévu et n'ont jamais pu récupérer leur argent.

Thatcher avait décidé de faire de la Grande-Bretagne une nation de "petits capitalistes" : le fameux « *capitalisme populaire* ». En 1997, l'année de la victoire du Parti travailliste, les banqueroutes s'étaient "stabilisées" à environ 22 000 par an, et 30 000 sociétés sont devenues insolvables entre 1990 et 1997. Le "marché du

travail flexible", enfant chéri de Thatcher, de Blair et des multinationales, a fait du chômage l'expérience dominante. On estime qu'en décembre 1997, un homme sur cinq et une femme sur huit avaient subi dans leur vie d'adulte au moins une longue période de privation d'emploi. C'est cette insécurité que le capitalisme "moderne", qui vit pour le court-terme, valorise tellement. Blair est le bélier que le capitalisme veut utiliser pour défoncer les dernières poches de résistance en Europe. L'Union européenne devrait se méfier des cadeaux anglais. Ce qu'ils offrent, c'est le modèle nord-américain, et ce modèle n'apporte pas le succès que ses supporters prétendent. Les faits parlent d'eux-mêmes.

Le modèle nord-américain

Si on étudie les actuelles performances de l'économie nord-américaine, on peut se rendre compte que le modèle dont s'est inspiré Tony Blair a mené au désastre. Si on accepte les gains de productivité comme seul indicateur utile pour déterminer la bonne santé économique et comme la clé pour augmenter la richesse et les salaires, alors la situation est sombre. Pendant les vingt-cinq dernières années, la productivité a augmenté de moins de la moitié de son taux moyen durant tout le siècle : environ 1 % par an contre 2,2 % entre 1890 et 1973. Cela signifie que les ressources disponibles pour les travailleurs (le mode de répartition restant égal par ailleurs) se sont accrues deux fois moins vite qu'auparavant.

Du point de vue des salaires, le tableau est encore plus désastreux. La distribution des revenus entre riches et pauvres s'est brusquement détériorée. Depuis 1973, la stagnation des salaires a été totale. Les revenus réels n'ont pas bougé durant les vingt-cinq dernières années : ils sont aujourd'hui à leur niveau de 1968. Cela doit être comparé à la croissance moyenne annuelle des revenus d'au moins 2 % (souvent plus) pour chaque décennie entre 1890 et 1970, sans exception et y compris durant la période de la grande dépression après 1930.

Rien n'a changé sous Clinton. En 1998, les revenus des 80 % les plus pauvres étaient inférieurs à ceux de 1989 et très en dessous de ceux de 1979. Simultanément, les États-Unis ont été le seul des grands pays capitalistes dans lequel les travailleurs ont vu augmenter le nombre moyen d'années de travail chaque année. Cela veut dire que les travailleurs nord-américains travaillent chaque année entre 10 et 20 % plus que les tra-

vailleurs de n'importe quel pays d'Europe de l'ouest. Même les Japonais, réputés pour être en haut du classement en nombre d'heures travaillées, ont réduit leur temps de travail moyen qui se situe désormais en dessous de celui des Nord-Américains.

Les inégalités aussi se sont creusées. Les écarts de salaires entre dirigeants et travailleurs allaient de 1 à 42 en 1980 ; en 1990, ils avaient plus que doublé (de 1 à 85) ; en 1997, ils avaient quadruplé (de 1 à 326). En 1980, les 1 % de la population les plus riches possédaient 20,5 % de la richesse ; le pourcentage est passé à 31,9 en 1989 et a atteint 40,1 en 1997... Lorsqu'on nous dit que l'économie nord-américaine est prospère, cela est vrai, mais seulement pour les nantis. Aux États-Unis, 25 % des enfants vivent dans la pauvreté. Ce chiffre est le double de n'importe quel autre pays capitaliste "avancé", sauf un : la Grande-Bretagne. Pour ce qui est des personnes âgées, les États-Unis ont un taux de pauvreté de 20 %, mais ils ont été rattrapés dans ce domaine par la Grande-Bretagne, où 24 % du "troisième âge" vit dans la pauvreté.

Les adieux à la redistribution

Dans ces conditions, la décision, prise "de sang-froid" par les dirigeants et les idéologues du New Labour, d'abandonner les concepts d'égalité et de justice sociale et de renoncer aux politiques de redistribution, marque un changement brutal par rapport à la social-démocratie traditionnelle. Harold Wilson, Richard Crossman, Antony Crosland et Barbara Castle, sans compter Clement Attlee et Herbert Morrison, apparaissent comme des "doux cinglés gauchistes" lorsqu'ils insistent sur le rôle important que doit jouer l'État dans la régulation du capitalisme.

Les trois premières décisions du New Labour ont été hautement symboliques, destinées qu'elles étaient à montrer à la City de Londres (4) qu'il ne s'agissait pas d'un gouvernement travailliste "à l'ancienne". Ils avaient fait la paix avec les valeurs du marché, et aucune hérésie réformiste ne devait être tolérée. D'abord, il fut décidé d'écarter la Banque d'Angleterre du contrôle du gouvernement et de lui donner les pleins pouvoirs pour déterminer la politique monétaire. La seconde mesure fut de réduire de 11 livres (5) par semaine les allocations pour mères célibataires. Le gain pour l'État était minime, mais le but était idéologique : le

4. La City est la place financière de Londres.

5. 1 £ = 10,7 FF ou 1,63 euros.

Grande Bretagne

mépris pour les "faibles" de l'État-providence et un signe fort en faveur des valeurs familiales. La troisième décision fut d'imposer des frais de scolarité pour tous les étudiants. Cette proposition avait déjà été rejetée plus d'une fois par le précédent gouvernement conservateur en raison de l'injustice et de la discrimination envers les étudiants de familles pauvres que cette mesure introduirait. Les apologistes du New Labour s'empressèrent de souligner que les étudiants vraiment dans le besoin n'auraient rien à payer, mais l'effet d'ensemble a été de décourager les enfants de la classe ouvrière d'accéder à l'enseignement supérieur. La culture du New Labour n'est pas seulement de maintenir le statu quo, mais de le défendre comme une réussite de la société de marché et d'insister sur le fait qu'il n'y a pas de conflit entre les intérêts du patronat et ceux des travailleurs. Du jour au lendemain, des individus comme l'ancien président du groupe travailliste à la Chambre des députés, Roy Hattersley, un social-démocrate de droite à ses meilleurs moments, ont commencé à faire figure de radicaux. La seule chose que Roy Hattersley faisait, dans sa chronique régulière du *Guardian*, c'était répéter les traditionnels engagements modérés du Parti travailliste en matière de justice sociale.

Une des dernières grandes mesures du gouvernement conservateur a été de privatiser les chemins de fer, bien que seulement 15 % de la population approuve cette mesure. Au Congrès du Parti travailliste de 1993, John Prescott, aujourd'hui vice-Premier ministre et en charge des transports, déclara aux délégués : « Laissez-moi vous dire clairement que toute mesure de privatisation des chemins de fer qui sera prise sera immédiatement annulée en cas d'arrivée du Parti travailliste au gouvernement, et les chemins de fer reviendront dans le giron public ». Un an plus tard, au Congrès de 1994, Frank Bobson renouvela la promesse au nom de la direction : « Je veux faire cette promesse non seulement aux délégués de cette Conférence, mais aussi au peuple de Grande-Bretagne. Le prochain gouvernement travailliste renationalisera le système des chemins de fer ». En 1996, Tony Blair fermement installé au pouvoir, la promesse avait fait long feu. A la place, le New Labour s'engagea à créer « un système de transport intégré moderne, construit en partenariat à partir de fonds publics et privés ». Le 23 juillet 1999, *The Economist*, un hebdomadaire pro-capitaliste dévoué, publia un article intitulé « Les milliardaires du rail » et sous-titré « La privatisation des chemins de fer britanniques a montré qu'elle était un

échec. Sans changement significatif, les choses vont empirer ». Le magazine donnait un exemple : « En effet, jusqu'à l'année dernière, les fournisseurs de rails décidaient eux-mêmes quelles parties des voies il convenait de renouveler. Naturellement, ils étaient moins concernés par la sécurité des passagers que par leurs propres profits. Parce qu'ils sont payés au kilomètre de voies réparées, ils ont eu tendance à choisir les sections qui étaient les plus faciles à rénover, plutôt que celles qui demandaient le plus de travail ». En octobre 1999, une catastrophe ferroviaire à la station de Paddington fit plusieurs dizaines de morts. John Prescott, vice-Premier ministre, intervint immédiatement à la télévision pour dire que l'accident n'avait rien à voir avec la privatisation. En réalité, le groupe des directeurs, qui gagne une fortune en dividendes, avait décidé que 700 millions de livres étaient une somme trop importante à investir dans ATP, le système de sécurité qui aurait permis d'éviter la catastrophe. La population fut ulcérée. Toutes les enquêtes d'opinion montrèrent qu'une majorité de citoyens (entre 65 et 85 %) étaient en faveur d'une renationalisation des chemins de fer. Le New Labour, d'habitude très enthousiaste pour les groupes de mise au point et autres techniques bidons de marketing, n'était pas préparé à écouter la population. En mars 1998, un an et demi avant la tragédie, John Prescott avait affirmé : « La privatisation des chemins de fer, qui se révèle être une manne financière pour quelques personnes, est le résultat de contrats passés par le précédent gouvernement. Il n'y a rien que je puisse faire ».

Rien ? Rarement un ministre n'aura avoué son impuissance aussi explicitement. Le fait est, bien sûr, que le gouvernement, avec le soutien massif de la population, aurait pu émettre des bons d'emprunt pour rassembler l'argent nécessaire au rachat des chemins de fer. Une telle action, évidemment, aurait constitué un manquement aux obligations contractées par le New Labour envers le monde des affaires : nous créons les conditions pour que vous puissiez faire des profits. Cette approche est maintenant adoptée pour l'éducation publique ou le Service national de santé (*National Health Service*, NHS), pour lequel le Private Finance Initiative cédera de facto les hôpitaux à des compagnies privées en échange de capital. Déjà, plusieurs écoles ont été sélectionnées pour être vendues à des systèmes d'éducation privés.

Le seul domaine pour lequel il a été difficile de renier les promesses faites pendant que le Parti travailliste était dans l'opposition concerne la décentralisation. C'est la seule

Note de lecture

"Un digne héritier"

Un essai de Keith Dixon

Le livre de Keith Dixon tente de remettre sur pied la fracassante réalité du blairisme, largement travestie, en France comme ailleurs, sous le vocable de "modernité". Pourtant, c'est bien de "modernisation" qu'il s'agit, celle du Parti travailliste, menée au cours des années 80 par les "modernisateurs" du Labour, sous l'égide de Neil Kinnock d'abord, puis de Blair à partir de 1994. Cette modernisation devait répondre au défi d'une stratégie de reconstruction du parti après la victoire de Thatcher, en pleine offensive néolibérale. Dixon déconstruit dans le détail cette régénération du discours travailliste : écrasement de la gauche du parti, rendue responsable avec les syndicats de la défaite, élaboration d'un discours de type "communicationnel" (rompant avec les "archaïsmes" du mouvement ouvrier), acceptation de l'héritage thatcherien, rédaction d'un nouveau programme débarrassé des

scories socialistes et social-démocrates, et enfin mise en pratique, à partir de 1997, d'un néolibéralisme "de gauche".

L'ouvrage retrace le travail de théorisation du néo-travaillisme, notamment de Giddens et de Gray, inventeurs des justifications a priori ou a posteriori (en réalité de la pure rhétorique) de la conversion à l'économie de marché ou de la destruction du service public. La politique de suppression de leurs allocations aux chômeurs s'ils n'acceptent pas le premier emploi venu, même sous-payé, le *Welfare to Work*, est inspirée d'une nouvelle vision de la société : c'est l'individu qui est responsable de sa situation individuelle, pas le système économique ou le mode de domination capitaliste. De la même manière, comble du cynisme, la politique répressive de Straw, ministre de l'Intérieur, se fondera sur la théorie de la « nouvelle insécurité » de Giddens et Gray : « les forces du marché, une fois libérées de tout contrôle étatique et débarrassées de tout contre-pouvoir, peuvent entraîner des effets violents et éventuellement destabilisateurs sur le plan

social, économique et politique ». D'où la nécessité, par exemple, de construire des prisons (privées, bien sûr), d'instaurer le couvre-feu pour les mineurs dans certains quartiers et des peines jusqu'à 7 ans de prison pour les petits délinquants...

Cette démonstration limpide des processus médiatiques, intellectuels et idéologiques qui ont fondé le néo-travaillisme incarné dans Blair laisse pourtant sur sa faim. On reste désarmé, à la fin de la lecture, pour comprendre les raisons de fond de cette conversion du Labour, car sans ancrage dans vingt années de victoires (*Poll Tax*) et surtout de défaites ouvrières et sociales (mineurs), on pourrait être tenté d'attribuer aux seuls facteurs individuels et doctrinaux la dérive néo-travailliste. On passerait à côté, du coup, d'une histoire d'ensemble de la social-démocratie, quand bien même elle aurait des spécificités plus que tragiques dans le cas britannique.

Loïc Abrassart

● Keith Dixon, *Un digne héritier*, coll. Raisons d'agir, éd. Seuil, Paris 2000. Prix : 30,00 F à la Librairie La Brèche.

question qui aurait fait éclater toutes les haines et les tensions latentes au sein du Labour. Les référendums en Écosse et au Pays de Galles ont été organisés dans les délais impartis, et les électeurs de ces deux régions ont voté pour la création d'un Parlement (en Écosse) et d'une Assemblée (au Pays de Galles). Le Scottish National Party (Parti National Écossais, SNP) et Plaid Cymru ont été la principale opposition au New Labour, et les deux partis nationalistes se sont situés à la gauche du Parti travailliste à la fois sur des questions de politique intérieure et sur les sujets de politique étrangère. Lors des deux scrutins, le Parti travailliste l'emporta, mais avec de très faibles marges.

En Écosse comme au Pays de Galles, beaucoup d'anciens électeurs du Labour ont déserté les travaillistes pour les nationalistes. Aucun des deux partis nationalistes ne fit de campagne anti-anglaise. Ils insistèrent sur l'importance de l'Europe et des politiques sociales. La présence de ces deux organisations a partiellement résolu le problème d'une opposition social-démocrate à la politique économique du New Labour. Il n'existe pas d'alternative similaire en Angleterre. Une réforme du système électoral vers plus de proportionnelle serait susceptible de pousser les multiples courants de gauche, à l'intérieur ou à l'extérieur du Parti travailliste, à réunir leurs forces pour relever le défi, mais sur cette question aussi, le Labour a reculé.

Les changements promis sont pour la plupart mort-nés, à l'exemple de la réforme de la Chambre des Lords, ou ont été repoussés indéfiniment. Le New Labour se prépare actuellement pour les prochaines élections. Étant donné l'état de déliquescence du Parti conservateur, il est très probable que les travaillistes se maintiennent au pouvoir. Mais cela se fera avec une majorité plus étroite. Peut-être une opposition de gauche pourra-t-elle alors émerger en Angleterre aussi.

L'Europe ?

Sur l'Europe, jusque très récemment, le gouvernement Blair a montré des signes de réelle confusion, donnant l'impression d'une paralysie. Après le déploiement idéologique impétueux du "modèle britannique" en Europe, un silence inhabituel a saisi le gouvernement pendant les trois derniers mois de 1998. Des inquiétudes publiques ont été exprimées par Gordon Brown, ministre des Affaires étrangères, concernant le taux de productivité de la Grande-Bretagne (20 % en dessous de celui de la France, avec sa politique de taxes et de dépenses, sans parler de l'Allemagne). Blair et Brown ont été informés par un fonctionnaire que la

Grande-Bretagne avait la plus basse proportion de jeunes de 16 à 18 ans scolarisés de tous les pays de l'UE, un des plus bas taux d'accès à l'université pour une classe d'âge donnée, et le dixième rang dans l'UE pour les standards de formation de la force de travail. La Grande-Bretagne a le taux de criminalité de plus haut des pays de l'UE, et la deuxième plus grosse proportion de population carcérale après le Portugal.

La victoire de la gauche allemande aux élections de 1998 a quasiment créé la panique à Downing Street. La croisade idéologique de l'économie britannique (faible productivité, faible taux d'éducation, taxes faibles, faible inflation) en direction de l'Europe a été stoppée. Un combat d'arrière-garde a été mené pour saboter toute tentative d'harmonisation fiscale, depuis qu'un mouvement d'établissement des entreprises vers le continent a été noté. Elles n'auront plus besoin de passer par "la case Grande-Bretagne" pour bénéficier de réduction d'impôts.

Au cours de ces derniers mois, la seule fois où Blair a semblé satisfait quant à l'Europe a été lorsqu'il a signé un accord pour une politique conjointe de flexibilisation des marchés du travail avec le gouvernement conservateur de Aznar en Espagne. Le quotidien espagnol *El Mundo* célébra l'accord Blair-Aznar avec ce titre à la "une" : « *Aznar déclare la guerre au socialisme franco-allemand* ».

Le modèle britannique chéri par le New Labour ne pourrait se maintenir sans les exonérations d'impôts pour les investisseurs étrangers, la dégradation des services publics, et une main-d'œuvre docile et bon marché. 20 % de la population tire des bénéfices de cette situation. Derrière le rejet par le New Labour de la forme continentale d'une social-démocratie modérée, ce n'est pas tant la peur de Murdoch qui se cache, mais celle de ces cruciaux 20 %, qui incluent bien sûr, la totalité des membres de la Confederation of British Industry (Confédération de l'industrie britannique, CBI, le "syndicat" patronal). La démission d'Oskar Lafontaine du gouvernement allemand a été saluée pesamment à Downing Street. Peut-être le "modèle britannique" avait-il une chance de résurrection ? La confusion pourrait empirer à l'approche d'un référendum sur la monnaie unique. Si rien ne change, l'électorat pourrait avoir des raisons de regretter que la Grande-Bretagne soit dirigée par Blair dans l'esprit de

Thatcher, plutôt que par quelqu'un dans la tradition de John Smith et de la social-démocratie écossaise.

Politique étrangère

Concernant la politique étrangère, toutes les prétentions du New Labour, comme la promesse de Robin Cook pour une politique étrangère "éthique", ont disparu. La guerre du Kosovo n'a été pour la Grande-Bretagne que la confirmation de sa vocation de deuxième violon des États-Unis, avec moins de dignité que ses prédécesseurs conservateurs. Tony Blair caracolant dans ses chemises à manches courtes, pendant que son gourou médiatique, Alastair Campbell, exhortait les Kosovars à chanter « *Tony, Tony, Tony* », a été un des plus grotesques aperçus de cette tragédie inutile. En réalité, la Grande-Bretagne est peu indépendante. Sa principale fonction est de fournir des mercen-

naires pour étayer l'hégémonie nord-américaine. Ce n'est pas qu'un point de vue "de gauche" Dans un livre remarquable pour sa franchise, *The Grand Chessboard* (Le grand échiquier), qui a inspiré l'offensive de Madeline Albright en politique étrangère,



Zbigniew Brzezinski a insisté sur le besoin d'unité de l'Europe, même si « *le fait est que l'Europe de l'ouest, comme de plus en plus l'Europe centrale, ne sont que des protectorats des États-Unis, avec des États alliés comme réminiscence des anciens vassaux* ». De même, insiste-t-il, « *la Grande-Bretagne n'est pas un acteur géostratégique... Elle est un soutien-clé des États-Unis, un allié très loyal, une base militaire vitale, et un partenaire proche dans les importantes activités de renseignement. Son amitié a besoin d'être alimentée, mais sa politique ne mérite pas d'attention particulière* ».

En quelques mots, voilà la sinistre réalité de la Grande-Bretagne contemporaine. Si l'île disparaissait sous la mer, les États-Unis pourraient simplement la remplacer par un énorme porte-avions. Le New Labour s'est lui-même lié les mains aux besoins intérieurs du capitalisme et aux exigences globales de la politique étrangère et militaire des États-Unis. Tôt ou tard, il en paiera le prix. ■

Pakistan

La gauche victime de la répression policière

La police et l'armée ont effectué une véritable descente dans les locaux du Labour Party Pakistan (LPP) et au domicile des dirigeants de cette organisation dans la nuit du 22 au 23 mars (1). L'après-midi, les militants avaient organisé à Lahore une manifestation devant le consulat des États-Unis pour protester contre la venue de Clinton le 25 mars. La rafle avait pour but l'arrestation de Farooq Tariq, Shoab Bhatti et Zafar Awan, qui ont réussi à échapper aux policiers et sont passés à la clandestinité. Plusieurs maisons de membres du LPP ont été fouillées, leurs familles menacées, alors que le local du parti est désormais sous surveillance policière. Pour le moment, les dirigeants du LPP restent cachés pendant que leurs avocats tentent des recours en justice. Le secrétaire général de la Commission des droits de l'homme au Pakistan, Hina Jelani, a condamné la répression et a décidé d'apporter son soutien total au LPP.

Cette vague de répression illustre, s'il le fallait, la véritable nature du régime militaire pakistanais. Celui-ci a tenté de museler toute opposition avant la venue de Bill Clinton, en décrétant l'interdiction des activités politiques et des grèves. En dépit de la répression, le LPP a décidé de maintenir l'organisation d'un meeting avec d'autres partis de gauche et des syndicats le 24 mars, en exigeant le retour à un gouvernement civil.

Vous pouvez envoyer des messages de protestation aux adresses suivantes :

- Chef Exécutif du gouvernement pakistanais, Général Pervez Musharaf : <ce@pak.gov.pk>
 - Ministre de l'Intérieur : (fax) 92 51 920 26 42
 - Gouverneur du Penjab : (fax) 92 42 920 00 77
- Envoyer une copie de vos messages au LPP : <lpp@lpp.lhr.sdnpk.org>

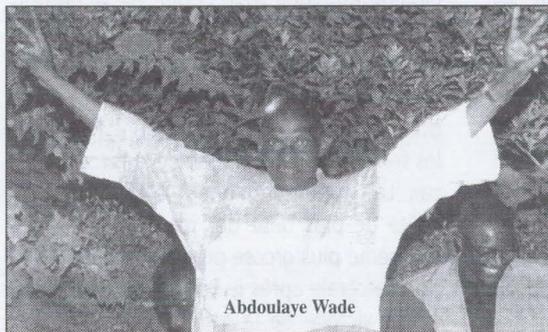
Sénégal

"Sopi" (changement)

Abdou Diouf a perdu. Son rival depuis quatre scrutins à l'élection présidentielle, Abdoulaye Wade, a réussi ce que personne n'imaginait : battre le président sortant et par la même occasion mettre fin au règne de près de 40 ans du Parti socialiste. Ce changement historique a été rendu possible par la création d'un regroupement large (incluant presque toute la gauche) autour du candidat libéral Wade, la Coalition Alternance 2000, alors que le Parti socialiste, en crise, a récemment subi des scissions qui ont eu pour conséquence une présentation en ordre dispersé aux élections (3 candidatures issues de ce parti soumise au vote).

Cette coalition a permis de réunir le PDS de Wade (Parti Démocratique du Sénégal) et le pôle de gauche (And Jéf/PADS de Landing Savané,

1. Nous renvoyons nos lecteurs aux articles publiés dans *Inprecor* n° 441 sur la gauche pakistanaise et le coup d'état militaire du 12 octobre 1999.



Abdoulaye Wade

dans lequel se retrouvent les militants de la IV^e Internationale, la LD/MPT d'Abdoulaye Bathily, le PIT de Amath Dansokho, le MSU de Mamadou Dia et l'UDF/Mboloo-mi) et trois autres petits partis qui se sont mobilisés pour les conquêtes démocratiques autour du thème du "sopi" (le changement en wolof). L'unité de cette coalition a été faite sur un programme de gouvernement de transition d'une durée d'un an, qui prévoit des réformes institutionnelles profondes : rédaction d'une nouvelle constitution qui sera adoptée par voie référendaire, suppression du sénat, dissolution de l'assemblée nationale et des conseils locaux et organisation de nouvelles élections (législatives et locales) libres et démocratiques grâce à un nouveau code électoral. Le programme de gouvernement de transition projette également des mesures sociales d'urgence pour soulager les classes populaires, des chantiers créateurs d'emplois pour les jeunes et surtout la "bonne gouvernance" et la lutte contre la corruption. Nous en publions ci-dessous des extraits.

Document

Programme de gouvernement de transition de la Coalition Alternance 2000 (extraits)

« En unissant nos forces, nous avons voulu répondre au souhait exprimé depuis longtemps par l'écrasante majorité de notre peuple de voir l'opposition s'unir pour débarrasser enfin le Sénégal du pouvoir de Diouf et du Parti Socialiste. Nous avons mis l'essentiel en avant en privilégiant nos convergences, notre lutte commune depuis toujours pour l'Alternance et le développement économique et social de notre pays.

« Chasser M. Abdou Diouf et le PS, changer le système, les hommes et les politiques de régression, pour jeter les bases d'un Sénégal nouveau où il fera bon vivre pour toutes et tous, voilà le sens de notre Coalition. Notre victoire en février 2000 ouvrira une nouvelle ère pour le Sénégal (...).

« De par sa nature, il s'agit d'un programme à court terme, appelé "Programme du Gouvernement de Transition", que le nouveau gouvernement qui sera formé au lendemain de notre victoire en février 2000 mettra en œuvre. Il fera appel à la mobilisation de toutes les forces populaires dans une démarche participative en vue d'atteindre les objectifs fixés. En effet, il s'agira au lendemain des élections d'assurer une transi-

tion d'un an pour passer de l'actuel régime présidentiel déconcentré à un régime parlementaire grâce à un référendum qui sera organisé pour l'adoption de la nouvelle constitution et l'organisation de nouvelles élections générales libres, démocratiques et transparentes des députés, conseillers municipaux, ruraux et régionaux.

« A travers ce programme, il s'agit pour le nouveau gouvernement de donner aux populations des signaux clairs, forts, de notre volonté de rupture nette avec les méthodes de gouvernement du pays et de gestion des ressources nationales qui ont été celles du Parti socialiste. Cela signifie entre autres, que toute l'action du gouvernement de transition sera placée sous le signe de la transparence, de la rigueur de gestion, de la rupture avec les politiques d'orientations et pratiques du Parti-état, du dialogue permanent avec les citoyens à travers leurs associations représentatives, dans la recherche de solutions aux problèmes du pays, de l'implication active de ces derniers dans la mise en œuvre des solutions, de respect sans faille des principes républicains et des normes de l'état de droit. Il s'agira, en un mot, de s'atteler activement à la création d'un climat politique, économique et social susceptible de redonner confiance aux populations, donc de les mobiliser et de les mettre plus efficacement au travail, en leur faisant comprendre tout l'intérêt qu'elles ont d'agir dans ce sens (...)

Quatrième Internationale

Boletín Electrónico mensual Correo de prensa de la IV Internacional para América Latina y el Caribe

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale publie un bulletin de presse électronique mensuel d'informations et d'analyses sur l'Amérique latine. Cette liste électronique est rédigée en espagnol par des correspondants de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Vous y trouverez des comptes rendus sur les campagnes et les événements politiques qui concernent le continent : le Forum de Sao Paulo, la campagne "Jubilé 2000" contre la dette, le phénomène Chavez au Venezuela, l'affaire Pinochet, les élections dans différents pays (Argentine, Chili, Uruguay, Guatemala, Brésil...), les menaces d'intervention impérialiste et la situation en Colombie, le Mouvement des sans-terre au Brésil, les suites de la grève de l'UNAM au Mexique, le soulèvement indigène en Equateur, des dossiers sur des thèmes et des interviews, ainsi que les communiqués et les déclarations des différentes sections latinoaméricaines de la IV^e Internationale.

Pour s'inscrire, envoyer le message « SUBSCRIBE CI-prensa-I » à l'adresse électronique suivante : <majordomo@comlink.org>

Pour toute information : <germain@chasque.apc.org>

Victoire électorale du Parti Populaire et échec du pacte de gauche

Par
Jaime Pastor*

Les résultats des élections générales du 12 mars ont confirmé les tendances qui se sont développées au cours des deux dernières décennies au sein de la société espagnole. Celles-ci rendaient peu probable un triomphe de la coalition des deux forces politiques nationales de gauche : le Partido socialista obrero de España (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE), et Izquierda Unida (Gauche Unie, IU). Cependant, il était difficile de prévoir que la victoire de la droite "espagnoliste" irait jusqu'à l'obtention de la majorité absolue ou que le recul du PSOE serait si important.

Il convient d'amorcer cette analyse par le rappel de quelques données concernant les résultats. Le Partido Popular (Parti Populaire, PP) a obtenu 44,54 % des voix, 183 député(e)s et la majorité absolue au nouveau Parlement, contre 38,79 % des voix et 156 sièges il y a quatre ans. Le PSOE, en revanche, passe de 141 à, 125 député(e)s et de 37,63 % à 34,08 %. IU perd 13 sièges (8 contre 21) et la moitié des votes (5,46 contre 10,54 % en 1996). Quant aux autres forces, le Partido Nacionalista Vasco (Parti Nationaliste Basque, PNV) bénéficie de la non-participation de Euskal Herritarrok (EH) (1) et obtient 2 sièges de plus que les 5 qu'il détenait précédemment ; les nationalistes de droite catalans (Convergència i Unió, Convergence et Union, CiU) en perdent 1, Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche Républicaine de Catalogne, ERC) conserve son unique député, de même que Iniciativa per Catalunya (Initiative pour la Catalogne, IC, formation exclue de IU), qui survit institutionnellement. Un autre élément important de ces élections réside dans le fait que la Chunta Aragonesista (Junte Aragonaise, CA, nationalistes de gauche) gagne un siège, qui sera occupé par le célèbre auteur-interprète José Antonio Labordeta, alors que le Partido Andalucista (Parti Andalou) fait son retour au Parlement. Enfin, le Bloque Nacionalista Galego (Bloc Nationaliste

Galicien) se renforce, certes moins spectaculairement que prévu, en passant de 2 à 3 sièges.

Un élément fondamental de ces élections a été l'augmentation de l'abstention, qui franchit la barre des 30 % (30,02 %, contre 22,62 % en 1996), abstention plus massive en Catalogne et au Pays basque (bien que la campagne de boycott des élections de la part de EH n'ait pas eu le succès escompté). Le vote blanc est lui aussi en augmentation : il passe de 0,97 % à 1,58 % c'est-à-dire 366 083 électeurs. L'abstention demeure cependant en retrait d'environ 7 % par rapport aux élections européennes de juin 1999.

Le triomphe écrasant de la droite "espagnoliste"

Plusieurs conclusions partielles s'imposent. La première touche aux facteurs qui ont pu contribuer à la victoire si retentissante et si générale (y compris dans une partie du Pays basque) du PP. Probablement, le

principal facteur est celui des effets de la conjoncture économique favorable, qui ont permis de masquer la visibilité de conséquences néfastes comme le chômage, la précarisation du travail et la féminisation de la pauvreté, les inégalités grandissantes dans la distribution de la richesse, ou la concentration économique-financière et médiatique croissante. La réduction des impôts directs et des taux d'intérêts, les promesses d'augmentations des retraites, ce que l'on a appelé le "capitalisme populaire" avec la vente d'actions des entreprises privatisées, toutes ces mesures ont permis à Aznar et Rato (le ministre de l'Économie et des Finances) d'apparaître comme des semeurs d'illusions dans les secteurs sociaux qui ne voyaient pas de divergences majeures entre ce que proposait le PP et ce que promettait Almunia (secrétaire général du PSOE). Un autre élément a pu être l'utilisation des attentats de ETA et l'expérience coûteuse des pactes de "gouvernabilité" avec CiU pour démontrer que seul le PP pouvait garantir "l'unité de l'Espagne" et la possibilité de diriger le pays sans dépendre des nationalismes "périphériques". Ces deux arguments ont réussi à contrecarrer les condamnations d'agissements racistes comme ceux de El Ejido, où le PP a vu augmenter fortement son nombre d'électeurs, ils ont réussi à faire obstacle aux dénonciations de scandales comme celui des stock-options de l'entreprise Telefónica ou de l'affaire Pinochet. Cette stratégie de diversion a été menée à bien grâce au contrôle qu'exercent la majorité des médias, au service du PP, sur "l'agenda politique". Il faut aussi mentionner, comme facteur secondaire, la critique démagogique faite par le PP du pacte PSOE-IU, en parlant de "programme occulte" ce qui a favorisé une mobilisation plus importante de son électorat.

Résultats des élections législatives du 12 mars 2000

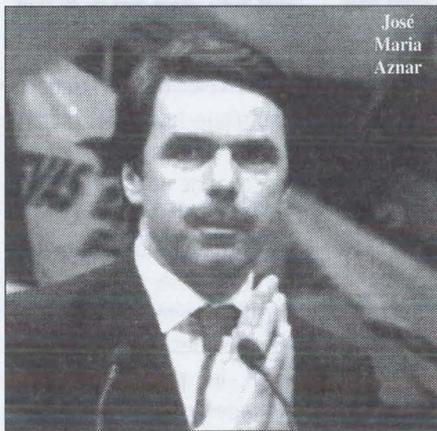
Partis	%	Voix	Députés
PP	44,54	10 230 287	183
PSOE	34,98	7 828 001	125
IU	5,46	1 253 821	8
CiU	4,20	964 990	8
PNV	1,53	351 816	7
CC	1,06	243 489	4
BNG	1,32	302 726	3
PA	0,90	205 720	1
ERC	0,84	193 629	1
IC-V	0,52	118 846	1
EA	0,44	100 570	1
Chunta	0,33	75 234	1

PP : Parti populaire ; PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol ; IU : Gauche Unie ; CiU : Convergence et Union (Catalogne) ; PNV : Parti nationaliste basque ; CC : Coalition canarienne ; BNG : Bloc nationaliste galicien ; PA : Parti andalou ; ERC : Gauche Républicaine de Catalogne ; IC-V : Initiative pour la Catalogne alliée aux Verts ; EA : Eusko Alkartasuna ; Chunta : Junte aragonaise.

* Jaime Pastor est membre du courant Espacio Alternativo et de la présidence fédérale de Izquierda Unida.

1. La gauche nationaliste basque (Herri Batasuna et Euskal Herritarrok, entre autres) avaient appelé au boycott des élections.

En revanche, comme le reconnaissent maintenant les dirigeants des deux formations, le pacte PSOE-IU « *n'a pas fonctionné* ». Dans un climat de démobilisation quasi générale de la gauche et de la majorité des organisations sociales, l'accord programmatique de gouvernement n'a pas suscité « *l'espoir* » espéré par le Manifeste des intellectuels, encouragé par les deux



José
María
Aznar

partis, et dont certain(e)s, y compris d'entre nous, pensaient qu'il pourrait surgir dans des secteurs déterminés comme les syndicats. Au final, pas même les leaders de l'UGT et des CCOO, les deux principales organisations syndicales, n'osèrent apporter un soutien public à la gauche, connaisseurs, sans doute, des dernières enquêtes d'intentions de vote, non rendues publiques, et plus intéressés à donner la priorité à la reconduction du dialogue avec le parti qui allait gagner les élections.

Le pacte a été interprété comme « *opportuniste* » dans le sens le plus strict du terme. La direction du PSOE, après avoir éliminé ses secteurs oppositionnels internes des listes de candidats, était consciente que, seule, elle n'arriverait pas à gagner des voix. Il s'agissait seulement de donner un tour tactique à ses alliances à gauche sans cesser de regarder politiquement vers le "centre", ce qui a malgré tout déconcerté cette partie de son électorat. La direction du IU avait simplement comme objectif de signer un accord, quelque soit son contenu programmatique, afin d'éviter la chute finale et la disparition institutionnelle. Les concessions politiques faites au PSOE et la confusion qu'elles ont créée parmi les militants et les

électeurs, élevés pour certains dans « *l'anti-félipisme* » (2) et pour d'autres dans le culte du « *programme, le programme, le programme* » expliquent que si d'un côté l'aspect unitaire de l'accord a pu lui faire gagner quelques voix, cette orientation en a certainement fait perdre aussi de l'autre.

Même s'il faut attendre les clés d'interprétation que nous fourniront les enquêtes sociologiques, il n'est pas téméraire d'avancer que parmi les abstentionnistes (environ 10 millions d'électeurs), on retrouve ceux qui sont restés perplexes et sans illusions devant un pacte électoral incapable de contrebalancer les espoirs de victoire de la droite. On peut en conclure que le pourcentage d'abstentionnistes (et de ceux ayant voté blanc) liés à la gauche sociale (et pas seulement à la gauche radicale) a pu être significatif pour faire pencher la balance, si l'on tient compte du fait que le PP a gagné 1,8 millions de voix par rapport aux européennes alors que la gauche n'a gagné que 400 000 voix.

Il faut tout de même reconnaître que dans certains endroits (Madrid, les Asturies, par exemple), IU a réussi à freiner son déclin électoral, mais ce n'est pas le cas partout (Andalousie, Baléares). Le problème de la direction de IU est qu'elle se faisait des illusions sur le fait que le pacte avec le PSOE avait modifié la conjoncture politique jusqu'à pouvoir mettre en déroute le PP, former un gouvernement de gauche... avec des ministres de IU, en plus de gagner un nombre non négligeable de sièges de sénateurs (malgré l'accord de désistement avec le Parti socialiste, IU n'en a obtenu aucun) et de sortir de la crise financière interne. C'est pour cela que Francisco Frutos, candidat numéro 1 de IU et secrétaire général du Partido Comunista Español (Parti Communiste Espagnol, PCE), a reconnu sa « *déroute sans circonstances atténuantes* » et sa frustration de n'avoir pas réussi dans ces élections le « *sursaut spectaculaire* » qu'il avait annoncé durant la campagne.

A cela il faut ajouter le résultat des élections régionales andalouses. Là, même si le PSOE a réussi à conserver une majorité relative, la progression du PP est significative, alors que le recul de IU est comparativement plus fort que dans le reste de l'État espagnol,

passant de 13 à 6 sièges. Bien sûr, il n'y a pas eu d'accord avec le PSOE pour les élections à la Communauté andalouse (3), mais ce n'est pas faute de volonté de la part du coordinateur général de IU, Antonio Romero, qui n'a pas arrêté, tout au long de la campagne, de demander un « *accord de gouvernement* » et d'accuser de sectarisme le leader du PSOE andalou, Manuel Chaves.

Pour notre part, nous réaffirmons que le pacte signé n'était pas « *le seul possible* ». Une force de gauche transformatrice ne doit jamais accepter cette argumentation alors qu'elle cache le renoncement à des aspects de son programme qui pourrait laisser IU « *sans identité, sans profil et, très probablement, sans espace politique dans le futur* », comme l'écrivait Francisco Fernández Buey dans un article publié avant la conclusion de l'accord (4). Nous considérons que l'on aurait pu arriver à un accord d'investiture, de soutien mutuel pour le Sénat et à une déclaration commune générale, sans engagement de gouvernement, qui n'inclue pas les points dramatiques concernant le respect des engagements internationaux, le Pacte de stabilité, la politique fiscale ou le conflit basque. Ce type d'accord n'aurait probablement pas généré un enthousiasme majeur, mais il aurait au moins garanti un équilibre entre, d'un côté, une forme d'unité d'action de la gauche contre la droite qui élimine tout soupçon de "connivence" avec le PP, et de l'autre, le maintien de signes d'identité basiques de IU.

Si au caractère inacceptable de cet accord on ajoute l'expérience d'une campagne électorale au cours de laquelle Almunia a passé son temps à réaffirmer que la politique de privatisations a été initiée par Felipe González et qu'il la respecterait, de même qu'il n'a cessé "d'oublier" l'objectif des 35 heures dans son annonce des 18 premières mesures à prendre au cours des 100 premiers jours de gouvernement, on ne peut que tirer un bilan critique.

En réalité, concernant les deux principaux axes de polarisation de l'électorat, la question sociale et celle de la reconnaissance du caractère plurinational de l'État espagnol, aucune différenciation claire de la part de la gauche nationale n'a pu être observée, au cours de la campagne, par rapport au PP. Il ne serait donc pas surprenant qu'une partie des ex-électeurs du PSOE aient voté pour le PP et qu'une autre partie ait choisi l'abstention ou le vote nationaliste de gauche. IU non plus ne s'est pas préoccupée de mettre l'accent sur des thèmes non économiques, à part sur l'affaire Pinochet et, finalement, sur le soutien à l'initiative de référendum sur la dette extérieure (5). L'attitude d'ignorance

2. Du nom de Felipe González, ex-secrétaire général du PSOE et Premier ministre jusqu'en 1996.

3. Les "communautés autonomes" sont l'équivalent de régions administratives, mais avec des pouvoirs étendus.

4. Francisco Fernández Buey, "Sobre la unidad de la izquierda aquí y ahora", *Rebelión*, 26 janvier 2000.

5. Le jour des élections, le Réseau citoyen pour

l'abolition de la dette extérieure, appuyé par environ 25 000 activistes, principalement des jeunes, a organisé une consultation populaire avec des tables de vote dans les lieux publics. Ce "référendum" a été interdit par la Junte électorale centrale et dans plusieurs villes et régions, il n'a pas pu avoir lieu. Malgré cela, les organisateurs considèrent que la participation a été élevée, ce qui permettra de continuer la campagne et d'augmenter encore son audience.

face à des mobilisations comme celle du secteur alternatif des étudiants de Madrid et d'autres villes le 9 mars est aussi une illustration de la préoccupation de donner une image « respectable » pour se soumettre à une « culture de gouvernement ».

Ce n'est pourtant pas le temps qui a manqué pour expliquer les accords (des journaux comme *El País* et une chaîne de télévision comme *Canal Plus* les ont largement popularisés...). Le problème se situe dans le contexte de démobilité de la gauche et de manque de crédibilité d'un pacte entre deux formations qui ont effectué un virage à 180 degrés dans leur politique d'alliances pour des raisons fondamentalement politiques.

Pas de raccourci électoraliste pour la reconstruction de la gauche

Nous nous trouvons désormais devant la consolidation du nouveau cycle politique qui a commencé en mai 1995, au moment des élections autonomes (régionales) et municipales, et qui s'est confirmé par « l'amère victoire » du PP en mars 1996. Depuis, la droite politique a resserré ses liens avec le bloc du pouvoir économique et social dominant, a approfondi des aspects de la politique économique développée par le PSOE (comme les privatisations), a poursuivi la politique des socialistes dans d'autres domaines (politique étrangère atlantiste, Union Européenne), et a introduit de nouveaux éléments qui impliquent des ruptures avec la période antérieure, notamment sur le terrain culturel et des médias. La direction fédérale de IU, obsédée par son objectif de « dépasser » le PSOE, a pris un retard énorme pour comprendre ce changement de cycle. Ceci l'a conduit à des erreurs tactiques graves depuis mai 1995, jusqu'à ce que, lors de la V^e Assemblée fédérale de IU, il a été décidé de miser sur « l'unité d'action de la gauche » pour finalement aboutir à un pacte de gouvernement autour du programme... du PSOE.

Aujourd'hui, le risque existe que la consolidation au pouvoir d'une droite néolibérale, « espagnoliste » et xénophobe conduise à une surestimation de sa force dans la société et de considérer que le seul choix valable serait d'opter pour le « moins pire » et pour la reconstruction de l'unité d'action de la gauche autour du « centre » politique. C'est probablement la lecture que fera un secteur significatif des « barons » du PSOE et, il faut le craindre, aussi d'une partie de la direction fédérale de IU. Cela ne veut pas dire nous sous-estimons la portée historique dont témoigne la victoire électo-

rale du PP. Il est indéniable que celle-ci va marquer le début d'une offensive contre les positions institutionnelles et sociales de la gauche dans plusieurs communautés autonomes (régions), municipalités et organisations sociales. Ce triomphe risque de se convertir en menace immédiate pour les plus faibles et les plus vulnérables socialement, à commencer par les travailleurs immigrés. Le Pays basque, particulièrement, va continuer à être un foyer de tension, même s'il ne faut pas écarter qu'un changement de tête au ministère de l'Intérieur permette de combiner la politique de la carotte et du bâton avec le PNV.

Mais nous devons commencer à nous interroger sur les projets stratégiques de recomposition qui peuvent être mis sur pied, précisément parce que la déroute électoraliste subie doit être digérée sur le moyen terme. Quant au PSOE, il est encore trop tôt pour faire des pronostics, mais il est évident que c'est le PP qui en a finalement terminé avec le « félipisme ». Une nouvelle étape s'ouvre pour les socialistes, au cours de laquelle, comme il est de tradition dans ce parti, on parlera plus de nouveaux leaders que de



projets. Cependant, on peut noter deux perspectives et demies possibles : la première est de regarder plus vers le « centre » pour disputer l'espace gagné par le PP ; la seconde est de se débarrasser de la « troisième voie » et de reconstruire un projet social-démocrate ; et la « demie » serait celle qui pourrait provenir de régions comme la Catalogne, où les deux perspectives antérieures s'accompagneraient d'une tonalité fédéraliste qui les différencieraient de « l'espagnolisme » dominant. Dans tous les cas, ces perspectives seront assorties d'une demande de réinsertion dans la société et dans les réseaux citoyens qu'il ne faudra pas dédaigner.

IU, pour sa part, devrait commencer par reconnaître qu'il faut en finir avec les embarras dans les politiques d'alliances et avec le traitement sectaire des différents courants internes (y compris Espacio Alternativo) et de beaucoup d'organisations sociales. Il lui faudrait aussi se convaincre qu'il n'y a pas de

raccourci électoraliste possible pour sortir de sa position minoritaire dans la société, même en faisant un saut aussi rapide vers le « transformisme » politique, à l'image de celui effectué pour conclure l'accord avec le PSOE. Après cette première phase d'autocritique, la tâche, à moyen terme, serait de continuer à critiquer, évaluer et réinterpréter nos sociétés pour pouvoir faire obstacle à la progression des valeurs de droite chez ceux « d'en bas ». Ce programme de recherche et d'action collective politique, sociale et culturelle devrait se baser sur la priorité donnée au travail de reconstruction de « noeuds » de réseaux citoyens et d'organisations sociales, en renforçant la puissance, en appuyant leurs initiatives et en respectant leur autonomie. Dans ce processus, le rôle des syndicats pourrait être fondamental, mais à condition qu'ils procèdent eux aussi à une refondation comme mouvements confédérés en défense d'une nouvelle citoyenneté sociale, écologique, féministe et solidaire, dépassant ainsi leurs pratiques néo-corporatistes. S'il en allait différemment, les expressions de mal-être des secteurs les plus défavorisés se manifesteront par d'autres canaux, syndicaux ou extra-syndicaux, même s'il ne trouvent pas à s'organiser dans une infrastructure nécessaire à la défense des droits fondamentaux, à commencer par un emploi stable et de qualité. De nouveau, l'objectif des 35 heures devrait être repris avec force dans une perspective de partage du travail et des richesses à l'échelle de l'UE. En plus de cela, il faudra être ouvert à la sympathie que suscitent des objectifs comme l'abolition de la dette, la lutte pour le contrôle des mouvements de capitaux, ou la diversité des luttes sectorielles (santé, éducation, logement continuent à être des questions centrales) et locales.

Même dans le cas où nous nous mettrions d'accord sur la nécessité de ce travail de reconstruction des liens avec la gauche sociale et culturelle ainsi qu'avec les « gens d'en bas » en général, trois projets différents semblent voir le jour au sein de IU. Le premier serait d'approfondir l'adaptation à un « social-libéralisme » en crise et à un discours « néo-espagnoliste » qui s'accompagnerait, en plus, d'un abandon de la pratique du modèle organisationnel fédéral. Le second serait le retour au discours « des deux rives » (IU dans un camp, et le PP et le PSOE dans l'autre) et à l'affirmation de l'identité d'une IU « communiste » et centralisée. Le troisième, enfin, pourrait être celui de ceux, nombreux même s'ils sont de moins en moins actifs au sein de IU, qui continueraient à parier sur une gauche alternative, fédéraliste, partisane de la plurinationalité et du res-

pect du pluralisme politique interne, dans laquelle il faudrait donner un poids plus important au discours et à la pratique de la fusion effective du rouge, du vert et du violet (couleur assimilée au féminisme en Espagne) Chacun de ces trois projets donne une réponse distincte au problème de « l'unité d'action de la gauche » contre la droite. La première continue à avoir pour référence centrale le PSOE et minimise, sinon dédaigne les gauches nationalistes et les collectifs éloignés de la politique institutionnelle. La seconde persévère dans une conception avant-gardiste et patrimoniale de la gauche, reléguant à la simple tactique la relation avec les autres forces. La troisième croit dans la possibilité de construire une gauche radicale qui puisse, en même temps, aboutir à des formes de convergence avec le PSOE, avec les gauches nationalistes et avec ce secteur de la gauche sociale politisée qui s'est abstenu ou s'est éloigné ces derniers temps de IU.

Le triomphe de cette troisième option devrait pouvoir conduire en réalité à une refondation de IU et impliquer un changement de nom, en plus d'une rénovation générationnelle en profondeur, en faisant coïncider la composition de ses directions avec celle de la majorité de ses électeurs. Mais il sera difficile de réaliser ces objectifs lors de la VI^e Assemblée, surtout si, après la faible autocritique opérée jusque là, on cherche à nous obliger à nous centrer sur la question de la succession de Julio Anguita.

C'est pour cela que les militants de IU feraient bien de consacrer leur énergie à travailler vers l'extérieur de IU avec les organisations sociales actives, dans la préparation de la contre-offensive face à la droite, plutôt que de se laisser enfermer, de nouveau, dans des dynamiques autocentrées et dans des luttes pour des parcelles de pouvoir interne. Car, il faut le répéter, tant que nous n'arriverons pas à créer les conditions d'un nouveau cycle de mobilisations sociales qui ouvre la possibilité de rendre d'actualité des "réformes non réformistes", nous pourrions difficilement avancer dans la reconstruction de la gauche et remettre en question l'hégémonie du néolibéralisme sur la société.

Concernant Espacio Alternativo, tout cela signifie que nous allons consacrer nos efforts à ce travail de "pont" entre le politique et le social, qui a été une des raisons de notre constitution comme réseau de collectifs et comme courant au sein de IU. Pour réaffirmer et renforcer notre projet, nous organiserons notre II^e Rencontre confédérale les 20 et 21 mai prochains. ■

Madrid, 19 mars 2000

A la croisée Une crise durable du

Par
José Ramón Castaños "Trogló"*

1. LES ÉLECTIONS ESPAGNOLES DE MARS 2000 transmettent une image de la société basque à l'opposé de celle offerte par les élections basque et navarroise de 1998 et 1999. Si l'on avait pu y observer la progression des partis basques par rapport aux "espagnolistes", au cours des élections de mars 2000, ce rapport s'est inversé en faveur des seconds. Pour avoir une idée des tendances à l'œuvre, il faut croiser les données qui ressortent des diverses consultations électorales dans le tableau ci-contre.

A travers ce tableau comparatif, on peut observer plusieurs choses. En premier lieu, que l'électorat basque vote de façon très différente lorsqu'il s'agit du cadre local, national (Pays basque ou Navarre) ou celui de l'État espagnol, et que les majorités peuvent changer d'un scrutin à l'autre. En second lieu, on peut remarquer qu'à part de légères vicissitudes, une fracture politique entre blocs opposés persiste : souverainistes basques et constitutionnalistes espagnols, qui divise en deux la société basque. D'autre part, si on croise les données de l'Autonomie basque et de l'Autonomie navarroise (inversion de majorités), on peut évaluer la difficulté d'articuler un pouvoir politique unifié dans les deux territoires, à moins que ne s'établisse un pacte d'intérêts mutuels entre eux.

Concernant les élections de mars 2000, les résultats des élections espagnoles au Pays basque peuvent se résumer ainsi :

- Une progression du PP-UPN (2) ;
- Un recul continu du PSOE ;
- Un déplacement du leadership dans le bloc "espagnoliste" depuis la gauche social-démocrate jusqu'à la droite post-franquiste ;
- La disparition de Izquierda Unida comme

* José Ramón Castaños "Trogló" représente la Charte des droits sociaux (GOGO) au sein du pacte de Lizarra.

1. L'UPN est l'organisation du Parti Populaire au Pays basque.

référent électoral au Pays basque ;
— L'échec retentissant de la politique abstentionniste de la gauche nationaliste, parce qu'elle a donné la majorité électorale à la droite "espagnoliste", et parce que sa proposition politique, loin d'avoir été suivie par la société, n'a été écoutée que par 7 % de son propre électorat.

— La progression électorale du PNV, qui a réussi à réaffirmer son leadership politique sur le Pacte de Lizarra en raison du nombre de votes en provenance de la gauche nationaliste.

2. S'EST-IL PRODUIT UN CHANGEMENT PROFOND comme paraît le montrer l'arithmétique électorale ? La forte impression qu'ont provoqué ces résultats a donné lieu à des commentaires très superficiels. Mais si l'on souhaite comprendre la complexité du labyrinthe basque, il est nécessaire de s'éloigner des "lectures idéologiques" de la réalité qui sont l'objet des extrêmes politiques. Tous les médias ont par exemple assimilé la progression du PP avec l'idée d'un peuple basque qui se serait converti à l'idéologie nationale espagnole. Cette lecture idéologique de la réalité est évidemment une mystification intéressée, comme nous le verrons plus loin. Mais de l'autre côté, au sein du "front nationaliste", quelque chose d'identique se produit de façon inversée. Les propagandistes, dans leur désir de prendre leurs rêves pour des réalités, banalisent le triomphe de la droite espagnoliste comme si elle n'impliquait aucune modification de la situation politique. Ceux-ci nous rappellent avec raison que la masse des électeurs basques tend à se comporter de façon différente selon le type de consultation électorale. Dans le tableau récapitulatif des résultats, on peut remarquer que lors des élections basques se renforcent les tendances au vote utile pour les partis nationalistes, car c'est lors de ces élections que se joue le pouvoir politique national (c'est-à-dire basque), alors que dans les élections espagnoles, où se règle la question du pouvoir de l'État, les tendances au vote utile se déplacent vers les partis espagnols

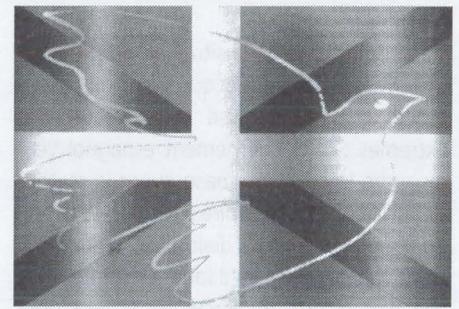
des chemins leadership national

(PSOE, PP, IU...). On ne peut faire d'analyse sérieuse sans prendre ces éléments en compte, d'autant que ces comportements électoraux se répètent depuis plus de vingt ans. Mais ils n'expliquent pas pour autant l'amplitude sociale qu'a prise la tendance au vote utile vers les partis espagnolistes, ni la gravité de ce problème en Navarre, ni le déplacement du PSOE vers le PP, ni la concentration du vote utile dans le PNV. Qu'on le veuille ou non, la réalité est là, qui nous donne une image à l'opposé de celle laissée dix-huit mois avant avec l'espoir ouvert par le Pacte de Lizarra.

Ces élections ont exprimé un changement politique très profond dans la perception que la société a des partis politiques et des propositions qu'ils formulent. Ce changement est particulièrement important en ce qui concerne le Parti socialiste et la gauche nationaliste, les deux ayant été, à leur manière, les responsables directs de la crise de leadership dans lequel est rentré le Pacte de Lizarra. Le PSOE, parce qu'il a renoncé à participer à l'offre de solution dialoguée au problème national et à la question de la violence. La gauche nationaliste, parce que la rupture unilatérale de la trêve militaire a rendu responsable ETA du renversement général des tendances politiques ouvertes depuis Lizarra.

Même si elle en donne quelque fois l'impression, la crise basque n'est pas désespérée au point de penser que nous sommes face à un changement irréversible. Elle peut de nouveau rebondir, pour peu que les deux pièces maîtresses du jeu, le Parti socialiste et la gauche nationaliste, modifient leurs stratégies politiques respectives. Pour cela, il faut commencer par reconnaître ses erreurs, car ce sont elles (et seulement elles) qui sont la cause directe de la défaite.

3. LE RETRANCHEMENT DES BLOCS POLITIQUES. La société basque est coupée en deux blocs politiques irréconciliables : le projet souverainiste du Pacte de Lizarra et le projet constitutionnaliste espagnol du Forum de Enea. Il faut tout de suite signaler que ces blocs ne correspondent pas à une supposée division entre Basques autochtones et Espagnols émigrants. Nous ne sommes pas non plus en présence d'une fracture de cohabitation entre deux communautés nationales, car la division identitaire entre ceux qui se définissent eux-mêmes comme nationalistes et "seulement Basques", et ceux qui le font comme "Basques-Espagnols" et constitutionnalistes n'empêche pas la solidarité ni la rupture des droits de citoyenneté universels, en marge des sentiments identitaires ou des affinités



politiques. La délimitation de ces factions politiques il y a vingt ans a été la conséquence inévitable d'un acte politique : le rejet basque de la constitution espagnole. Il s'agit là d'un problème complètement étranger aux conflits d'identité, à tel point que lorsqu'il s'agit de classer les partis de la gauche espagnole au Pays basque, il n'est pas toujours juste de les inclure dans le bloc espagnoliste. Et ce d'autant moins dans le cas des premières élections législatives au cours desquelles le PSOE avait parié sur les thèses de l'autodétermination, et ça ne l'est pas non plus dans le cas de la section basque de Izquierda Unida, celle-ci ayant participé activement au Pacte de Lizarra jusqu'au moment où ETA a décidé de rompre la trêve militaire.

Pour comprendre la politique basque, il faut s'immerger dans la dialectique de cette politique des blocs, dont les traits les plus significatifs sont les suivants :

— La perméabilité, qui s'apprécie par le fait que les partisans de l'un ne sont jamais tout à fait les mêmes et que chacun des partis politiques participe à des alliances avec des partis de l'autre bloc. C'est le cas des alliances croisées qui ont existé au cours de ces vingt dernières années : pacte de gouvernement, alliances sociales opposées aux alliances politiques, alliances inter-nationales superposées aux pactes antiterroristes, etc.

— L'équilibre des forces divise en deux parts égales la société basque. Ce qui est caractéristique est la cohabitation superposée des pulsions souverainistes de Lizarra et des pulsions contraires, de telle manière que le succès apparemment retentissant d'une des deux parties dans une élection ne doit pas être surestimé, car quelques mois après, dans la consultation suivante, se produit souvent le phénomène inverse.

— Le retranchement de ces blocs politiques entraîne une situation d'égalité infinie, dont la conséquence durable est une crise de leadership national. Si on prend en compte que cette situation se reproduit dans les mêmes termes à chaque cycle électoral qui s'ouvre, on comprendra l'impuissance de chaque

Résultats électoraux au Pays basque et en Navarre exprimés en milliers de voix

Elections espagnoles, résultats au Pays basque et en Navarre			Elections autonomes basques			Elections autonomes navarraises			
1993	1996	2000	1994	1998	1995	1999			
PNV	292	319	352	PNV	304	350	PNV	15	17
EA	130	116	101	EA	104	108	EA	14	16
HB	174	154	Abs.	HB-EH	165	222	EH	25	47
Total	596	589	?	Total	573	680	Total	54	80
PSOE	291	295	347	PSOE	175	220	PSOE	248	275
PP-UPN	191	311	472	PP	174	266	UPN	240	346
Total	482	606	819	Total	349	486	Total	488	621
IU	103	165	85	IU	93	70	IU	121	75

Nous avons séparé Izquierda Unida des deux blocs en opposition car il a participé aux deux, même si ces deux dernières années il s'est indiscutablement aligné sur le bloc des souverainistes basques.

Euskadi (Pays Basque)

bloc pour obtenir des majorités électorales qualifiées.

— La nouveauté de la situation présente est que le fossé politique qui sépare les deux blocs a été radicalisé par chacun des extrêmes : le gouvernement espagnol veut résoudre le problème basque par la méthode policière, et ETA aspire à recréer les conditions pour une sortie dialoguée, en démontrant par les armes qu'il faudra compter avec elle. Les efforts du Pacte de Lizarra pour dépasser la dialectique des blocs ont pour le moment échoué.

4. MALGRÉ TOUT, LA FRONTIÈRE ENTRE LES BLOCS POLITIQUES EST MOUVANTE.

Elle s'est modifiée dans deux directions opposées, dans un mouvement de va-et-vient. L'équilibre s'est déplacé d'abord en faveur des thèses du souverainisme basque (Pacte de Lizarra), mais la résistance au changement du gouvernement espagnol et l'évolution du Parti socialiste (substitution de l'alliance avec le PNV par le pacte avec le PP) déplacent le balancier en sens contraire. Le Pacte de Lizarra rencontre des difficultés pour se développer. La gauche espagnole lui tourne insolemment le dos. Loin de défendre les droits démocratiques des nationalités, elle s'est convertie en un des piliers de l'État centraliste. Sa campagne contre le nationalisme basque a contribué à mobiliser l'opinion publique espagnole contre le droit des nationalités en général, en provoquant au passage la paralysie de la Déclaration de Barcelone (alliance des nationalistes basques, catalans et galiciens). La crainte de devenir la cible de la furie espagnoliste a eu pour conséquence que ce front de nationalités ne se consacre plus qu'à des jeux de déclarations vides sur la question nationale, sans engagement d'action solidaire pour le droit collectif à l'autodétermination.

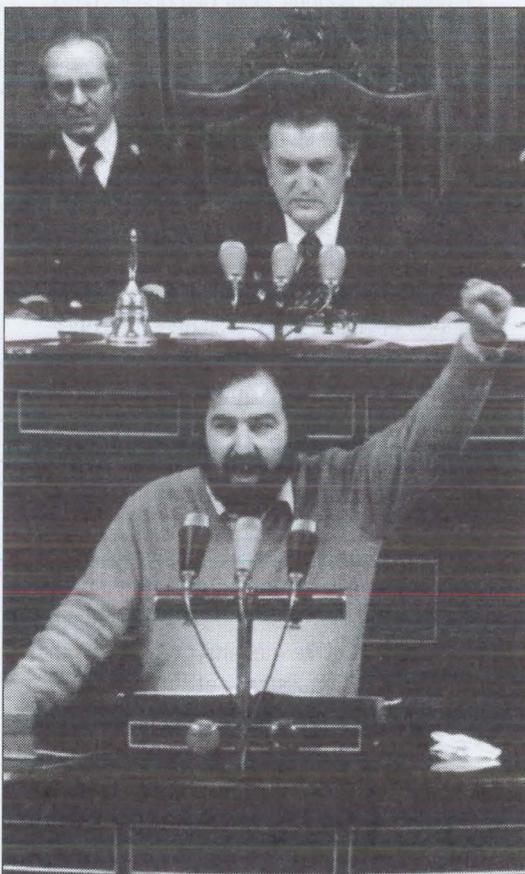
L'isolement qui en a résulté est encore plus évident lorsque se ferment les portes des chancelleries européennes, et ce changement de décor provoque une nervosité politique et la modification de stratégie politique de ETA. Sa décision de rompre la trêve militaire déplace l'équilibre politique vers la droite. Le fossé entre les blocs politiques s'est modifié dans une direction contraire à celle espérée suite au pacte de Lizarra.

5. ETA OU LE SYNDROME DE PÉNÉLOPE.

Ceux d'entre nous qui ont voulu voir dans l'annonce de la rupture de la trêve une mise en garde au gouvernement, au Parti socialiste et au PNV se sont trompés. ETA a mis sa menace à exécution en assassi-

nant un militaire à Madrid. Nous avons ensuite voulu y voir une rupture tactique ; une sorte de concrétisation de la menace pour que les autres la prennent au sérieux. Au bout du compte, ETA avait démontré sa capacité opérationnelle et sa volonté d'agir si on ne la prend pas au sérieux. Nous nous sommes encore trompés. ETA a assassiné en pleine campagne électorale le porte-parole des socialistes basques (Fernando Buesa) et a ainsi provoqué une crise générale aux conséquences imprévisibles.

— ETA a dilapidé la crédibilité du Pacte de Lizarra et des alliances parlementaires. Qui va croire dans la bonne volonté de ce projet,



quand aucune des forces politiques, syndicales et sociales qui le soutiennent ne sont capables d'assurer le silence des armes ? Comment maintenir dans ces conditions la crédibilité d'un gouvernement (du Pays basque) qui s'appuie sur un pacte non respecté par ETA ? Personne.

— ETA a aussi dilapidé la crédibilité de la gauche nationaliste à diriger le mouvement de refondation de la gauche basque. Ce processus a été brutalement interrompu, car il ne peut y avoir de regroupement des forces, ni d'alliance entre la gauche politique et la gauche syndicale, ni de rénovation du discours, ni de construction de nouvelles valeurs idéologiques avec une lutte armée réactivée. L'autonomie politique des organi-

sations de la gauche nationaliste (Euskal Herriarrok, le syndicat LAB, etc.) par rapport à ETA a été "gelée" radicalement comme conséquence de la "solidarité" que demande la lutte armée. Le poids mort que représente pour la gauche nationaliste la répression policière (500 prisonniers et 2 600 exilés) pousse à l'unité entre les organisations civiles et l'organisation militaire malgré les énormes divergences politiques qui existent entre elles. Les stratèges de ETA jouent sur ce chantage émotionnel. Ils se consacrent à découdre la nuit le tapis des alliances politiques et des régénérations du discours filées le matin par les organisations civiles de la gauche nationaliste. Tant qu'existera cette relation de tutelle, de quasi vassalité, il n'y aura pas de futur pour la gauche ni pour la nation basque.

6. LA DÉGÉNÉRESCENCE DU SOCIALISME BASQUE

est un autre facteur déterminant du blocage de la sortie politique du conflit. C'est un problème que perçoit la majorité de la société, et malgré cela, que ne reconnaissent qu'une partie des dirigeants socialistes. Le PSOE se caractérise par l'accusation faite à ETA d'être une organisation autiste, mais la qualification d'autisme politique peut aussi être appliquée à ses détracteurs. Aujourd'hui, personne au sein de la direction du Parti socialiste ne reconnaît que le déplacement du leadership politique vers la droite espagnoliste doit être inscrit au passif du PSOE.

Il est incontestable que la reprise de la lutte armée de ETA a mobilisé en réaction le vote de secteurs dépolitisés de la société (généralement abstentionnistes), contre l'idée de barbarie qu'évoque l'assassinat politique. Il ne s'agit pas d'un vote espagnoliste et anti-basque comme veut le faire croire le PP, mais d'un vote de rejet des méthodes violentes d'action politique. Cependant, cela n'explique pas pourquoi ce vote de réaction contre ETA a été pour la droite et pas pour la social-démocratie.

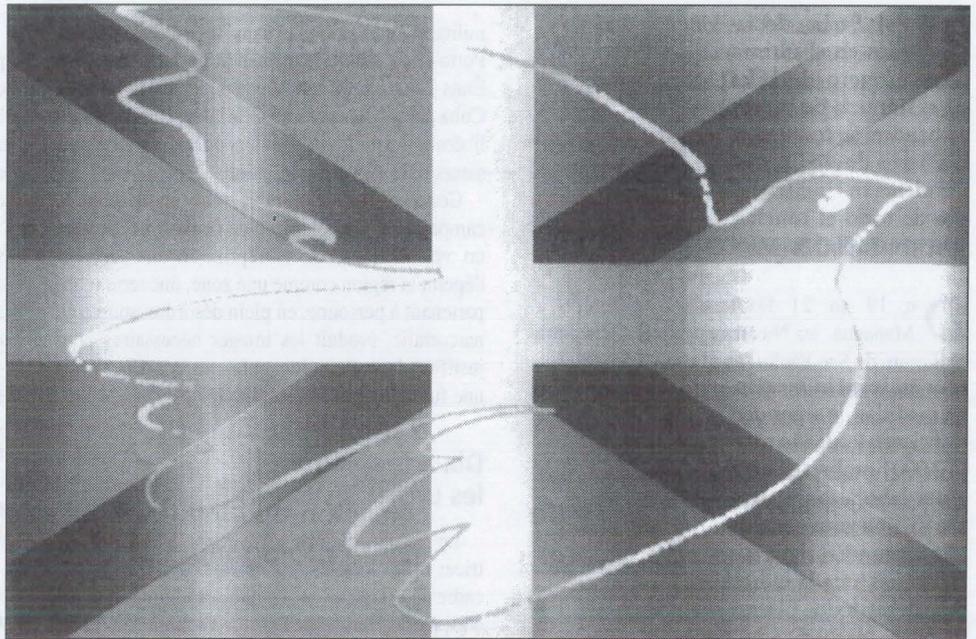
Il faut chercher l'origine de l'échec socialiste dans le changement d'alliances politiques promu par l'équipe de Fernando Buesa (assassiné par ETA en pleine campagne électorale) et de Nicolas Redondo, qui, à la différence de son père, le charismatique leader de l'UGT radicalement opposé au libéral-socialisme de Felipe González, a cassé la continuité historique du socialisme basque et son alliance politique avec le nationalisme démocratique. La cohabitation PSOE-PNV remonte au Pacte de San Sebastián de 1931 pour la proclamation de

la seconde République espagnole, et se prolonge dans les démarches en vue du premier statut d'autonomie basque (1936), dans la guerre civile contre le fascisme, dans la résistance démocratique contre la dictature franquiste, dans la préparation du Statut de Guernica (1977), et, au cours des vingt années suivantes, du gouvernement autonome basque. La consistance de cette alliance a permis l'intégration citoyenne des 50 % de la population basque d'origine non-basque, et trois générations successives de citoyens basques ont été éduqués dans cette culture de dialogue et d'échange culturel. La grande erreur de l'équipe Buesa-Redondo a été d'inverser une tradition historique qui a fait la grandeur du socialisme basque, pour la troquer contre une alliance avec le PP afin de disputer au PNV la direction du gouvernement autonome.

Ainsi, ce qui avait été présenté au départ comme une rupture tactique du pacte de gouvernement avec le PNV pour dégager un espace électoral s'est converti au fil du temps en un renversement général d'alliance politique. De la critique ponctuelle du PNV, on est passé à la défense de la constitution centraliste. De la voie du dialogue pour résoudre le problème de la violence, on est passé à l'opposition radicale contre le plan de paix du président Ardanza, et de là à un saut dans le vide contre la proposition de Lizarra, alors même que celle-ci amenait la trêve de ETA et l'offre de dialogue.

Le socialisme basque a ainsi perdu son rôle historique. Là où il existait avant une recherche consciente d'intégration citoyenne est apparue l'idée d'une scission politique d'une communauté basque-espagnole sise dans la classe ouvrière d'origine non-basque. Là où il existait des discours de dialogue et de détente appaurent bientôt des discours de guerre et d'appui inconditionnel à la politique antiterrorriste de la droite. Son renoncement à délimiter un profil démocratique et social de la gauche par rapport à la droite a produit l'inévitable : pour en finir avec la violence et le nationalisme radical, il vaut mieux choisir l'original à la copie, la fermeté bien connue de la droite plutôt que les fanfaronnades d'une gauche qui l'imité.

L'autre problème est que l'échec du PSOE a entraîné avec lui Izquierda Unida, qui a perdu son seul député. L'addition de ces débâcles implique un changement de grande amplitude, car le parti du bloc constitutionnaliste historiquement ouvert au dialogue, avec lequel on pouvait espérer réorienter le traitement de la question basque vers des scénarios de type démocratique, s'est mué en une organisation n'aspi-



rant plus qu'à une résolution du conflit par la voie de l'imposition, de l'assimilation nationale forcée et de la répression policière.

7. L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ D'UNE RÉGÉNÉRATION collective de la gauche. Si l'on veut se pencher sur les nouvelles perspectives pour la crise basque, il est indispensable de parler de régénération des deux forces politiques qui détiennent les clés de la situation : le PSOE d'un côté, la gauche nationaliste de l'autre. Le Parti socialiste a commencé à donner des signes de changement, mais la manière dont évoluera finalement cette organisation ne sera pas seulement conditionnée par la situation basque mais surtout par la façon dont se résoudra sa crise de leadership à l'échelle de l'État espagnol. Il ne faut écarter aucune des trois hypothèses possibles :

a) Un bouleversement radical des directions et des projets politiques à l'échelle fédérale. Cette hypothèse, peu probable, ne doit donc pas prêter à la spéculation.

b) Une reprise en main de la direction du parti par les "barons" de l'appareil "félipiste". Dans ce cas, compte tenu de l'espagnolisme étroit des Castillans, des Extramaduriens et des Andalous, le socialisme basque restera ancré dans le giron espagnoliste que nous connaissons.

c) L'équilibre des forces entre les différentes "baronnies" (le groupe susmentionné d'un côté, les Catalans de Maragall et le groupe basque accusé de "déviances nationalistes" de l'autre) permet une autonomie d'action de chacune des parties. Selon cette supposition, si les socialistes basques peuvent agir sans assujettissement centraliste, ils retourneront sans doute à leur tradition historique d'alliance préférentielle avec le

nationalisme démocratique. Mais le problème sera encore une fois l'accord sur les contenus de l'autonomie basque (quelle souveraineté politique ?), la reconnaissance explicite de l'unité territoriale (Pays basque et Navarre) et la réouverture du dialogue avec Euskal Herriarrok et avec ETA. Nous sommes sûrs que ceci est le pari politique et l'offre réalisé par le PNV. On peut aussi être certains que la légitimation sociale qu'a obtenue dans les élections la politique des "solutions policières" mise en œuvre jusqu'à présent par la droite espagnoliste peut mettre en danger la démocratie espagnole (tentations totalitaires de la majorité absolue) et que cela peut inciter les socialistes basques à donner un virage radical à leur politique nationale. Soit dit en passant, les nationalistes catalans et galiciens sont aussi devant la possibilité de tisser, avec les nationalistes basques et les socialistes, une nouvelle alliance démocratique qui permette de résoudre définitivement le problème de l'articulation des nationalismes dans le nouveau contexte européen. La tâche est ardue mais cela en vaut la peine. Il s'agit bien de reconstruire depuis Lizarra une entente plus large qui inclue les socialistes basques et qui travaille à partir de là à attirer les syndicalistes de l'UGT et des CCOO. La condition sera la même que celle qui a rendu possible le Pacte de Lizarra : le retour de ETA à la situation antérieure de cessez-le-feu, avec cette fois-ci, au vu de la perte de crédibilité occasionnée par la rupture de la trêve, l'obligation de le rendre définitif. Ce sera la seule manière de rendre à la société civile et à la confrontation démocratique la place qui est la leur, loin des alliances tutélaires et des chantages politiques. ■

18 mars 2000

Force et faiblesses de la gauche latino-américaine

Par
Rafael Bernabe*

Du 19 au 21 février s'est déroulée à Managua, au Nicaragua, la IX^e Rencontre du Forum de Sao Paulo. A cette occasion, environ 60 organisations-membres et un peu plus de 200 délégués ont pris part aux débats, un chiffre un peu inférieur à celui des réunions précédentes, mais qui traduit l'intégration de secteurs très significatifs de la gauche latino-américaine dans ses acceptations les plus diverses et quelquefois divergentes.

Utilité et frustrations

De manière générale, on peut dire que le Forum a montré une fois de plus tant ses forces que ses faiblesses, autant son utilité que son incapacité frustrante à dépasser certaines limites dans son développement organisationnel.

L'utilité du Forum est incontestable : comme lieu et occasion de réunion de quasiment toute la gauche latino-américaine dans toute sa diversité, comme moment pour renouer et revitaliser les liens et les contacts internationaux, qui demanderaient, sans cela, un voyage dans tous les pays de la part de chacun. De même que les années antérieures, une bonne partie de la Rencontre du Forum s'est déroulée sous forme de rencontres bilatérales et de groupes d'organisations ayant plus ou moins d'affinités, en dehors ou en marge des réunions plénières et des débats formels. Les plénières, comme par le passé, se sont caractérisées par le manque de débat réel d'idées ou de positions. Chaque organisation qui s'est exprimée a choisi comment utiliser son temps de parole. Certains ont présenté de brefs rapports sur la situation dans leur pays, pendant que d'autres ont abordé un des trois grands éléments soumis à la discussion : les deux documents élaborés par le Groupe de Travail (un texte bref intitulé "Déclaration de Niquinohomo" et un autre plus long, "La gauche face au nouveau millénaire"), ainsi que la thématique du fonctionnement et de la structure du Forum.

Il a été expliqué au début de la Rencontre qu'il ne s'agissait pas d'adopter le texte sur la gauche à l'aube du nouveau siècle, ce qui a eu pour conséquence de réduire considérablement le débat autour de son contenu. La Déclaration n'a pas non plus été beaucoup discutée. Une bonne partie des interventions se sont orientées sur la situation particulière de plusieurs pays : l'Équateur, à la suite des mobilisations qui ont provoqué la chute du Président Mahuad, la situation explosive en Colombie et les préparatifs d'une intervention

* Rafael Bernabe est dirigeant du Front Socialiste de Porto-Rico, membre du Taller de Formacion Política (section de la IV^e Internationale), militant de l'Association portoricaine de professeurs universitaires, auteur du livre *Respuestas al colonialismo en la política puertorriquena, 1889-1929*.

militaire internationale dans la zone, la lutte à Porto-Rico contre la présence de la marine des États-Unis sur l'île de Vieques, la solidarité avec Cuba autour du cas Elian Gonzalez, l'impératif de libération pour les prisonniers politiques dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Concernant la Colombie, une analyse de la campagne de diabolisation de ce pays a rencontré un vif intérêt. Cette entreprise médiatique, qui dépeint la région comme une zone, une terre n'appartenant à personne, en plein désordre, source du narcotrafic, produit les images nécessaires pour justifier dans l'opinion publique des États-Unis une future intervention militaire.

Dix ans après : les uns et les autres

Le Forum, comme se le rappelleront les lectrices et les lecteurs, est apparu en 1990, dans le cadre de la crise et de la chute des régimes bureaucratiques d'Europe de l'est, de l'imminente désintégration de l'Union soviétique et de la déroute électorale des sandinistes au Nicaragua. Le Parti des Travailleurs du Brésil avait alors convoqué une réunion de la gauche latino-américaine à Sao Paulo. La raison en était évidente et urgente : échanger des idées sur le projet de la gauche dans la nouvelle situation politique mondiale, c'est-à-dire sur les luttes des opprimés et des démunis.

DOCUMENT

Déclaration de la IX^e Rencontre du Forum de Sao Paulo (Déclaration de Niquinohomo)

La gauche face au nouveau millénaire

À l'aube du XXI^e siècle et du troisième millénaire de notre ère, à une décennie de la création du Forum de Sao Paulo, l'aggravation de la crise politique, économique, sociale et culturelle que traverse l'humanité a mis à nu les motifs (quelques uns réels et d'autres apparents) qui ont présidé à la convocation de la "Rencontre des partis et organisations de gauche d'Amérique latine et des Caraïbes", célébrée au Brésil en juillet 1990.

Le noyau fondateur de ce qui est aujourd'hui le Forum avait assisté à cette rencontre à Sao Paulo pour permettre des échanges de vues sur l'impact que la fin de la bipolarité issue de la Seconde Guerre mondiale aurait sur la lutte des partis et mouvements de gauche d'Amérique latine et des Caraïbes.

La Rencontre de Sao Paulo avait eu le mérite d'avoir abouti, pour la première fois dans l'histoire latino-américaine, à la convergence de partis et mouvements de tout le spectre de la gauche. Des

Depuis cette réunion fondatrice, dix ans ont passé. Le chiffre, la date de l'année 2000 et le début du nouveau millénaire ont rendu opportune la volonté de quelques uns des participants d'examiner la première décennie d'existence du Forum et de tracer des perspectives pour la gauche au cours de ce siècle qui commence. Sur ce sujet, "Lula" da Silva, du PT brésilien, a comparé les situations de 1989-90 et d'aujourd'hui. Il y a dix ans, a-t-il expliqué, non seulement on parlait de la mort du "socialisme", de la fin de la gauche, mais on allait jusqu'à parler de "la fin de l'Histoire".

Dix ans plus tard, on voit que la gauche socialiste n'a pas disparu et que la résistance est loin d'avoir trépassé. De fait, la décennie a été celle du retour sur la scène politique de secteurs jusqu'alors exclus, comme c'était le cas de la résistance indigène, depuis le Chiapas jusqu'à l'Amazonie en passant par l'Équateur.

Il y a dix ans, on présentait les "tigres" d'Asie comme des modèles de sociétés de marché idéales. Aujourd'hui, on parle de ces fameux "tigres" en termes de crise et de fragilité économique et financière. Il y a dix ans, on parlait d'un nouvel ordre mondial fait de paix et de prospérité, sous la protection des États-Unis. Depuis la guerre du Golfe, ces illusions se sont dissipées. Il y a dix ans, la presse ne parlait que de la crise du socialisme. Désormais, c'est de crise du néolibéralisme et des contradictions de la globalisation

acteurs issus des formes de lutte les plus diverses constateront ensemble que les problèmes dramatiques qui affectent les peuples du monde, particulièrement ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, ne disparaîtraient pas avec la fin de la guerre froide, mais seraient éliminés avec la fin de l'oppression, de la domination, de l'exploitation et du racisme. Dans leur pluralité et leur diversité, les mouvements et partis membres du Forum de Sao Paulo s'associent dans la lutte contre l'impérialisme, qui dans les deux dernières décennies du XX^e siècle a adopté la forme du capitalisme néolibéral.

Les dix années écoulées depuis la création du Forum n'ont fait que valider nos analyses initiales. De même qu'en juillet 1990, nous, partis et mouvements politiques du Forum de Sao Paulo, rejetons catégoriquement l'idée que le néolibéralisme puisse constituer un projet de développement, qui après une période d'ajustement, prodiguerait de la richesse à tous les habitants de la terre. Nous rejetons l'illusion selon laquelle la doctrine libérale répondrait à de supposées lois inexorables du développement économique, scientifique et technique.

La réalité de la dernière décennie a particulièrement démontré les limites du modèle néolibéral et son incapacité à résoudre les problèmes de l'humanité. L'échec de la réunion de Seattle, en décembre 1999, est l'expression symbolique de la force de la résistance internationale anti-néolibérale.

La doctrine néolibérale, en réalité, représente les intérêts économiques et politiques de ceux qui sont prêts à sacrifier et à exterminer la majorité de l'humanité pour poursuivre une course à l'accumulation de richesses diabolique et vertigineuse, dans des proportions quasi inimaginables.

contrôlée par les multinationales dont il faut traquer. Enfin, Lula a avancé l'idée que la gauche a aujourd'hui l'opportunité de vaincre, de recueillir les fruits de son travail tout au long d'une décennie difficile, durant laquelle il n'était pas à la mode d'être socialiste ou de gauche.

Ainsi, on se retrouve face à diverses orientations politiques possibles, représentées dans le Forum. Selon certains, il faut désormais que la gauche formule des programmes concrets, capables de neutraliser, voire d'attirer des secteurs entrepreneuriaux, et d'apaiser les possibles doutes des organismes financiers internationaux. De là les références constantes, de la part de Lula, de Tomas Borge au nom du FSLN dans son discours d'ouverture, à la nécessité d'une politique réaliste d'« alliances ». La représentante du PRD mexicain, quant à elle, insista sur les droits basiques des citoyens (liberté d'expression, de réunion, de la presse, etc.) comme patrimoine de la gauche. D'autres ont insisté sur un projet, également concret et s'appuyant sur les droits démocratiques, plus propice à déclencher une dynamique ouvertement anticapitaliste.

Au-delà de tout cela, comme nous l'avons mentionné, les débats dans le Forum sont restés quasi inexistantes et pour le moins inachevés : depuis le discours de Lula jusqu'au texte des documents soumis à discussion, le Forum a continué à recueillir des orientations, à travers les déclara-

tions les plus diverses, sans que l'on arrive à atteindre quelque chose qui ressemblerait à une synthèse cohérente. Ainsi, un des documents traite de comment les organisations du Forum ne sont pas nécessairement socialistes même si elles aspirent effectivement à un changement révolutionnaire.

Peut-être ne peut-on espérer plus d'un forum qui regroupe des tendances proches des positions de la "troisième voie" préconisée par Tony Blair jusqu'à des organisations engagées dans une orientation radicalement anticapitaliste, depuis des partis électoraux qui occupent un espace institutionnel significatif jusqu'à des organisations de guérilla, des mouvements issus du populisme comme des formations venant du maoïsme... Il serait absurde de diviser le Forum, ou provoquer sa désintégration à cause de la recherche d'une meilleure définition de son orientation. Mais de la même manière, il ne laisse pas d'inquiéter de nombreux participants à quel point le manque de définition semble paralyser le Forum comme acteur effectif de la politique continentale.

Enfin, s'il est bien clair que le Forum n'est pas une Internationale et qu'il ne doit ni ne peut essayer de l'être, il n'est toujours pas évident, dix ans après sa naissance, de définir ce qu'il est ou doit être, au-delà d'une simple rencontre annuelle de la gauche (sans mésestimer la chance que représente l'existence même du Forum, ce que

n'ont pas réussi à faire les gauches d'autres continents).

Critiques du fonctionnement

C'est sur le thème du fonctionnement du Forum qu'ont eu lieu en plénière quelques échanges d'idées, mêmes succincts. Le bilan a été tiré que les secrétariats régionaux n'ont pas fonctionné de façon effective. De la même manière, le Forum n'a pas réussi à avoir une existence active entre ses rencontres : des événements comme les mobilisations en Équateur, par exemple, ont surgi et s'en sont allés sans que le Forum prenne des initiatives ou émette une quelconque déclaration. Le thème reste d'actualité, comme quasiment tous les autres, même si le Groupe de Travail a été chargé d'en débattre avec l'objectif de proposer des solutions aux problèmes posés.

D'autre part, la composition du Forum a été modifiée : les organisations de Porto-Rico (le Nouveau Mouvement Indépendantiste et le Front Socialiste) ont été élues au Groupe à la place des organisations de la République Dominicaine.

Le Forum a décidé, enfin, de se réunir pour sa X^e Rencontre au Guatemala, probablement en avril 2001.

San Juan, 4 mars 2000

L'économie mondiale est entrée dans une phase de déprédation. Les "mots-clés" qui permettent de décrire le monde d'aujourd'hui sont concentration, polarisation et domination coloniale : concentration de richesse, de propriété et de production ; polarisation politique, économique et sociale, avec son cortège de misère, d'exclusion et de marginalisation.

Cette polarisation et cette inégalité s'expriment au niveau mondial par la petitesse de la proportion de la population qui consomme la majeure partie des produits et bénéficie des services disponibles. Elles se manifestent aussi par la concentration de la richesse dans les mains de moins de 300 familles, par les millions d'êtres humains privés d'accès au travail, à la santé, à l'alimentation, à une habitation digne, à l'éducation, aux droits élémentaires à la subsistance, à la reproduction et au développement conquis par l'espèce humaine en génération en génération.

A cela s'ajoutent les effets de l'agressivité militaire unilatérale des États-Unis et sa détermination criminelle à violer l'ordre légal international de l'après-guerre, clairement exprimées par le génocide du peuple de Yougoslavie sous les auspices de l'ONU et avec l'OTAN, réformée à cette fin.

La seule façon de sauver l'humanité d'une autodestruction programmée est d'établir la satisfaction des besoins humains comme priorité fondamentale de la société future, et pas le bénéfice ou le profit individuels.

La solution des problèmes du monde passera par l'éradication, à travers la lutte, des contradictions fondamentales de classe qui se trouvent étroitement liées avec les plus diverses formes d'oppression, de discrimination et d'exploitation, notamment celles de genre, ethniques, raciales, culturelles, religieuses, d'âge, etc.

Les peuples du monde ne pourront aspirer à renforcer leur liberté, ne pourront conquérir leur droit à l'autodétermination et leur souveraineté totale tant que tous les vestiges du colonialisme (comme celui qui opprime les peuples de Porto Rico, Martinique, Guadeloupe, Guyane française, Antilles néerlandaises et d'une certaine manière Iles Malouines) n'auront pas été anéantis.

La gauche, au XXI^e siècle, peut compter avec les expériences d'élaboration de propositions, de conquête d'espaces et de pouvoir, de construction de modèles alternatifs, tous issus de l'étude de la réalité sociale que nous aspirons à transformer. Elle devra aussi considérer la nécessité d'envisager de profonds changements de structure qui amènent à inverser le processus de destruction des espèces végétales, qui combattent la spéculation financière internationale, redistribue la richesse, démocratise et socialise l'élaboration budgétaire, promeuve la participation sociale et la décentralisation politique et économique. Elle aura la tâche de transformer l'État, pour le mettre au service du développement et de l'approfondissement d'une nouvelle démocratie intégrale : sociale, politique, culturelle et de genre.

Les Accords de paix au Guatemala peuvent se réclamer de ce type de processus, même s'ils ne sont pas appliqués sur des points fondamentaux. Mais ils établissent des orientations distinctes et représentent des obstacles décisifs à la prétention de mettre totalement en pratique des politiques néolibérales. Ces accords ont permis l'émergence de nouveaux sujets sociaux importants, comme le développement de forces politiques de gauche représentées par l'URNG et l'Alianza Nueva Nación (Alliance Nouvelle Nation), qui ont de réelles chances d'arriver au pouvoir dans un futur proche. D'autres processus politiques importants

se sont déroulés ou se déroulent en Équateur, au Venezuela, au Panamá, au Salvador ou en Colombie.

Il faut aussi relever la présence des peuples indigènes d'Amérique, qui résistent aux assauts du néolibéralisme et des transnationales. Leurs rébellions et leurs mobilisations ont contribué à mettre en évidence la nécessité de profondes transformations dans nos États nationaux pour garantir la préservation de la biodiversité, de l'écosystème, comme la pluralité ethnique, la reconnaissance de leur identité, leurs droits et leur autodétermination.

A n'en pas douter les tâches sont énormes pour la gauche latino-américaine. Nous n'arriverons à vaincre que dans la mesure où nous ferons de l'unité d'action et de propositions l'instrument le plus précieux de nos luttes, en comprenant que la pluralité et la diversité de la gauche est un capital démocratique que nous devons préserver. En elles, et dans la tolérance des différences, se rencontre la base de l'unité des forces de changement et sa capacité transformatrice. L'unité, nous devons la construire dans chaque pays, et aussi au-delà des frontières, pour rendre viable ce projet et pour qu'il ait un caractère intégrateur et solidaire.

Dix ans après la fondation du Forum de Sao Paulo, la gauche latino-américaine réaffirme ses traditions démocratiques et de résistance dont nos peuples ont donné l'exemple. Pour donner une suite à ces Rencontres comme celle qui vient de s'achever à Masaya, Niquinohomo, Nicaragua, le Forum annonce que la prochaine Rencontre aura lieu au Guatemala, en avril 2001.

Niquinohomo, Province de Masaya,
Nicaragua, du 19 au 21 avril 2000

Vers le renouveau d'une riche histoire ouvrière ?

Par
John Tully*

Quel est l'avenir des forces de gauche en Australie ? Quels sont les principaux partis de gauche et quels types de mouvements progressistes y ont existé ? Les réponses à ces questions doivent être replacées dans le cadre historique de la politique australienne, dans ce vaste pays qui débuta son existence « moderne » comme colonie pénale du Royaume Uni et se développa plus tard comme colonie de peuplement de la « mère Angleterre » en 1788 (1).

Un régime parlementaire particulier

Depuis l'existence de la Fédération en 1901, l'Australie a connu en pratique un régime de bipartisme à la britannique. Les gouvernements ont été aux mains soit des coalitions des partis conservateurs ou, moins fréquemment, dans celles de l'Australian Labour Party (Parti travailliste australien, ALP). La coalition conservatrice composée du Parti libéral et du Parti national forme le gouvernement fédéral actuel (2). Des partis plus modestes, y compris ceux de gauche, ont été dans les faits presque toujours maintenus hors du processus politique parlementaire. Il n'y eut qu'un seul parlementaire d'un parti à la gauche de l'ALP, Fred Paterson, du Communist party of Australia (Parti communiste d'Australie, PCA) qui siégea dans le Parlement de l'État du

Queensland dans les années 1940. Bien que le mouvement syndical du pays reste largement affilié à l'ALP, ce parti a gagné ces dernières années le sobriquet de « parti libéral alternatif » (3).

L'explication de cette domination politique institutionnelle de l'ALP et des conservateurs réside, entre autres, dans le système particulier de vote pour la Chambre des

ont été jusqu'à obtenir près d'un million de voix, mais ils échouèrent à gagner ne serait-ce qu'un seul siège à la Chambre des représentants. Le système de vote pour le Sénat est basé sur la représentation proportionnelle, mais avec les États comme circonscriptions électorales et le même nombre de sénateurs élus indépendamment de grandes disparités démographiques. Ce mécanisme a



La poursuite des attaques néolibérales suscite des mobilisations croissantes en Australie. Le 12 août 1999 100 000 manifestants défilèrent à Melbourne contre les lois de la « seconde vague » anti-syndicale. Photo Green Left Weekly

représentants. Le « vote préférentiel » n'a rien en commun avec le système de représentation proportionnelle qui existe en Europe. Il assure avant tout la domination des plus grands partis. Des partis plus petits

favorisé les plus petits États, plus conservateurs, mais a aussi permis une représentation de partis comme les Verts.

Une combativité exemplaire

La classe ouvrière australienne a une tradition de combativité industrielle. Les maçons de Melbourne ont obtenu la journée de huit heures dans les années 1850 et dès 1920 les mineurs avaient gagné la semaine de trente-cinq heures. Les travailleurs maritimes ont une tradition exemplaire d'internationalisme : dans les années 1930, des actions furent menées pour empêcher que l'acier soit embarqué sur des navires et transporté au Japon, en solidarité avec le peuple chinois ; d'autres mouvements permirent l'interdiction d'accostage

* Militant australien se revendiquant de la Quatrième Internationale. Il est le co-directeur du journal du Progressive Labour Party dans l'État de Victoria.

1. Pendant les cent dix premières années de colonisation, l'Australie fut dirigée comme un ensemble de colonies séparées par des gouverneurs britanniques. Progressivement, une forme de droit de vote fut gagnée par les colons et en 1901 les colonies se fédérèrent dans le Commonwealth d'Australie.

2. Comme les États-Unis et le Canada, l'Australie est une fédération d'États et de provinces. Les territoires des États correspondent à des frontières arbitraires tracées pendant l'ère de domi-

nation coloniale britannique directe précédant la création de la Fédération en 1901. Chaque État possède son propre système parlementaire local, en général bicaméral (deux chambres) et défend jalousement ses « droits » contre un « fédéralisme rampant ». Le parlement fédéral qui siège dans la capitale fédérale de Canberra, est aussi bicaméral : une chambre basse des représentants et une chambre haute, le Sénat. Ce dernier est supposé représenter les « droits des États ».

3. L'ALP fut fondé après que les syndicats aient subi de lourdes défaites au cours de grèves et de lock-outs pendant la dépression en 1891. Il a toujours été plus « étatique » que socialiste, avec un engagement pour des réformes sociales.

des bateaux néerlandais durant la guerre d'indépendance indonésienne et le refus d'accepter toute cargaison ou d'affréter tout bateau pour l'effort de guerre impérialiste au Viêt-nam. Les travailleurs australiens furent à l'origine de ce qui a peut-être été le syndicat de gauche le plus radical que le monde ait connu. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'union syndicale de l'État du New South Wales (NWS) de la Builders' Labourers' Federation (Fédération des travailleurs du bâtiment, BLF), sous la direction d'un courant de gauche du PCA, s'orienta vers un programme surprenant de syndicalisme militant, démocratique, ouvert aux mouvements sociaux et engagé dans les luttes en défense de l'environnement. Rien ne se faisait sans l'accord des adhérents (4). Elle fut écrasée par les forces combinées de l'État, des patrons et d'un groupe stalinien et conservateur au sein du syndicat, non sans avoir établi auparavant les critères de ce que devait être un syndicat démocratique.

Le syndicat gagna des batailles sur les salaires et les conditions de travail dans ce secteur industriel dangereux et mal payé. Les piquets de grève mobiles et massifs, l'occupation de sites de construction se sont développés, dans un milieu auparavant habitué à un syndicalisme de droite dirigé par des truands. Ce syndicat a aussi inventé le concept politique "vert" (qui fut plus tard exporté vers l'Europe par Petra Kelly). Le syndicat anima des « interdictions vertes » concernant la démolition et la restructurations de parcs et espaces verts, de sites historiques, de zones résidentielles ouvrières. De manière significative, ces mesures ne furent pas appliquées par le biais de décrets bureaucratiques. Les habitants devaient en premier recourir aux responsables du syndicat, qui soumettaient ensuite la proposition au vote des adhérents. En 1970, les ouvriers construisant une extension d'une résidence universitaire firent grève pour contraindre les autorités à reprendre un étudiant chassé en raison de son homosexualité. Le syndicat eut aussi un rôle déterminant dans le soutien à

la révolte du peuple aborigène (5) et favorisa le recrutement de femmes dans des secteurs d'emploi traditionnellement masculins.

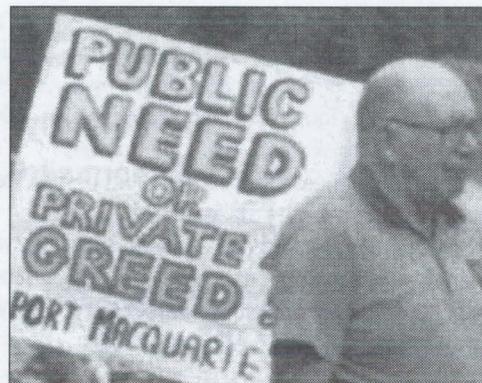
La face cachée

L'histoire du mouvement ouvrier australien présente aussi un aspect beaucoup moins reluisant. Au XIX^e siècle, la « politique australienne blanche » fut un élément central de nombreux syndicats et de l'ALP (6). Certains syndicats refusèrent l'adhésion aux Chinois et aux personnes « de couleur », affirmant qu'ils combattraient pour empêcher que les salaires des travailleurs blancs soient réduits du fait de « la concurrence du travail étranger bon marché » (7). Dans certains cas, ces restrictions racistes ne furent pas levées avant les années 1960. Ce n'est qu'alors que les fermiers blancs furent par exemple empêchés de payer leurs employés aborigènes en thé, farine et sucre.

L'Australie a connu à partir de 1945 de vastes transformations démographiques et économiques. Elle émergea de la Seconde Guerre Mondiale comme fournisseur sous-industrialisé de matières premières pour une Grande-Bretagne affaiblie qui cherchait partout ailleurs ses approvisionnements. En 1945, (hormis les Aborigènes qui n'étaient ni vus ni écoutés), l'Australie possédait une population anglo-celtique très homogène. C'est peut être aujourd'hui le pays le plus multiculturel sur terre avec des millions de descendants d'immigrants provenant du monde entier. Cette immigration massive endigua le besoin de main-d'œuvre pour une industrie en expansion dès les années 1950.

Le Parti communiste australien

L'anti-communisme a toujours été fort, en partie à cause de l'influence de l'Église catholique, ostracisme politique renforcé par les révélations des atrocités du stalinisme. Mais en 1945, le PCA avait plus de 50 000 membres et des dizaines de milliers de sym-



Mobilisation des usagers contre la privatisation de leur hôpital « besoins publics ou gains privés »

pathisants et d'adhérents dans les "fronts" organisés par le Parti. Il dominait l'Australian Council of Trade Unions (Conseil australien des syndicats, ACTU) grâce au contrôle exercé sur plusieurs des syndicats les plus puissants (8). Formé au début des années 1920 par la fusion de plusieurs courants socia-

4. La pratique des dirigeants du PCA dans la BLF était aux antipodes de la façon dont le Parti intervenait dans sa période la plus stalinienne.

5. L'événement le plus triste dans l'histoire australienne a peut-être été la dépossession et le génocide des habitants originels du continent, les Aborigènes. Sous la fiction légale de la « Terra Nullius », ils furent chassés de leur terre et succombèrent par centaines de milliers aux maladies et aux massacres. Après les années 1920, alors que la population noire avait chuté à environ 50 000 personnes, le gouvernement annonça qu'il « adoucirait l'oreiller d'une race mourante ». La politique officielle fut de prendre les enfants « demi caste » des mères aborigènes afin qu'ils puissent être assimilés dans la société blanche. Cette politique barbare affecta peut-être un tiers de toutes les familles aborigènes et fut pratiquée jusque dans les années 1960. L'actuel Premier ministre, John Howard, refusa même de présenter des excuses pour ce qui avait été fait au peuple aborigène. Ces derniers nomment cette période d'assimilation forcée « la génération volée ».

6. La Withe Australia Policy (politique australienne blanche) fut la politique effective jusque dans les années 1960. Bien que jamais codifiée comme une législation officielle par crainte d'offenser le Japon, elle imposa que tous les candidats à l'immigration pouvaient subir un examen dans toute langue européenne. Lors d'un épisode étrange, en 1936, le communiste tchèque Egon Kisch se vit refuser l'entrée sur la base d'un test de langue gaélique écossaise.

7. Il s'agit ici plus que d'un écho de l'Afrique du Sud où les mineurs du Rand se mirent en grève après la première guerre mondiale sous le slogan des « ouvriers blancs du monde entier unissez-vous ! ».

8. En Australie, il n'existe qu'une seule confédération syndicale à laquelle l'écrasante majorité des syndicats est affiliée, indépendamment des orientations politiques de leurs directions. Bien que de nombreux syndicats aient été dirigés par des communistes, même des trotskistes dans certains cas, la plupart des syndicats sont affiliés à l'ALP.



Contre la condamnation de Norm Gallagher, dirigeant du BLF, à Victoria en 1985. Photo Green Left Weekly

Australie

listes, le PCA était une organisation relativement démocratique et ouverte avant d'être "bolchévisée" par une jeune garde stalinienne impitoyable. Tous les éléments dissidents, y compris les trotskistes, avaient été expulsés au début des années 1930 et le parti fut dès lors entièrement loyal à Staline.

Malgré cela, le parti opéra une percée à la fin des années 1930, gagnant le contrôle de plusieurs grands syndicats et élargissant sa surface politique par un réseau de "fronts", comme le mouvement des chômeurs ou le mouvement contre la guerre et le fascisme. Cependant, l'énergie et le dynamisme de ses cadres ne purent empêcher les effets débilissants du stalinisme sur le Parti. Après une pointe en 1945, les effectifs chutèrent et le Parti perdit le contrôle de grands syndicats industriels au profit des activistes catholiques et d'autres éléments droitiers, qui pouvaient dénoncer les méthodes anti-démocratiques du Parti (bourrage des urnes, intimidation des opposants). Le PCA soutint l'invasion de la Hongrie par l'URSS en 1956. Cela accéléra son déclin, de même que quelques grèves suicidaires imposées à des syndicats qu'il contrôlait. Le long boom économique de l'après-guerre permit une progression du niveau de vie des travailleurs australiens à un degré inégalé au monde. Cette prospérité eut pour conséquence de réduire davantage le caractère attractif du message du Parti. Dans les années 1960, le Parti était réduit à quelques milliers de membres.

La vague de radicalisation contre la guerre du Viêt-nam

En 1963, le CPA se scinda selon le clivage du conflit sino-soviétique. Une minorité des membres le quitta pour créer le CPA-ML (Parti communiste marxiste-léniniste) maoïste, qui existe toujours, mais est aujourd'hui en recul. Plus tard, un groupe de cadres plus indépendants dirigé par Laurie Aarons prit le contrôle du parti et alla jusqu'à condamner

9. Le SPA existe toujours. C'est une petite organisation avec quelque influence dans certains syndicats. Il s'est récemment rebaptisé CPA (Parti communiste d'Australie) mais l'organisation est l'ombre de la vieille organisation du même nom et l'utilisation de ce nom est largement perçue comme non légitime par les activistes de gauche.

10. L'ultra-réactionnaire Menzies gagna ce surnom lorsqu'il essaya de forcer les wharfies (dockers) de Port Kambala de charger de l'acier à destination du Japon sur le bateau SS Dalfram en 1938. Les wharfies avaient interdit le chargement de l'acier car ils craignaient qu'il ne se transforme en bombes et munitions utilisées contre le peuple chinois.

11. Les jeunes hommes atteignant l'âge de 19 ans devaient s'inscrire pour un tirage au sort. Si leur numéro sortait, ils étaient enrôlés.

l'invasion de la Tchécoslovaquie par le Pacte de Varsovie en 1968. Cela amena les vieux éléments staliniens à scissionner pour créer bon nombre de groupes dissidents, dont l'Association de l'unité communiste et ensuite le SPA (Parti socialiste d'Australie) (9).

Ces événements coïncidèrent avec une vague de radicalisation généralisée qui se propageait dans le monde entier. Le gouvernement conservateur de l'époque, dirigé par « Pig Iron Bob » Menzies (le « porc de



Manifestation du syndicat CFMEU (construction, forestiers, mineurs et énergie) contre le patronat des mines, en octobre 1997, à Sydney.
Photo Green Left Weekly

fer ») (10), engagea le pays dans le soutien aux États-Unis au Viêt-nam et introduisit la conscription pour fournir les troupes nécessaires. L'opposition à la guerre gagna une influence énorme, avec plusieurs centaines de milliers de manifestants marchant dans les rues, réalisant grèves et occupations d'immeubles, et des centaines, peut-être des milliers de jeunes refusant délibérément de s'enregistrer pour le tirage au sort de la conscription (11). Finalement, une majorité de la population s'opposa à la guerre et en 1972 l'ALP gagna les élections pour le gouvernement fédéral pour la première fois en 23 ans (12). Le PCA fut capable de capitaliser cette vague de radicalisation massive, qui l'influença lui-même en retour, comme il a

12. Le gouvernement ALP de Gough Whitlam prit des mesures progressistes. Les conservateurs se mirent à le haïr et se considèrent comme étant le parti naturel de gouvernement. En 1975, utilisant leur nombre au Sénat, ils bloquèrent le soutien financier au gouvernement et conspirèrent avec le Gouverneur-Général pour renvoyer le gouvernement. La reine d'Angleterre est toujours chef de l'État Australien. Le Gouverneur-Général est son représentant.

13. Les organisations trotskistes ont existé en Australie depuis le début des années 1930 et ont compris quelques figures remarquables dans leurs rangs, comme le « grand vieil homme » Nick Origlass. Cependant, elles n'ont jamais dépassé le stade d'organisations locales et de fédérations larges de membres éclatés sur un vaste continent.

été mentionné plus haut avec la BLF dans l'État du NSW. Cependant, il fut débordé sur sa gauche par une multitude d'organisations d'extrême-gauche, dont la Socialist Youth Alliance (Alliance socialiste de la jeunesse, SYA) et la Socialist Workers' League (Ligue socialiste des travailleurs, SWL) qui devinrent plus tard le Socialist Workers' Party (Parti Socialiste des Travailleurs, SWP, section australienne de la IV^e Internationale) (13). De manière rétrospective, il est clair qu'il y avait un espace pour aller plus loin que la simple coopération entre le PCA et les nouvelles formations trotskistes. Clairement, la BLF de l'État du NSW sous la direction du PCA fut un syndicat incroyablement radical. Malheureusement, les vieilles hostilités restèrent et les anciennes divisions se sont maintenues.

Le reflux des années 1980

Comme la vague de la radicalisation s'affaiblit en même temps que les effectifs, le PCA abandonna ses positions les plus à gauche. En 1983, l'ALP fut de nouveau au pouvoir. Le dirigeant de l'aile droite, Bob Hawke, croyait que le gouvernement travailliste du début des années 1970 avait été vaincu parce qu'il était trop radical. Il était déterminé à ne pas voir se répéter ces "erreurs". Il dirigea pendant plus de douze ans un gouvernement travailliste de plus en plus néolibéral. Grâce à une série "d'accords" entre le gouvernement, le monde des affaires et les syndicats dominés par l'ALP, les salaires furent gelés. La base militante des syndicats fut exclue de manière croissante des prises de décisions dans ses organisations. Là où le gouvernement travailliste de Gough Whitlam (1972-1975) entreprit des réformes, conscient de la nécessité d'améliorer les salaires et les prestations sociales, celui de Hawke laissa les salaires réels chuter et les revenus des plus riches augmenter considérablement. Cet accroissement de la richesse des plus riches s'accompagna d'une vague de privatisations des biens de l'État, y compris les banques et les compagnies aériennes.

Même la gauche du Parti travailliste abandonna toute vision de redistribution des richesses et du socialisme. Selon son « théoricien » Marl Latham, la dérégulation du secteur public et le retrait de l'intervention de l'État furent des bonnes choses. Latham affirme que les inégalités structurelles de

classe ne sont plus un problème fondamental. On doit comprendre que la société est divisée entre ceux qui détiennent un « *capital-information* » élevé et ceux qui ont un « *capital-information* » pauvre. Ce pour quoi il faut lutter désormais est la « *socialisation de la connaissance* » plutôt que la propriété publique des moyens de production, affirme-t-il, malgré toutes les preuves qui montrent que l'Australie est une des sociétés les plus inégalitaires dans le monde « *développé* » (14).

Les syndicats qui s'opposèrent aux accords furent marginalisés et même écrasés, comme la Fédération des pilotes quand elle avança l'interdiction des heures supplémentaires en soutien à une revendication de salaire en dehors du cadre de l'accord. De même, la BLF fut déclarée illégale et écrasée par une alliance composée des patrons, des gouvernements travaillistes et des syndicats rivaux (15). De manière compréhensible, les adhésions syndicales chutèrent dramatiquement au cours des treize années du gouvernement fédéral travailliste, si bien qu'au début des années 1990, moins de 30 % de la force de travail était syndiquée (16).

L'évolution à droite de l'ALP

Bien qu'il soit fort possible que l'ALP gagne les prochaines élections fédérales (qui doivent se dérouler dans les deux prochaines années), il n'y a pas d'évidence pour suggérer que l'évolution droitière du Parti ait été

stoppée. Le Parti travailliste se retrouvera au pouvoir par défaut, étant donné la nature presque incroyablement réactionnaire de la coalition gouvernementale conservatrice actuellement en place. L'ALP a été élu au gouvernement de l'État de Victoria l'année dernière et bien qu'il ait impulsé certaines réformes, il s'est placé du côté des patrons de l'industrie électrique contre les travailleurs (17). Le gouvernement a invoqué la législation sur l'obligation de service pour les secteurs vitaux pour menacer les travailleurs de très fortes amendes individuelles et de la mise sous séquestre des biens de leur syndicat s'ils ne reprenaient pas le travail. Le mouvement avait été provoqué par la compagnie à cause de sa politique d'introduction massive du travail temporaire dans ce secteur. Même un médiateur nommé par

le gouvernement critiqua les patrons pour leur refus de négocier de bonne foi (18).

Ces éléments peuvent donner une indication du tournant droitière du PCA, qui par le biais de certains dirigeants syndicaux influents, a soutenu et même rédigé les accords appliqués par le gouvernement travailliste de B. Hawke ! En 1991, le Parti communiste était considéré de tous les points de vue comme obsolète. La plupart de ses adhérents, et certainement sa direction, avaient abandonné toute perspective du socialisme (une situation bien sûr accélérée par l'effondrement de l'Union Soviétique). Bien qu'il ait tenté sans enthousiasme de former un « *nouveau parti de gauche* », il vota son auto-dissolution en 1991. De nombreux cadres ont abandonné l'activité politique ou sont passés à l'ALP.

Le champ de la gauche radicale

Le champ était donc ouvert pour l'extrême gauche et pour les restes de partis stalinien. Mais aucun d'entre eux n'a été capable de remplir le vide laissé par l'implosion du PCA. Le Democratic Socialist Party (Parti socialiste démocratique, DSP, ex-SWP) est peut-être la plus grande organisation. Il fut la section australienne de la Quatrième Internationale jusqu'en 1985. Le DSP cependant n'a jamais été capable de gagner une influence sérieuse dans les syndicats et est considéré avec suspicion par de nombreux militants dans les mouvements progressistes

de masse en raison de « *ses méthodes prédatrices* » d'intervention et son fonctionnement interne. La plupart de ses membres sont jeunes et dévoués et il dispose avec *Green Left Weekly* d'un journal vraiment vivant. Mais il a un *turnover* de ses membres élevé et s'il a réussi à se maintenir au cours des années noires, avec environ 300 membres il est à peine plus gros que vingt ans auparavant.

L'organisation rivale du DSP est l'International Socialist Organisation (Organisation socialiste internationale, ISO) avec 150 membres environ. L'ISO a connu une série de scissions au cours de ces dernières années et s'est considérablement affaiblie. Les autres organisations de gauche (y compris les restes stalinien) sont bien plus petites. L'une d'entre elles est le Socialist Party (Parti socialiste, SP), affilié au Committee for a Workers' International (Comité pour une Internationale Ouvrière, CIO), qui s'appelait jusqu'à récemment le MSO (Militant Socialist Organisation). Cette organisation s'est rebaptisée ainsi pour suivre les décisions prises à Londres par son "organisation-mère" (19). La gauche australienne semble plus petite et plus divisée que jamais. Cela est en partie dû, comme de par le monde, aux effets de la chute du « *socialisme réellement existant* » dans le bloc soviétique et à la perception très largement répandue que le socialisme est un dogme dépassé qui ne pourra jamais fonctionner.

Le renouveau syndical

Cependant, il existe aussi quelques signes d'optimisme. Les chiffres d'adhésion syndicale peuvent avoir décliné comme les salaires et les niveaux de vie, mais malgré les plus féroces attaques par les gouvernements néo-libéraux, la classe ouvrière australienne n'a pas reçu le coup fatal que les conservateurs auraient voulu lui donner. En 1998, le gouvernement fédéral conspira avec les employeurs et l'armée pour amener des jaunes en lock-outant une large partie des



Piquet de grève devant l'entreprise Visy. En juillet 1999 les grévistes ont obtenu la réintégration des travailleurs licenciés. Photo *Green Left Weekly*

14. Latham a écrit un ensemble de textes intitulé *Labor Essays 1998: new visions for Government*, (ed) Gary Jungwirth pour la Fabian Society.

15. Ironiquement, les dirigeants maoïstes du BLF se sont alignés sur les patrons et le gouvernement dix ans plus tôt pour écraser la branche radicale de l'État du NSW du syndicat.

16. Dans les années 1950, près de 70 % de tous les ouvriers et employés étaient syndiqués, une des plus fortes proportions dans le monde. Durant les années 1980, jusqu'à 60 % l'étaient encore.

17. L'industrie électrique de Victoria appartenait à l'État avant une série de privatisations au cours de la dernière décennie. Bien que la plupart des

privatisations furent conduites par les conservateurs, l'ALP avait auparavant initié le processus avec la privatisation de l'énorme central électrique Loy Yang.

18. Ce gouvernement, dirigé par John Howard, a introduit une législation anti-syndicale draconienne et cherché à briser le MUA en 1998. Il cherche également à étendre les mines d'uranium, comme celle de Jabikula, malgré l'opposition des propriétaires traditionnels aborigènes.

19. Le CIO, qui reposait surtout sur le courant britannique Militant, est aujourd'hui en sérieux déclin avec de nombreuses scissions en Grande-Bretagne et de par le monde.



Blocage d'une route contre la privatisation de la forêt d'Eden. Photo Green Left Weekly.

dockers du pays. L'objectif était d'infliger une défaite historique à ce qui a toujours été une pierre angulaire du mouvement ouvrier combatif. Des centaines de milliers de personnes soutinrent le syndicat. Les patrons et le gouvernement perdirent car le syndicat resta intact.

La Maritime Union of Australia (Syndicat maritime d'Australie, MUA) a été traditionnellement un syndicat de gauche. Il fut formé par le regroupement de syndicats plus petits, dont le plus important était le Waterside Workers' Federation (Fédération des travailleurs des ports, WWF) et le Seamen Union (Syndicat des pêcheurs, SU) qui avaient été des bastions du PCA. Le WWF fut créé à partir de plusieurs petits syndicats provinciaux et devint un puissant syndicat national grâce au légendaire "Big Jim" Healy du PCA dans les années 1930 et 1940. Après la scission du PCA en 1968 à propos de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, de nombreux responsables syndicaux partirent avec le Socialist Party of Australia (Parti socialiste d'Australie, SPA), nouvelle formation pro-Moscou. Ce courant a maintenu une forte influence dans le syndicat aujourd'hui.

Le Progressive Labour Party

Les élections (locales) au niveau des États l'année dernière dans le NSW et le Victoria virent des partis de gauche obtenir des scores significatifs. Ces scores auraient vu des socialistes entrer au parlement si les élections avaient eu lieu selon un mode de scrutin plus démocratique. Le Progressive

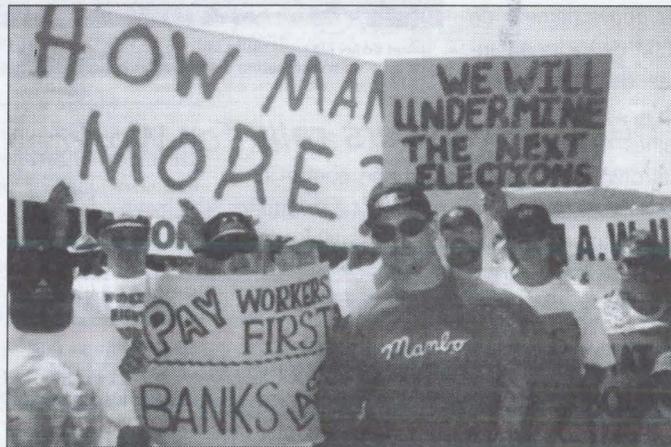
20. Malgré un départ prometteur, le SLP (Parti Travailliste Socialiste) sous la direction d'Arthur Scargill, figure du syndicalisme des mineurs, a dégénéré en un groupe bureaucratique et stalinien. Cf. L'article d'Alan Thornett en p.4.

Labour Party (Parti travailliste progressiste, PLP), parti large de gauche, obtint 54 000 voix aux élections à la chambre haute de l'État du NSW, certains députés Verts furent élus sur des votes préférentiels. Dans l'État de Victoria, Steve Jolly du groupe Militant obtint plus de 12 % des voix à Richmond, banlieue de Melbourne. Susanna Duffy du PLP a obtenu plus de 8 % des voix à Northcote. Le DSP réalisa un score de près de 6 % dans le centre de Melbourne. De manière significative, les partis de gauche et les Verts s'étaient mis d'accord pour la première fois pour ne pas se présenter les uns contre les autres et donc ne pas diviser le vote de gauche. Le PLP a aussi réalisé une alliance électorale formelle avec les Verts, qui instituait que chaque parti ferait campagne pour les candidats de l'autre.

Le PLP fut fondé lors d'une conférence à Newcastle en novembre 1996. C'est l'unique parti de gauche enregistré au niveau fédéral dans le pays. Il dispose d'environ 1 000 adhérents et des sections dans la plupart des États. Il possède une base hétérogène. Certains membres proviennent du vieux PCA, d'autres de la gauche de l'ALP et enfin certains viennent de différents courants trotskistes. Certains adhérents bénéficient de la double appartenance avec d'autres partis de gauche. Le but affiché du parti est de construire une organisation large où les sociaux-démocrates aussi bien que les marxistes puissent se retrouver. L'objectif

immédiat est de défier la suprématie électorale de l'ALP, sur la base d'un programme explicitement socialiste.

Après trois années d'existence, quel premier bilan peut-on faire de ce parti ? Électoralement, le PLP a connu un certain succès à chaque fois qu'il a présenté des candidats. Il a cependant été miné à certains moments par de terribles luttes fractionnelles, qui pourraient faire éclater l'organisation. Au début de cette année, un bon nombre de membres, à la fois sociaux-démocrates et marxistes, se sont rassemblés pour former le regroupement Socialist Democracy Caucus (Démocratie socialiste). Il vise à élargir la démocratie interne et réaffirmer la politique de l'aile gauche que la droite souhaite diluer. Le test de la force de ce regroupement aura lieu lors de la prochaine conférence nationale qui se tiendra en juin prochain à Sydney. C'est seulement alors qu'il sera possible de dire si ce qui a commencé comme une aventure politique prometteuse ne finira pas de la même façon que le SLP britannique (20).



Mineurs de Woolawn devant le Parlement en 1998 : « Payez d'abord les ouvriers, les banques à la fin » ; « Nous allons miner les prochaines élections ».

Photo Green Left Weekly

Vers une nouvelle guerre ?

Par
Radoslav Pavlovic*

Une nouvelle vague d'angoisse traverse ces jours-ci la Serbie : y aura-t-il une nouvelle guerre, peut-être dès ce printemps ? L'angoisse est d'autant plus profonde que l'isolement politique, l'abatement moral et le dénuement matériel sont extrêmes. Il y a trop d'indices significatifs, trop d'incidents explosifs et trop d'intérêts de classe lourds en jeu pour qu'on puisse espérer une détente pour bientôt.

En Serbie, tout est bloqué : relations internationales, vie économique, vie politique (paralysée par un calendrier électoral

socialiste dirigeant, qui tranchait avec ses discours antérieurs, mi-démocratiques mi-pacifiques, est sans équivoque un véritable discours de guerre civile. Milosevic s'en est sorti de justesse par deux fois — après les manifestations monstres de l'hiver 1996-97 et à l'issue des bombardements de juin dernier. Cette fois il encourt un risque vital et la bataille sera décisive. Pour lui et pour sa femme, pour le pouvoir de la bureaucratie, pour l'opposition et pour les travailleurs.

Si l'on met de côté le Monténégro et le Kosovo, Milosevic a deux adversaires sur le front intérieur : l'opposition politique bourgeoise et petite-bourgeoise d'une part, et les travailleurs de l'autre.

talistes avec une sensibilité sociale certaine. Tous représentent divers foyers, instables et mouvants à souhait. Tous ont peur de la classe ouvrière. Les sociaux-démocrates (pourtant les plus honnêtes et les plus courageux) craignent pour leur part la révolution.

Ils débattent depuis le 16 septembre 1999 (en séances plénières ou non, avec force chicanes procédurières et manifestations d'ambitions inassouvies) sur la façon de venir à bout de Milosevic. Partis en juin dernier « pour sortir Milosevic de son bunker en le tirant par les cheveux » (allusion à Ceausescu), ils s'accordent autour du vague espoir que, cette année, on lui arrachera « au moins les élections municipales anticipées ».

Ils ont peur de Milosevic, de sa police, de ses hommes de main — les attentats et assassinats hebdomadaires sont connus de tous. Ils ont peur que l'Occident ne les lâche au moment le plus crucial. Ils aimeraient bien que les ouvriers et les paysans sortent dans la rue pour leur faire la courte échelle vers le pouvoir, mais ils en ont peur aussi, car ils craignent qu'en raison des contradictions sociales explosives, cela ne devienne une révolution ou, comme disait Djindjic dans le passé, le « stampédo ».

Avec un programme politique de restauration capitaliste — « démocratique » s'entend — ils n'ont aucune force intérieure et sont obligés de s'aligner sur la politique et sur l'argent occidental, dont ils aspirent à être les exécutants dociles alors qu'ils se trouvent placés au dessus du cratère d'un volcan social. Tirillés entre l'envie et la peur de prendre le pouvoir, accablés par tout ce que Milosevic leur laisse en héritage, (et en particulier leurs divergences et bagarres internes) et, surtout, par le comportement

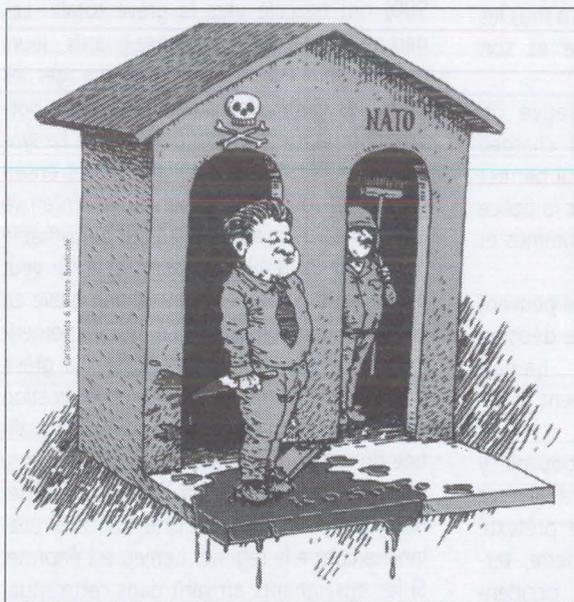
L'opposition : 16 partis politiques instables

À la sortie de la guerre une moitié de l'opposition (car Draskovic et Kostunica étaient plutôt conciliants) avait promis le renversement de Milosevic, pour le mois de septembre mais elle n'a fait que lui donner un répit et lui permettre de reprendre l'initiative politique.

Les masses sont restées à l'écart, car elle n'approuvaient pas l'indulgence de l'opposition à l'égard des grandes puissances impérialistes et ne retrouvaient pas leurs propres revendications et aspirations dans un programme décousu,

dont la seule consigne claire était le changement radical du régime social au travers d'une « privatisation générale, immédiate et obligatoire ».

L'opposition Djindjic-Draskovic, ennemis farouches et déjà largement discrédités, se présente sous la forme de 16 partis politiques, groupés en quatre cercles concentriques : les monarchistes-nationalistes, les libéraux thatcheriens et pro-occidentaux, les centristes affairistes issus du pouvoir bureaucratique et les sociaux-démocrates pro-capi-



lontain). La société est en décomposition.

Le pouvoir de la bureaucratie serbe — s'appuyant sur des éléments déclassés, en bas comme en haut de l'échelle sociale, que symbolise une présence fasciste au gouvernement — sans idéologie propre, sans plan à court terme, sans argent, isolé dans l'hostilité générale, se trouve aux abois, se crispe et ne cache pas qu'il se défendra par tous les moyens, y compris les assassinats et la guerre civile. Le discours virulent de Slobodan Milosevic lors du récent congrès du Parti

* Radoslav Pavlovic, syndicaliste indépendant, est un des initiateurs de International Workers Aid pour la Bosnie. *Inprecor* a publié précédemment deux autres contributions de l'auteur : « Serbie : un tournant historique » (n° 437/438 de juillet-août 1999) et « Belgrade 1968-1998, de la révolution au nationalisme » (n° 426 de juillet-août 1998).

Serbie

incertain de la classe ouvrière, ils ont fini par se mettre d'accord pour organiser un ou plusieurs meetings communs en mars. Mais, à peine terminée la conférence de presse convoquée pour annoncer l'événement, Kostunica, chef d'un parti démocrate-bis, "Seselj en gants blancs", nationaliste et anti-américain, les avertit : l'OTAN prévoit des manœuvres pour le mois de mars ! Il n'en fallait pas plus pour que le moral oppositionnel retombe à zéro.

Habitué à jouer plusieurs parties d'échecs simultanément, Milosevic guette l'opposition, procède à des avertissements sélectifs — depuis les divers procès (dirigés surtout contre la presse indépendante et le mouvement des étudiants) jusqu'aux attentats — mais ses véritables adversaires sont ailleurs.

L'impasse au Kosovo

Au Kosovo il a échangé la défaite militaire contre des avantages politiques. Il n'a pas réussi à chasser les Albanais du Kosovo, mais n'a pas provoqué de saignée importante dans la jeunesse serbe envoyée au front. KFOR et MINUK ont pris possession du Kosovo. Mais ils l'ont pris sur la base d'une résolution de l'ONU (n° 1244) empoisonnée, réclamant une « *autonomie substantielle* » de la région dans le cadre de la « *souveraineté yougoslave* », dont le chef est sur la liste d'Interpol. C'est l'impasse politique qui approfondit la division déjà immense au Kosovo entre la majorité albanaise (qui n'a qu'un semblant d'indépendance) et la minorité serbe, en grande partie chassée de ses foyers kosovars et dont la partie restante vit dans les ghettos de la peur quotidienne, ce qui permet à une ultra-minorité de Mitrovica (soudoyée par Belgrade) de tenir tous les Serbes en otages d'une politique nationaliste catastrophique. Au Kosovo c'est l'impérialisme qui est dans l'impasse. Milosevic en tire un avantage et s'en sert dans sa politique intérieure et extérieure.

Cette impasse, même Bernard Kouchner l'a reconnue devant le Conseil de sécurité. Avec le but réel mais inavoué d'instaurer au Kosovo un protectorat pour y abriter une base militaire gigantesque (afin de contribuer à l'encercllement de la Russie qui n'a rien à manger, est sans le sou, mais possède toujours des armes redoutables) l'OTAN a proclamé le « *droit d'ingérence humanitaire* » pour gagner l'opinion mondiale contre Milosevic. Elle se trouve aujourd'hui devant la nécessité de créer un État et une vie civile, au nom des Albanais, sur le territoire d'un autre État ! Tâche impossible. Ainsi la résolution 1244 ne satisfait person-

ne : ni les puissances occidentales, ni le peuple albanais, ni le pouvoir serbe.

Les Albanais voulaient l'indépendance sinon l'égalité des droits nationaux dans la fédération yougoslave, pour échapper à l'apartheid de Milosevic. "On" n'a pas voulu leur accorder ce droit légitime. Aujourd'hui "on" est forcé de leur délivrer une pièce d'identité quelconque, ce qu' "on" n'a pas le droit de faire. Sans parler du travail, de la reconstruction des maisons brûlées, de la libre circulation et des échanges commerciaux qui ne seraient pas le trafic illicite...L'argent affluant au Kosovo sert quasi-exclusivement au maintien et au renforcement de la présence militaire et politique impérialiste. Si le droit n'a pas de force, la force se passera bien du droit, comme toujours dans l'Histoire. Car le droit n'est que la codification du rapport des forces en présence, et ce n'est pas Marx qui l'a découvert le premier.

Assailli de l'intérieur, Milosevic a une palette de choix pour créer la tension à l'extérieur :

— A Mitrovica, il dispose de 60 000 otages de premier plan ;

— Dans la région sud de la Serbie (Presevo, Medvedja, Bujanovic), à majorité albanaise mais sur le territoire de la Serbie, il a tous les droits pour concentrer sa police et son armée ;

— Au Monténégro, jusqu'à preuve du contraire, l'armée yougoslave est chargée des frontières extérieures, ce qui lui permet de jouer au chat et à la souris avec la police monténégrine, forte de 15 000 hommes et équipée comme une armée.

Partout les incidents quotidiens peuvent se transformer, sur le coup d'une décision politique préméditée (jamais spontanément !) en un embrasement général.

Si Milosevic, pour rester au pouvoir, y maintient une tension permanente, il n'est pas exclu que l'OTAN prenne ce prétexte pour déclencher une nouvelle guerre, terrestre cette fois-ci. Les capitales occidentales, qui vendaient à profusion la doctrine du « *droit d'ingérence humanitaire* », se gardent bien d'en souligner le caractère sélectif. La Tchétchénie n'en est que la preuve la plus récente. Clinton fait des compliments à Poutine au moment même où celui-ci, dans la pire des traditions tsariste et stalinienne, écrase par le feu et dans le sang le peuple tchétchéne. C'est un petit merci pour hier et un grand merci pour demain : dorénavant l'OTAN est libre de résoudre le nœud kosovar à sa guise. Et elle s'y prépare secrètement mais sérieusement.

Ce poker diplomatique cynique aurait

pu durer longtemps si d'autres facteurs de la scène serbe n'étaient intervenus. La montée de la colère populaire, suite à la hausse radicale des prix de base initiée par le gouvernement stalino-fasciste (40 % en moyenne pour les prix du carburant, du transport et de l'électricité, ce qui provoque une chaîne de réajustements des prix), est le facteur le plus immédiat. Les salaires misérables des travailleurs serbes ont perdu la moitié de leur pouvoir d'achat depuis la fin des bombardements. Ils avoisinent actuellement les 50 deutsche marks par mois, c'est à dire qu'ils sont en dessous du minimum vital (selon la "corbeille" syndicale établie par "Nezavisnost").

La grève des enseignants

L'industrie travaillant au ralenti (en dessous de 20 % de ses capacités), un million d'ouvriers étant en lock-out de fait et éloignés de leur lieu de travail, ce sont les enseignants qui jouent le rôle de catalyseur de la colère populaire. En grève administrative depuis février (« *grève légale* », qui consiste à faire des cours d'une durée de 30 minutes au lieu des 45 minutes officielles), au début du mois de mars un tiers des écoles (300 sur 900) ont basculé vers la grève totale. Les parents soutiennent les enseignants, leurs enfants sont les premiers à encourager les profs, les élèves des classes terminales sortent dans la rue avec des banderoles. Le syndicat officiel, saboteur de la lutte des enseignants, est obligé de s'aligner, car il n'arrive pas à arracher au ministre imperturbable même 10 % d'augmentation et il ne veut pas se retrouver à l'extérieur d'une grève en voie de généralisation. Le gouvernement joue la détermination sans faille : la grève devient une « *trahison* », la revendication d'un salaire permettant de survivre est qualifiée de « *manque flagrant de patriotisme* ». S'il cède, s'il ouvre la brèche, le gouvernement pourrait être emporté par une avalanche contre le régime. L'enjeu est énorme. Si les enseignants arrivent dans cette situation politique compliquée et dangereuse à faire un front commun et large, c'est le feu vert pour les salariés de la Santé et de la Fonction publique (qui au moins ont une garantie formelle d'emploi)... et les autres suivraient. L'heure est à la grève générale.

Mais ni les partis politiques, ni les syndicats indépendants (dont le principal est "Nezavisnost") n'osent ni ne veulent mettre ce mot d'ordre en avant. L'opposition bourgeoise — par la voix de son syndicaliste de service, Dragan Milovanovic, chef de l'Association "indépendante" des syndicats libres — avait déjà décrété la grève générale

en septembre dernier, sans aucun objectif social et même sans préparation sérieuse. Ce fut un coup d'épée dans l'eau : pas même un millier de grévistes dans toute la Serbie. "Nezavisnost" avait dénoncé à juste titre cette sorte d'aventurisme. Aujourd'hui, alors que l'heure est grave et favorable pour proposer à la masse des travailleurs un dénominateur commun, ils se gardent tous d'appeler à la grève générale. Un tel mot d'ordre pourtant, indépendamment même des concessions matérielles qu'il serait alors possible d'arracher au gouvernement, aurait donné un profond sentiment d'unité et de force aux travailleurs.

L'opposition a peur que la nature et la virulence des revendications ouvrières ne porte ombrage à son meeting, ne bouscule les accords finement ajustés en son sein et que Milosevic, gravement menacé, ne déclenche une véritable foudre à ce moment là. Tout en étant favorable à la restauration capitaliste, elle aspire par-dessus tout à une transition pacifique, civilisée. Elle craint la dynamique que prendraient les masses en mouvement auto-organisé.

Tout en sachant discerner l'état d'esprit des masses des combines minables de ses opposants politiques, Milosevic, menacé par deux adversaires de nature différente, tente l'amalgame : il présente celui qui fait grève comme l'allié de l'OTAN. Le ministre de l'Éducation l'a dit et répété depuis un an. Cela crée la confusion et l'hésitation parmi les travailleurs, dont les plus radicaux sont pour le renversement du régime. Mais cela ne suffit plus à arrêter leur lutte.

Fuite en avant ?

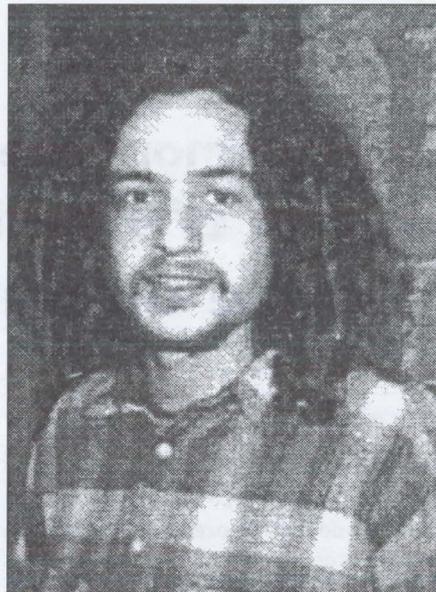
Ainsi il n'est pas exclu d'assister à des rencontres explosives entre différents acteurs politiques, tous plus ou moins impuissants, y compris les travailleurs sans direction politique), mais tous obligés d'agir. L'OTAN prépare des manœuvres militaires, Milosevic avance son armée et sa police sur les points névralgiques, la mobilisation non avouée commence, les travailleurs se lancent dans des grève, l'opposition serbe prépare un meeting supposé décisif, le peuple albanais du Kosovo se heurte à la KFOR à chaque pas qu'il tente pour revenir à une vie aussi normale que possible, les Serbes kosovars ne peuvent ni rentrer, ni rester là où ils sont, et enfin, dernier élément important de ce puzzle enchevêtré, il y a les élections en Russie... Poutine et la mafio-bureaucratie russe sont donnés gagnants d'avance grâce au sang tchéchéne qui a soudé l'union sacré d'un pays au bord de la famine, mais dont les couches dirigeantes ne rêvent pas

moins de grandeur impériale. En principe, Poutine n'a pas à se mêler des Balkans, car "on" l'a laissé faire en Tchétchénie — c'est du moins ce qui ressort du langage diplomatique codé... si Milosevic ne met pas son grain de sable dans la mécanique diplomatique onusienne. Mais s'il mettait Poutine devant le fait accompli en mettant à l'épreuve l'amitié du peuple russe face au danger mortel dans lequel la petite Serbie serait tombée brusquement ? La Russie — depuis l'ouvrier de province jusqu'aux généraux, pour des motifs différents — serait unanime pour « défendre la Serbie », ne serait-ce qu'en paroles. Cela lierait les mains de Poutine en Russie, ce qui équivaldrait à lier les mains du Conseil de sécurité, qui doit réexaminer l'affaire du Kosovo en juin. Or, Milosevic pas plus que l'OTAN, ne peuvent trop attendre. Le droit dont ils se réclament passera par la force, ils sont obligés de fuir en avant. Les candidats devant payer le prix de ce jeu diplomatique macabre sont connus d'avance : civils serbes et albanais, à Mitrovica comme à Presevo ou Bujanovac.

En Serbie, certains journalistes indépendants partagent cette analyse de la conjoncture, sans toutefois comprendre le rôle de la lutte des travailleurs en cours : privés d'un canal propre d'expression publique et politique, les travailleurs sont oubliés ou tenus pour quantité négligeable. A l'exception toutefois du vieux et souvent lucide Dragoslav Avramovic, ex-gouverneur de la Banque nationale et candidat de l'opposition au poste de Premier ministre. Connaisseur des arcanes du pouvoir, ce dernier n'a pas hésité à affirmer catégoriquement que c'est la classe ouvrière et elle seule qui fait vraiment peur à Slobodan Milosevic.

Faute de véritable alternative politique, faute d'un parti capable de coordonner et de centraliser la lutte dispersée des travailleurs vers l'objectif du pouvoir — non pas pour livrer le pays au Capital et à la soldatesque impérialiste, mais pour garantir l'indépendance nationale et tendre la main aux travailleurs albanais et ex-yougoslaves — il est possible que l'OTAN prenne l'initiative de déclencher la guerre avec l'objectif de renverser Milosevic et d'installer l'opposition au pouvoir. Le résultat immédiat serait une division terrible parmi les Serbes entre « démocrates » et « patriotes », les premiers excusant l'OTAN, les seconds excusant le manque de démocratie, car « la patrie est en danger ». Tant l'OTAN que Milosevic ont besoin d'aboutir à une telle division. Ce serait une introduction à la guerre civile serbo-serbe. ■

5 mars 2000



Liberté pour Albin Kurti !

Albin Kurti a été condamné le 13 mars à 15 ans de prison pour « délit de menace de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie » et pour « délit d'association en vue d'activité hostile en liaison avec le terrorisme ». Le tribunal du district de Nis, dans le sud de la Serbie, a en réalité jugé cet ancien dirigeant étudiant pour des raisons politiques qui n'ont rien à voir avec ces chefs d'accusation absurdes.

Albin Kurti a dirigé en 1997 les manifestations pacifiques des étudiants albanais réclamant le droit à l'école publique. Étudiant en électrotechnique à l'Université de Pristina lors de "l'Intifada" des étudiants, Albin Kurti est ensuite devenu le porte-parole d'Adem Demaqi en tant que voix publique de l'UCK, qu'il a quittée avec lui lors de l'alliance de la rébellion armée avec les forces occidentales en 1999.

Refusant de faire l'amalgame entre peuple et régime serbe, prônant le dialogue et la vie en commun entre Serbes et Albano-Kosovars, ils ont rejeté les accords de Rambouillet qui ne donnaient aucune perspective d'indépendance aux Albanais et piétinaient celle des Serbes, permettant à l'OTAN de mettre en pratique ses visées impérialistes dans les Balkans.

Albin Kurti a refusé l'avocat serbe commis d'office et a déclaré d'emblée qu'il ne reconnaîtrait que la justice de son peuple. Il fait partie des 1500 otages que l'armée serbe a emmenés avec elle en quittant le Kosovo en guise de monnaie d'échange, et que la diplomatie occidentale oublie facilement dans ses marchandages avec le régime de Milosevic.

C'est au mouvement ouvrier démocratique serbe, kosovar et international d'agir. La paix au Kosovo commencera aussi lorsque les otages albanais auront été libérés.

R. P.

Banque mondiale et FMI Refus d'assistance à peuple en détresse

Par
Éric Toussaint*

Le Mozambique (20 millions d'habitants) vient de subir les pires inondations depuis 30 ans. Le gouvernement évalue à 250 millions de dollars le coût de la reconstruction. Alors que les pays les plus industrialisés montent en épingle l'aide d'urgence qu'ils apportent aux victimes, discrètement ils exigent des autorités du Mozambique le remboursement de la dette extérieure. Ce pays, un des plus pauvres de la planète, paye 1,4 million de dollars par semaine en service de sa dette. Il aurait bien besoin de cette somme pour subvenir aux besoins humains prioritaires de la population.

Tandis que l'aide internationale commence à faiblir parce que le drame mozambicain quitte le devant de la scène médiatique, des fonds considérables sont absorbés par le paiement du service de la dette.

La dette extérieure du Mozambique s'élève à 8,3 milliards de dollars. Les créanciers sont de trois ordres : 1) les institutions financières multilatérales (Banque mondiale/FMI), elles détiennent 2,1 milliards, soit environ un quart du total (c'est ce qu'on appelle la dette multilatérale) ; 2) des Etats étrangers, ils détiennent 4,3 milliards, soit environ la moitié du total (c'est la dette bilatérale) ; 3) des institutions financières privées qui détiennent 2 milliards de dollars, soit un quart (c'est la dette privée).

Que se passe-t-il avec la dette multilatérale ? La Banque mondiale (Bm) et le FMI, au lieu d'annuler purement et simplement la dette que leur doit le Mozambique, ont préféré reporter certaines échéances de paiement et accorder de nouveaux prêts. Le pays les utilisera pour faire face à ses obligations de remboursement. En même temps, ces prêts vont alourdir l'ardoise. La Bm et le FMI veulent ainsi assurer la pérennité de leur contrôle sur le futur des Mozambicains.

Et la dette bilatérale ? On l'a vu, elle représente plus de la moitié de la dette extérieure. L'essentiel de cette somme est dû à des gouvernements du Nord. Dans l'ordre : la Russie, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les USA et le Japon. Par ailleurs, le

*Eric Toussaint est président du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM).

Brésil constitue également un important créancier.

Dette privée : deux milliards détenus par des banquiers du Nord qui n'entendent pas non plus annuler la dette.

Les sommets de détresse avant les inondations

Selon la Banque mondiale, 70 % des Mozambicains vivaient en-dessous du seuil de pauvreté absolue. Espérance de vie à la naissance : 46 ans. 70 % de la population n'ont aucun accès aux services de santé. 60 % des adultes sont analphabètes. 78 % des femmes sont analphabètes. Sur 1 000 habitants, 3 disposent d'un raccordement téléphonique (contre 564 en France), 3 ont la télévision (contre 598 en France), 0,8 dispose d'un ordinateur (contre 150 en France).

Le Mozambique est 169^e sur une liste des 174 pays classés par la PNUD selon leur Indice de Développement Humain (IDH). On ne peut pas reprocher au Mozambique de trop lourdes dépenses militaires : les forces armées ont été réduites des 2/3 entre 1985 et 1997 (c'est une des plus fortes baisses enregistrées au niveau de toute la planète).

On peut affirmer sans risquer de se tromper que l'endettement du Mozambique est la conséquence des agressions subies de la part du régime raciste sud-africain dans les années 70 et 80. En effet, pour tenter de renverser le régime progressiste mozambicain (au milieu des années 70, le Mozambique a obtenu son indépendance grâce à la lutte de libération menée par le FRELIMO et grâce à la « Révolution des œillets » au Portugal), le régime raciste d'Afrique du sud a soutenu une guérilla d'extrême-droite (la RENAMO) qui a dévasté le pays. Le Mozambique a dû s'endetter pour organiser sa défense contre cette agression extérieure et pour tenter de reconstruire le pays.

Annulation annoncée, jamais réalisée

Après des années de stricte application des réformes économiques exigées par le FMI et la Bm, le Mozambique aurait dû en principe bénéficier d'une annulation de sa dette exté-

rieure. Pour obtenir cet engagement d'annulation, le régime de Maputo avait accepté une politique néo-libérale qui a accru les inégalités sociales et augmenté la pauvreté. Des entreprises publiques ont été privatisées.

Pour décembre 1998, dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE), une annulation de la dette allant jusqu'à 80 % devait être obtenue. Quelle ne fut pas la surprise des autorités de Maputo quand la Bm et le FMI leur annoncèrent qu'en réalité le pays devrait à l'avenir rembourser la même somme que ce qu'il avait remboursé jusque là : environ 100 millions de dollars par an. Le parlement mozambicain se réunit alors au grand complet, majorité et opposition s'unirent pour adopter une résolution exigeant l'annulation totale de la dette extérieure. Dans les semaines qui suivirent, des ONG internationales, des parlementaires européens et d'autres groupes de pression dénoncèrent l'avarice de la Bm et du FMI. Sous la pression, celles-ci concédèrent une diminution de leurs exigences. Au lieu de 100 millions, elles se "contentèrent" de 73 millions pour 1999.

En juin 1999, le sommet du G7 tenu à Cologne prenait l'engagement d'annuler 90 % des dettes. En septembre 1999, lors de leur sommet annuel, le FMI et la Bm annoncèrent que dorénavant ils donneraient la priorité absolue à la réduction de la pauvreté. Le

Evolution de la dette extérieure

1985 : 2,9 milliards de dollars.
1997 : 5,9 milliards de dollars.
2000 : 8,3 milliards de dollars.

Mozambique figurait en très bonne position pour accéder à un allègement supplémentaire. Nouvelle déconvenue : pour le concéder les institutions de Bretton Woods ajoutèrent une nouvelle condition. Pour janvier 2000, les autorités de Maputo devaient élaborer en concertation avec la société civile mozambicaine, un programme stratégique de réduction de la pauvreté. Le gouvernement rétorqua que le délai était trop court et demanda à bénéficier des mesures d'allègement annoncées à Cologne et à Washington. Juste avant le désastre causé par les inondations de février 2000, la Bm et le FMI annoncèrent qu'ils n'accorderaient pas d'allègement tant que ne leur serait parvenu le fameux programme stratégique de réduction de la pauvreté. Croyez-vous qu'ils modifièrent leur attitude pendant le drame ? Détrompez-vous au lieu d'annuler leur créances, ces institutions décidèrent d'accorder de l'aide sous forme de prêts à rembourser.

Bm, FMI, gouvernements créanciers : ça suffit !

Exigeons l'annulation totale de la dette extérieure publique du Mozambique et l'abandon des plans d'ajustement structurels. ■

le 15 mars 2000

Poutine 1^{er}, tsar de toutes les Russies ?

(suite de la dernière page) la fin de l'accumulation privée primitive. L'affaire du détournement des fonds du FMI, qui avait éclaboussé le clan Eltsine (et que Poutine vient d'étouffer) fut un signe de cette fin d'époque, comme le furent les raids mafieux pour s'emparer de la propriété (mal acquise) de certaines entreprises, expropriant par la force les ex-nomenklaturistes s'étant crus définitivement intégrés dans la nouvelle bourgeoisie russe. Au sein de l'oligarchie russe, qui a pu s'emparer de pans entiers de l'ex-propriété soviétique, on aspire aussi dorénavant à la stabilité et à la sécurité. Il faut — clament-ils — garantir la propriété privée. Aspiration partagée par le capital international, qui ne s'est pas précipité pour investir en Russie, craignant de voir ses investissements (oh combien rentables sur le papier !), engloutis dans une société où le vol est devenu le moyen le plus naturel de promotion sociale.

Un État fort au service d'une bourgeoisie naissante

L'État fort façon Poutine ne sera pas dirigé dans l'immédiat contre la classe ouvrière russe. Atomisée et politiquement égarée, ayant subi une paupérisation sans précédent, dépourvue de traditions de lutte et d'auto-organisation (5), elle ne constitue pas aujourd'hui une menace pour le pouvoir de la bourgeoisie nomenklaturiste russe.

Les affaires de celle-ci sont bien plus directement menacées par l'autonomisation des pouvoirs régionaux, qui n'hésitent pas à recourir à des taxes locales pour assurer la survie des administrations locales, quand ils ne pratiquent pas, purement et simplement, le racket et ne soutiennent les mafias locales. Les immenses richesses de l'Asie russe ne peuvent ainsi être valorisées par le capital, ce que ce dernier considère comme inacceptable. Poutine a d'ailleurs annoncé une reprise en main des régions et des républiques (88 au total), qui jouissent, à ses yeux, d'une trop grande autonomie. L'extrême brutalité de l'intervention armée en Tchétchénie et les crimes de guerre qui l'accompagnent, sont là aussi pour signifier que pour limiter l'autonomie des républiques l'État russe dirigé par Poutine est prêt à toutes les extrémités.

Lorsque Poutine annonce qu'un « État fort est la source de la garantie de l'ordre, le principal moteur de tous les changements » et que « la Russie a besoin d'un État fort », ce n'est pas seulement pour renouer avec la

tradition de Pierre 1^{er}, dont le portrait trône dans son bureau. Il voudrait fonder un « État capitaliste moderne », « une Russie intégrée dans l'économie mondiale ». Dans un premier temps cela signifie un nouveau code des impôts qui protégerait les « droits des actionnaires », la suppression des aides aux entreprises déficitaires et l'établissement de la propriété privée des terres — toutes mesures bienvenues dans les chancelleries occidentales. De Madeleine Albright à Hubert Vedrine et Jacques Chirac, en passant par Tony Blair et Gerhard Schröder (6) les encouragements visant à convaincre Poutine qu'il était sur la bonne voie (et que les Tchétchènes étaient, somme toute, un petit peuple et une affaire intérieure de la Russie). Il n'en est pas moins que Poutine pressant Mme Albright pour que la Russie soit considérée comme « un membre du Club occidental », insistant sur sa « mentalité européenne » et envisageant — « pourquoi pas ? » — que son État intègre l'OTAN, parle d'autre chose que du droit de l'État russe de cultiver son jardin.

Bien que la classe bourgeoisie russe soit faible et ne puisse prétendre aujourd'hui à un rôle de premier plan sur le marché mondial et bien que l'État de Poutine s'apprête à faciliter les investissements des capitaux occidentaux en Russie, l'administration politique russe ne compte pas se satisfaire d'une position subordonnée, « exotique » selon la formule de Poutine. Et cela d'autant plus qu'après dix ans de désorganisation administrative, l'État russe se matérialise plus que jamais dans son armée, son service de renseignement et de police politique (FSB, ex-KGB), sa diplomatie. Ces appareils aspirent à ce que la Russie retrouve son statut de grande puissance qu'ils considèrent injustement mis en cause. Ils veulent qu'elle joue sur ses « marches » — d'abord asiatiques, que les régimes afghan et iranien comme les affrontements indo-pakistanaïstes déstabilisent dangereusement, mais aussi balkaniques (cf. la Bosnie) — le rôle de gendarme du nouvel ordre mondial au sein du « club occidental » si possible, mais éventuellement contre lui. Et ce faisant permettre au capital russe et assimilé en Russie d'y faire des affaires. Dans la tradition des tsars et non dans celle de



Poutine, alors qu'il était fils de civil en RDA

l'armée rouge. La faiblesse même de la nouvelle classe dominante russe autorise une telle autonomie de l'appareil d'État. Et les conflits inter-impérialistes renaissants (après leur gel au nom des intérêts capitalistes supérieurs durant la guerre froide) permettent à la bureaucratie bourgeoise russe d'espérer jouer un rôle autonome dans le désordre politique mondial. Le sommet de Lisbonne de l'Union européenne ne vient-il d'ailleurs pas de proposer à Poutine de « développer un partenariat stratégique vraiment efficace » entre l'UE et la Russie ? L'arme nucléaire dont dispose la Russie (7) est là pour rappeler la grandeur que Poutine voudrait voir ressuscitée.

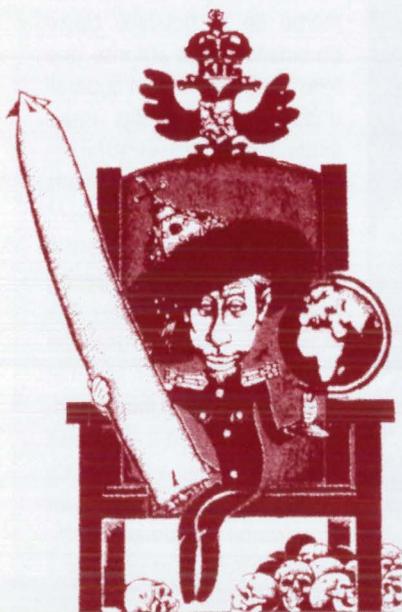
Idéalisation

Reste que la vision du monde de Poutine et, plus largement, celle des nouveaux bourgeois russes, sont inspirées par les manuels staliniens de l'histoire contemporaine. La force des États y était présentée comme relevant des tonnes de houille, d'acier et de pétrole produits, de la grandeur des armées et des capacités des dirigeants suprêmes. Le capital y était décrit comme un amas de richesses. Les contradictions des modes de production n'y figuraient pas. Même si les nouveaux dirigeants russes veulent être des pragmatiques et non des idéologues, le monde qu'ils décrivent est idéal. Et les projets qu'ils trament sont le fruit de cette idéalisation. Cela peut les conduire à surestimer leurs capacités. ■

5. Cf. David Mandel, Russie : les faiblesses du mouvement ouvrier, in *Inprecor* n° 443/444 de janvier-février 2000.

6. Respectivement : secrétaire d'État (Ministre des affaires étrangères) des États-Unis, Ministre français des relations extérieures, Président de la république française, Premier ministre britannique et chancelier allemand.

7. Et qui a été défendue avec une remarquable continuité par le KGB et le FSB contre toutes les mises en cause écologistes — l'acharnement contre Alexandre Nikitine, qui a dénoncé le risque de pollution nucléaire que fait courir la flotte, en témoigne. Le lancement-exercice, le lundi 27 mars au matin, de deux missiles par un sous-marin en plongée dans la Mer de Barents, qualifié de « cadeau au commandant suprême des forces armées » nouvellement élu, rappelle à qui le veut la vocation de puissance de la nouvelle Russie de Poutine.



Pourquoi Vladimir Poutine a-t-il été plébiscité dès le premier tour de la présidentielle russe ? Il s'agit d'un *apparatchik* ordinaire, ayant accompli une carrière de flic en civil (1), d'un administrateur médiocre dont on ne sait même pas s'il est parvenu à détourner à son profit quelques dizaines de millions de dollars ou s'il a fait les frais d'une affaire qui le dépassait (2)...

« Poutine n'a pas une personnalité marquée, il est comme un écran sur lequel chacun projette ce qu'il souhaite », avait expliqué la psychanalyste Victoria Potapova (3). Et en additionnant les souhaits, en absence de toute alternative, Poutine a obtenu 52 % des voix dès le premier tour.

L'aspiration populaire à la "normalité"

L'écrasement de la Tchétchénie, en lui permettant de jouer sur la fibre nationaliste de la population russe, qui identifiait facilement les aspirations nationales des Tchétchènes avec le dépeçage de la propriété publique par toutes sortes de malfrats (nouveaux riches et trafiquants "mafieux"), est certainement un des éléments de son succès. Les travailleurs russes sont désorientés par la soudaine marchandisation de leur environnement, l'inflation galopante, les salaires stagnants, la modification incompréhensible des règles qui régissaient leur vie avant le début de la restauration capitaliste. Ils aspirent en majorité à la "normalité", c'est-à-dire à la fin des changements incessants dont ils sont les premières victimes. Le discours de Poutine sur l'État fort — appuyé par la démonstration de force en Tchétchénie — trouve facilement preneur. La classe ouvrière russe, dont l'éveil avait commencé avec la grève des mineurs au printemps 1991, a été défaits sans avoir eu le temps de s'organiser pour livrer le combat. Poutine et, pour une minorité, le bureaucrate stalinophile Ziouganov, lui apparaissent comme un dernier espoir de stabilisation.

Poutine I^{er}, tsar de toutes les Russies ?

Par
Jan Malewski

Le début de reprise économique — dopée par le quasi-triplement du prix du pétrole (dont la Russie est exportatrice) et par la forte dévaluation du rouble (après le krach financier d'août 1998 la production industrielle a bondi l'an dernier de 8 %, portant la croissance du PIB à 3 % pour la première fois depuis l'effondrement de l'État soviétique — offre à l'administration Poutine des marges de manœuvre plus grandes. Ce début de reprise nourrit l'espoir que Poutine fera enfin payer les salaires et les retraites, rentrer les impôts et assurera le fonctionnement minimal des services.

Nouvelle phase de la restauration capitaliste

Contrairement à certains pays de l'Europe de l'Est (la Pologne et la Hongrie en particulier, mais aussi la RDA), où l'introduction de la propriété privée à la fin des années 1950, fut progressive et a permis une assimilation sociale de la nomenklatura et de "l'initiative privée", les nomenklaturistes qui visaient la stabilisation de leurs privilèges sociaux au travers de l'enrichissement personnel ont dû attendre en Russie la seconde moitié des années 1980. La nouvelle bourgeoisie russe n'a pas pu tirer profit de trente ans d'apprentissage au travers de la "petite production marchande" et du commerce, comme la polonaise ou la hongroise.

Lorsque la direction de la bureaucratie russe fut convaincue qu'elle ne pouvait plus « continuer comme avant » au risque de devoir affronter, comme sa vassale polonaise, une révolte populaire, elle agit sans projet longuement mûri, sans mesures transitoires, sans habitudes marchandes ancrées au sein de la société. Le projet ultra-libéral du FMI, « la thérapie de choc », que les Polonais et les Hongrois venaient d'adopter sans que les classes ouvrières de ces pays soient capables de s'y opposer, fut adopté par la majorité de la direction russe en lieu et place des demi-mesures pragmatiques prises par Gorbatchev. Il signifiait un retrait brutal de l'administration étatique de la sphère productive et une distribution *de facto* de parts de propriété à la couche de la bureaucratie capable de s'en emparer. Le tout voilé par un discours qui confondait allègrement la démocratie ("le pouvoir du peuple" !) et le laisser-faire. Mais si ce laisser-faire permit l'accumulation primitive privée, il est aujourd'hui un frein pour la reproduction élargie du capital acquis frauduleusement. Et ceux-là même qui furent les chantres du non-interventionnisme de l'État et de la « liberté des affaires », veulent se mouvoir aujourd'hui dans un cadre protégé et régulé par l'État. Les nouveaux bourgeois russes aspirent à se constituer en classe dominante et ils ont besoin pour cela du parapluie de l'État.

Lorsque Poutine expliquait que « plus l'État est fort, plus l'individu est libre » et que « seul un État fort et efficace peut garantir la liberté d'entreprendre, la liberté de l'individu et de la société », il répondait aux aspirations de stabilité des nouveaux riches russes. L'échec électoral du candidat ultra-libéral Grigori Iavlinsky (4) est là pour signifier la volonté de la nouvelle classe dominante russe de tourner la page.

La nomination de Poutine à la tête de l'État russe, légitimée par l'élection du 26 mars, pourrait signifier la fin de la première période de restauration capitaliste en Russie ; la fin du partage des biens sociaux entre les nomenklaturistes, sous prétexte de loi de privatisation ou sans foi ni loi ; (*lire la suite en p.35*)

1. Un de ceux qui restaient sur le quai lorsque les fonctionnaires en vert-de-gris de la RDA montaient dans les trains internationaux pour taxer les voyageurs d'un visa de transit et orner leurs passeports d'innombrables coups de tampons. Et qui s'animaient lorsque les vert-de-gris avient mis la main sur un suspect.

2. Fin 1991, alors qu'il est vice-maire de Saint-Petersbourg, il obtient l'autorisation d'exporter des matières premières (pour l'équivalent de 122 millions de dollars) afin d'importer des aliments. Une dizaine de sociétés nouvelles sont retenues par Poutine pour réaliser ce troc, sans appel d'offre, ce qui courant en Russie. En février 1992 la ville reçoit en échange deux cargos d'huile alimentaire. La différence de prix entre les deux est estimée entre 1:20 et 1:2000. L'affaire sera vite classée malgré les demandes de démission de Poutine formulées par des élus de Saint-Petersbourg.

3. Citée dans Libération du 25-26 mars 2000.

4. Grigori Iavlinsky, chef du parti *Iabloko* ("pomme"), bien que financé par une frange importante de la nouvelle bourgeoisie moscovite, n'est pas parvenu à atteindre 6 % des suffrages exprimés. Même dans son fief moscovite il n'obtient que 19 %, contre 46 % à Poutine.